

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

LA PREUVE
DE LA
NATIONALITÉ D'ORIGINE

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

par

Roger GUIRAUDOU

Avocat à la Cour d'Appel de Montpellier

Diplômé d'Études pénales

Diplômé d'Études Administratives et Financières

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

JURY

MM. LÉGAL, professeur, président.

DEMONTÈS, professeur.

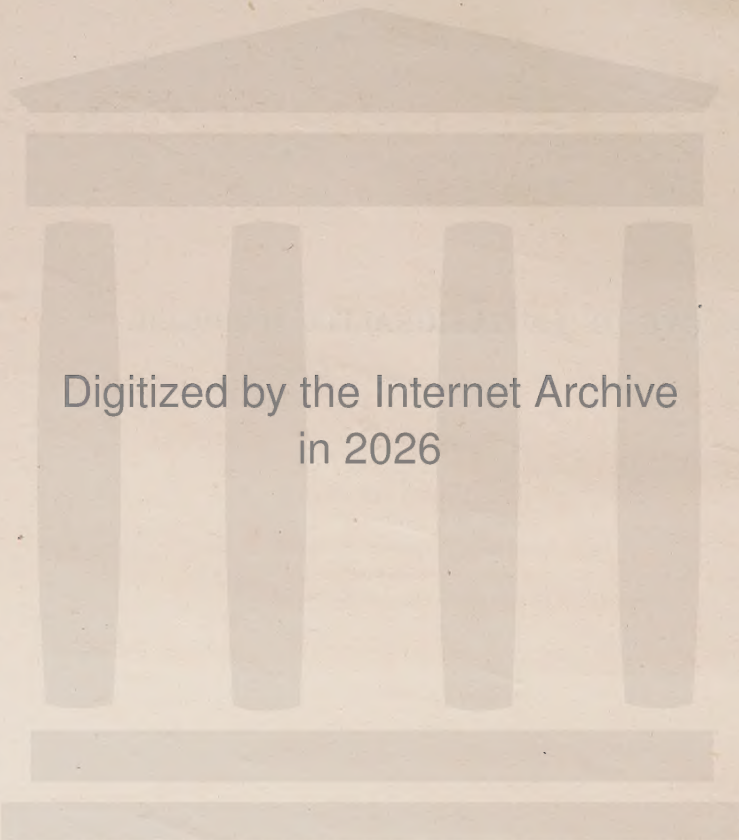
GUENOUN, professeur.

Assesseurs

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVIT
1, Rue de Sauvages

1936

LA PREUVE DE LA NATIONALITE D'ORIGINE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

LA PREUVE DE LA NATIONALITÉ D'ORIGINE

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

par

Roger GUIRAUDOU

Avocat à la Cour d'Appel de Montpellier

Diplômé d'Études pénales

Diplômé d'Études Administratives et Financières

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

JURY

MM. LÉGAL, professeur, président.

DEMONTES, professeur.

GUENOUN, professeur.

Assesseurs

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVIT
1, Rue de Sauvages

1936

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International
Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTÈS, Professeur de Droit Commercial.

ANTONELLI, Professeur d'Economie politique.

TISSET, agrégé d'Histoire du Droit.

DELBEZ, agrégé de Droit public.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

LEMERCIER, chargé de cours de Droit romain.

VALÉRY, Doyen honoraire, Correspondant de l'Institut.

DONAT, Secrétaire.

DUBOIS, Secrétaire honoraire.



JURY

MM. LÉGAL, professeur, président.

DEMONTES, professeur.

GUENOUN, professeur.

} Assesseurs

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

MEIS ET AMICIS

R. G.

AVANT-PROPOS

Un droit n'est rien sans la preuve de l'acte juridique ou du fait matériel d'où il dérive... C'est la preuve qui seule vivifie le droit et le rend utile.

(PLANOL et RIPERT.)

Pascal a dit dans ses Pensées: « L'homme est fait pour connaître la vérité, il la désire ardemment, il la cherche ». Parmi les besoins moraux de « l'être pensant », en effet, il en est un qui prime les autres: c'est celui de la certitude. Il se sent capable de l'atteindre, il la poursuit dans toutes les branches de ses connaissances et il met en œuvre tous les moyens propres à la faire naître dans son esprit. C'est ce besoin essentiel de l'existence qui marque la supériorité de l'individu sur ses frères inférieurs. La vie n'est pas faite uniquement d'hésitations, mais d'une activité toujours croissante qui se base sur des données déjà acquises. N'est-ce pas le même Pascal qui déclarait: « Les sciences qui sont soumises à l'expérience et au raisonnement doivent être augmentées pour devenir parfaites. Les anciens les ont trouvées seulement ébauchées par ceux qui les ont précédés et nous les laisserons à ceux qui viendront après

nous, en un état plus accompli que nous ne les avons reçues. »

En l'être humain existe cet état de l'esprit que l'on appelle la certitude. Une fois acquise, il cherche à la faire partager à ses semblables. Mais de quels moyens disposera-t-il pour parvenir jusqu'à elle? par quelles voies arrivera-t-il à cette intime conviction, grâce à laquelle il pourra formuler des lois physiques ou des propositions morales? Par les modes de preuve. Certes, ils varieront suivant qu'on se trouvera en présence de telle ou telle branche des connaissances humaines. Dans les sciences exactes, telles les mathématiques, la preuve revêtira un caractère spécial, presque idéal, qui est la preuve formelle. Mais dans les sciences morales et la science juridique en particulier, elle n'aura presque jamais cette forme; un doute pourra toujours subsister.

Cependant, ce n'est point à dire que « le droit soit livré à une incertitude fatale » et qu'il n'use pas des moyens de convaincre. L'effort des civilisations a surtout consisté à apporter des améliorations en matière probatoire. Les inventions anciennes ou récentes ont contribué, dans une large mesure, à perfectionner l'art de la conviction. Les anciens chez lesquels régnait, suivant la forte expression de Jhering, « le système de l'égoïsme discipliné » s'étaient peu préoccupés des moyens de preuve, mais en droit civil le problème se trouve résolu grâce au formalisme. Les solennités gravent leur empreinte dans la mémoire des témoins, surtout à une époque où on attache un caractère sacré à tout ce qui revêt l'aspect d'une cérémonie. Il otait le doute et supprimait toute appréciation personnelle.

Cependant, le juge accorde à la preuve une importance de plus en plus grande. Ace moment le témoignage est fortement battu en brèche, l'écriture apparaît et l'esprit inventif de l'homme imagine de s'en servir pour perpétuer le fait et le droit. Elle est sincère, fidèle, et ainsi qu'on l'a

dit dans les temps modernes, c'est un témoin difficilement corrompu. Au contraire, la mémoire des hommes est sujette à l'erreur; c'est pourquoi on se sert de l'écrit, d'abord pour les actes privés, puis pour les actes publics.

A l'époque barbare, le témoignage renaît et on assiste à l'éclosion de nouveaux modes de preuve, surtout dans le domaine pénal, tels les combats judiciaires, les ordalies. L'Eglise est alors intervenue à l'époque féodale pour faire cesser l'usage de tels procédés. On voit bientôt apparaître dans les ouvrages des anciens auteurs comme Beaumanoir une nouvelle offensive de la preuve littérale, d'autant plus grande que l'imprimerie vient d'être découverte et que la corruption des témoins est courante. -

Fidèle à la tradition et pour des raisons d'ordre et de sécurité, le législateur de 1804 a cru devoir adopter les deux modes, mais il fait prédominer l'écrit sur la parole. De plus, il enserme le juge dans un régime strict de preuves légales. Il a adopté, comme les législations précédentes d'ailleurs, un système de preuves écrites, préparées à l'avance et par pure précaution qui sont les preuves pré-constituées. Mais bien que les rédacteurs du Code aient eu le souci de pousser le plus loin possible la perfection d'un tel ouvrage, on est obligé de constater que la science juridique n'est pas stationnaire, une œuvre est toujours le reflet d'une époque: Depuis sa confection, de nouveaux facteurs sont apparus. Le commerce s'est amplifié grâce à la perfection des moyens de communication qui sont devenus plus rapides et moins onéreux. Les peuples s'interpénètrent de plus en plus et leurs rapports deviennent de plus en plus fréquents. Une catégorie de personnes, les tiers, qui jusque-là avaient avantage à connaître les actes et les contrats passés par leurs semblables, voient leurs intérêts s'accroître et doivent être protégés. Le meilleur moyen était d'organiser une publicité de ces actes. Le législateur n'y a pas manqué, mais le plus souvent le mode de

publicité choisi est puéril est inopérant. On le voit aujourd'hui s'engager dans une voie menant à la création de registres. C'est ainsi qu'il a organisé la preuve de la naissance grâce aux registres de l'état civil. Mais un certain nombre d'actes de la vie de l'individu l'a laissé indifférent: surtout la nationalité. On a préconisé parfois la réunion de tous ces actes en un endroit unique pour former le « casier civil » de l'individu. Un tel mode non seulement de publicité mais encore de preuve permettrait de rendre plus souples pour les parties les diverses institutions. Il semble que le progrès réside dans cette voie, la publicité et la preuve sont nécessaires à la vie juridique. Comme le disait Bentham: « Un procès à sa racine dans un doute, écarter un doute c'est prévenir un procès ». Or, le doute subsiste dans une des circonstances les plus importantes à connaître dans les relations juridiques: c'est la nationalité. La présente étude sera consacrée aux règles — ou plutôt à l'absence de règles — qui président à la preuve de la nationalité d'origine. Quelques indications préliminaires d'ordre général et historique ne seront pas inutiles pour préciser l'importance et les données du problème.

INTRODUCTION

On connaît la fameuse maxime du philosophe grec ARISTOTE: « L'homme est un être sociable ». Dès les temps les plus reculés, en effet, l'homme a senti qu'il était incapable de se suffire à lui-même et il a cherché sous toutes les latitudes à se grouper, à s'unir à ses semblables, bref à former une société. C'est grâce à ce besoin inhérent à la nature humaine que naquirent la famille d'abord, le clan ensuite, puis la cité, enfin la nation. L'individu a été rattaché à chacune de ces institutions par un lien; celui qui l'unit à la nation est la nationalité.

On a essayé à maintes reprises de définir la nationalité. Certains ont considéré qu'elle est l'expression de la solidarité nationale (1). Sans doute exacte, une telle analyse n'est cependant pas de nature à satisfaire l'esprit critique du juriste. Bien que certains auteurs aient estimé, voilà près d'un demi-siècle, que le fondement juridique de la nationalité se trouvait dans un contrat synallagmatique, intervenu entre l'Etat et chacun des individus qui le composent (2), la doctrine moderne est unanime pour

(1) Voir COGORDAN: « La nationalité au point de vue des rapports internationaux », p. 4.

(2) A. WEISS: « Traité théorique et pratique de Droit international privé », p. 7.

repousser un tel critère, si bien qu'actuellement on peut dire que « la nationalité est un rapport de droits unissant un individu à une collectivité d'hommes que l'on appelle Etat, rapport comportant à la charge des deux parties un certain nombre d'obligations déterminées par le droit interne de cet Etat, notamment pour l'individu celle de fidélité et pour l'Etat celle de protection » (3).

Cette définition est à peu de choses près celle que les auteurs les plus considérables de droit international privé ont adoptée (4).

Le rapport de droits qui existe entre l'Etat et l'individu apparaît le plus souvent à la naissance de ce dernier et dans certains pays on va même jusqu'à admettre que l'enfant qui est simplement conçu est lié par ce rapport. On parlera dans de telles conditions de nationalité d'origine. Mais il ne faut pas croire que l'individu ne pourra jamais se dégager de l'emprise de l'Etat sur sa personne; il aura la possibilité d'abandonner sa patrie primitive pour en adopter une autre et il s'agira alors de nationalité acquise.

Qu'il s'agisse de nationalité d'origine ou bien de nationalité acquise, le ressortissant, pour employer un vocable très large, est appelé à participer à la vie de l'Etat. Il aura des droits et des obligations d'un caractère politique. Ses devoirs comportent l'accomplissement du service militaire pendant un laps de temps déterminé, le paiement de certains impôts; en d'autres termes « une attitude fidèle et loyale envers la patrie ». A l'inverse, la grande famille humaine qu'est l'Etat doit à chacun de ses enfants l'aide et

(3) F.-M. DUFOUR: « La double nationalité ». Thèse Lausanne, 1933.

(4) Voir notamment J. VALÉRY: Manuel, p. 124, et M. JOSSEKAND dans son « Traité de l'esprit des droits » qui l'a emprunté à M. VALÉRY, n° 199. Répertoire de D. Int. Privé par DE LAPRADELLE et NIBOYET, t. IX, v° Nationalité n° 22.

AUDINET: « La nationalité française ». *Revue de Droit international privé*, 1928, p. 2.

la protection de sa personne et de ses biens à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières.

Nous voyons donc, comme le dit M. de LAPRADELLE que de tous les problèmes juridiques il n'en est pas de plus important que celui de la nationalité; pour l'Etat, car du nombre et de l'attachement de ses nationaux dépendent sa force et sa puissance; pour l'individu, car de ses liens avec l'Etat dépendent les conditions privées et publiques de son existence (5).

Si en retour des services que lui rend le national, l'Etat lui accorde aide et protection, il apparaît de toute nécessité que parmi la foule des étrangers vivant aujourd'hui plus que jamais sur le territoire, il puisse se faire reconnaître. L'organisation actuelle de la vie publique et de la vie privée exige d'une façon impérieuse que soit rapportée la preuve de la nationalité. En effet, RODIÈRE l'écrivait: « On est citoyen tout à fait ou on ne l'est pas. »

Alors que certains éléments de l'état d'une personne, tels que la filiation ou le mariage, ont fait l'objet de la part du législateur d'une réglementation minutieuse de leurs preuves, il est étonnant qu'il n'ait pas soufflé mot de la preuve de la qualité de Français et par là « des droits éminents qui se rattachent à cette qualité ». On peut être partisan ou non de classer la nationalité parmi l'état d'une personne, il n'en reste pas moins vrai que la solution à apporter au problème de la preuve de la nationalité française est d'importance.

La doctrine déplore la non organisation par la loi d'une telle preuve. M. le professeur AUDINET a pu écrire récemment dans la *Revue de Droit international privé*, qu'enfin la loi réglait cette sorte de preuve, mais il se hâtait d'ajouter, non sans déception, qu'il s'agissait de la loi belge de

(5) P. de LAPRADELLE: « La nationalité d'origine » in « La nationalité dans la science sociale et dans le droit contemporain », p. 209.

1922 (6). A quoi bon reconnaître les droits aux seuls citoyens, s'ils n'ont pas à leurs dispositions les moyens considérés comme tels ?

Bien que la loi française se soit désintéressée de la preuve de la nationalité, la question qui fait l'objet de cette étude s'est posée très souvent en pratique et des affaires retentissantes n'ont pas été étrangères à quelques essais de réforme. Ces essais, il faut bien le dire, sont restés à l'état embryonnaire et n'ont pas abouti. Le législateur a été, maintes fois amené à réglementer les conditions grâce auxquelles un individu est ou peut devenir Français depuis le Code civil jusqu'à la loi du 10 août 1927, en passant par les lois de 1851, de 1889 et enfin le décret réglementaire du 13 août 1889. Mais on est bien obligé de constater que chaque fois il a omis d'organiser la preuve.

Ce besoin de preuve ne s'est jamais autant fait sentir que pendant la guerre mondiale. Nombreux, en effet, avaient été les étrangers attirés avant 1914 par les avantages que leur offrait le sol français. La baisse de la natalité commençait déjà à se faire sentir et une législation plus libérale que la précédente leur accordait de grandes facilités au point de vue de la naturalisation. Certains résidaient en France depuis longtemps, s'étaient peu à peu assimilés et ne demandaient qu'à servir loyalement un pays qui les avait pendant longtemps nourris et leur avait servi de refuge. D'autres, au contraire, avaient conservé dans leur cœur l'amour de leur ancienne patrie et souvent, grâce à la législation de leur pays d'origine, prétendaient n'avoir pas perdu leur nationalité primitive, même s'ils avaient demandé et obtenu la nationalité française (7). Ils sollicitaient l'exemption des mesures que toute puissance belligérante édicte contre les nationaux de

(6) *Revue de Droit international privé*, 1924, p. 294.

(7) Loi allemande du 22 juillet 1913, dite loi Delbrück.

pays ennemis se trouvant sur son territoire : mise sous sequestre des biens (8) ou rassemblement des personnes dans des camps de concentration. Enfin, d'autres affirmaient n'avoir aucune nationalité, être des « apatrides » et prétendaient profiter de la sorte des avantages que leur conférait leur domicile en France, sans en assumer les charges, ou tout au moins une des principales : le service militaire. La jurisprudence se montra très rigoureuse pour eux, et on peut sans grand'peine se rendre compte qu'une preuve bien organisée eût été à cette époque extrêmement utile tant vis-à-vis des individus que vis-à-vis de l'Etat.

Aujourd'hui, par suite de l'hospitalité peut-être trop grande accordée par la France aux sujets étrangers chassés de chez eux, nous les voyons commettre des infractions aux lois que les tribunaux sont obligés de réprimer toujours plus sévèrement. Les condamnations prononcées contre eux entraînent automatiquement la prise par le ministre intéressé d'un arrêté d'expulsion. Si le plus souvent ces arrêtés sont pris à bon escient et interviennent à l'encontre d'étrangers ayant abusé de l'hospitalité française ils le sont quelquefois à l'encontre de Français qui portent un nom à consonnance étrangère et qui n'ont pas pu démontrer aussitôt et d'une façon nette leur nationalité d'origine (9).

(8) Voir par ex. Trib. Civil de la Seine 13 juillet 1915. (Math. Ulmann c. M.P.) Revue 1916, p. 67 et s. et conclusions du substitut Legris.

Voir aussi: Trib. de la Seine, 1^{er} février 1916 (Rée). Clunet 1916, p. 922 et G.P. 11 fév. 1916. — Arrêt confirmatif de la Cour de Paris (même affaire), 28 fév. 1918. G.P. 5 juillet 1918. — Trib. civil de la Seine, 20 juin 1916 (Kronfeld contre M.P.). Revue 1917, p. 269 ; 17 janvier 1918 (Simmonds), Clunet 1918, p. 1246.

(9) Voir affaires diverses : Paris, 11 juin 1883 (aff. Gillibert), D. 84-1-210 et S. 85-1-89. — Cassation, 7 déc. 1883, Clunet 1884, p. 628. — Trib. Nice, 6 janvier 1893 (Maïno) D. 93-2-345, note Dupuis. — Trib. Bayonne, 15 mai 1900 (Duval), Clunet 1900, p. 965. — Cassation Cr., 28 mai 1903 (Thadena), Clunet 1904, p. 689. — Montpellier (Cini), 10 mai 1906, *Revue de Droit int. privé*, 1908, p. 650.

C'est ainsi que le 29 décembre 1929 la Chambre criminelle de la Cour de Cassation eût à s'occuper d'une affaire de ce genre et le bref rappel des faits ne sera pas inutile pour mettre en évidence le préjudice que l'inorganisation de la preuve de la nationalité française peut causer aux individus (10). Le 10 juin 1927, le nommé Michel d'Urso, à la suite d'un vol, est condamné par le tribunal correctionnel de Clermont-Ferrand à un mois d'emprisonnement et deux ans d'interdiction de séjour. Le jugement étant devenu définitif, le ministre de l'Intérieur prend contre d'Urso un arrêté d'expulsion parce que né de parents italiens. Cet arrêté lui fut notifié le 22 février 1928. Il ne quitte pas la France et le 28 juin 1928 Michel d'Urso est arrêté à Nîmes et comparaît devant le tribunal de cette ville sous l'inculpation d'infraction à arrêté d'expulsion. Il est condamné à 40 jours d'emprisonnement. Sa peine purgée, il ne quitte pas le territoire français et le 4 octobre 1928 il est à nouveau traduit devant le même tribunal sous la même prévention. C'est alors qu'il oppose l'exception, si l'on peut s'exprimer ainsi, de nationalité française, qui d'ailleurs lui fut reconnue par un arrêt de la Cour de Cassation acceptant le pourvoi en révision introduit par le Ministre de la Justice. Il est bien évident que si d'Urso, condamné pour vol à Clermont-Ferrand, avait eu à sa disposition un moyen de preuve commode de sa nationalité, l'arrêté d'expulsion aurait été rapporté. Etant Français, il n'aurait pas pu commettre les infractions qui lui furent reprochées par le parquet de Nîmes. La Cour de Cassation s'exprime ainsi: « Attendu que la révélation de la nationalité française de d'Urso constitue dans les termes de l'article 113 du Code d'instruction criminelle un fait nouveau, ignoré des premiers juges, et de nature à établir l'innocence du condamné: déclare recevable la demande en

(10) Affaire Michel d'Urso, 29 déc. 1929. G. d. P. 1930, p. 124.

revision formée par le procureur général près la Cour de Cassation, d'ordre du Garde des Sceaux, ministre de la Justice. Et statuant au fond, casse et annule sans renvoi le jugement du tribunal correctionnel du Gard du 28 juin 1928 qui a condamné Michel d'Urso à 40 jours d'enfermement pour infraction à arrêté d'expulsion. »

De même il existe de nombreux exemples de personnes qui, dans l'impossibilité de prouver leur nationalité française sur le champ, ont été extradées, à la demande d'un gouvernement étranger, alors que, d'après les lois réglant cette matière, l'extradition ne peut être accordée pour nos nationaux (11).

Certains Français se sont vu refuser leur inscription sur les listes électorales, l'entrée dans les grandes écoles militaires, ou fermer certaines carrières libérales, faute de preuve péremptoire.

Les Français peuvent seuls se prévaloir des conventions internationales conclues par la France, recourir à la protection de ses représentants en pays étrangers. Comment le feront-ils si quelques doutes subsistent sur leur véritable nationalité?

Les droits que nous venons d'indiquer, et qui comportent pour leur exercice la preuve de la nationalité, ne sont pas les seuls. On trouve épars dans les Codes des articles réservant des droits aux Français. Nous citerons l'article 16 du Code civil qui crée la caution *judicatum solvi* au profit de nos nationaux, cités en justice par les étrangers. Suivant l'opinion généralement admise en jurisprudence, l'hypothèque légale de la femme mariée est une institution de droit civil, exclusivement réservée à la femme française. L'article 980 du Code civil exige pour la con-

(11) Voir affaires suiv.: Rouen, 22 février 1884, Clunet 1884, p. 628.

Trib. Seine, 1^{er} oct. 1898, Clunet 1898, p. 340.

Cassation Ch. Civile, 26 mars 1897, Clunet, 1897, p. 559.

fection d'un testament authentique en plus du notaire la présence de témoins qui doivent être Français.

Il ne faut pas négliger l'importance de la nationalité dans les cas où elle est de nature à déterminer la compétence des juridictions criminelles. Nous avons ici en vue l'application des articles 5 et 7 du Code d'instruction criminelle.

Faute par les Français de prouver leur nationalité, ils ne pourront pas se prévaloir des prérogatives que nous venons d'indiquer. Dès lors, il n'y a rien d'étonnant à ce que les nécessités pratiques aient amené la doctrine à réagir et à susciter un mouvement d'opinion en faveur d'une organisation rationnelle de la preuve de la nationalité. Il n'y a rien d'étonnant non plus à ce que des projets ou des propositions de lois aient été déposés, en vue de combler cette fâcheuse lacune.

Mais avant d'entreprendre une telle étude, il ne sera pas inutile, croyons-nous, de voir comment, au cours des siècles, était réglée une telle question.

Une remarque essentielle est ici nécessaire. Deux systèmes ont été employés dans l'histoire des peuples, pour rattacher un individu à sa cité ou à son pays: celui du sang ou *jus sanguinis*, celui du sol ou *jus soli*. On conçoit facilement que le mode d'administration de la preuve doive varier avec le système employé par telle ou telle législation donnée.

Sous l'empire du *jus sanguinis*, la nationalité, ou pour mieux dire, le rattachement de l'individu à la collectivité, est déterminé par la race. Comme l'a dit le vieil auteur LE MAISTRE dans un savoureux langage: « Le père est naturel à l'enfant, le lieu lui est étranger, en l'un c'est le sang qui est Français, en l'autre il n'y a que l'air qui soit

de France » (12). Dans de telles conditions, la preuve de la nationalité va se confondre avec la preuve du lien qui unit l'individu à son auteur. Elle sera en fait impossible à rapporter, ou comme on l'a souvent dit, diabolique, par analogie avec la preuve de la propriété. En effet, un individu veut-il prouver sa nationalité, il devra exposer toute sa filiation : qu'il est né d'un national. Mais là, logiquement, ne doit pas s'arrêter cette démonstration, il devra de plus apporter la certitude que son auteur descendait lui-même d'un national et remonter ainsi de suite indéfiniment.

Au contraire, sous le principe du *jus soli*, la nationalité étant déterminée par le lieu de naissance et non plus par la descendance, la preuve sera d'une facilité extrême, puisqu'elle se confondra avec celle que devra faire l'intéressé de sa naissance sur le territoire.

Nous pouvons dire avec M. de LAPRADELLE (13) que dans les civilisations anciennes le problème de la nationalité est d'une absolue simplicité. Le monde antique nous offre le spectacle de nombreuses cités, plus ou moins aristocratiques, renfermées sur elles-mêmes, bannissant, au moins dans les temps les plus reculés, tout commerce les unes avec les autres et se haïssant entre elles. Les luttes que Sparte et Athènes se livrèrent nous en fournissent un excellent exemple.

Dans l'Inde, en Egypte, en Israël, règne le droit du sang. Les nations trouvent leur fondement dans la famille.

(12) BLUNTCHLI dit dans une phase moins imagée : « La naissance sur tel ou tel territoire est un fait accidentel, la filiation un fait normal, et c'est de ses parents, non du sol, que l'enfant tire non seulement la vie, mais encore ses aptitudes et ses qualités, c'est plutôt parmi les compatriotes de ses parents que se trouve sa place ». *Journal de Droit international privé*, 1871, p. 107. « De la qualité de citoyen d'un Etat au point de vue des rapports internationaux ».

(13) De LAPRADELLE : « La nationalité d'origine », p. 6.

En Grèce, à Rome, la citoyenneté fondée sur celle-ci se transmet par la filiation (14). On est citoyen de Sparte, d'Athènes, de Rome, parce que l'on descend d'un citoyen Spartiate, Athénien ou Romain (15). Et comment aurait-il pu en être autrement? Les civilisations antiques sont basées sur la religion des ancêtres. C'est le lien qui unit les différents membres de la famille. Les membres de la « gens » ou de la « genos » s'accommodaient mal de l'immixtion des étrangers chez eux. L'Etat, ou pour mieux dire, la Cité-Etat, était une agglomération de familles (16); c'était, comme on l'a si heureusement dit, « la famille agrandie ». Elle avait, tout comme celle-ci, des divinités auxquelles il était interdit à l'étranger de sacrifier. A cette époque, les relations qui existaient de cité à cité étaient uniquement belliqueuses (17). Les Romains n'aimaient pas les étrangers; ils les appelaient « hostes », plus tard ils les qualifièrent de « peregrini ». Mais cependant, ils ne les empêchaient pas de venir dans la cité et pratiquaient largement l'hospitalité. Seulement la qualité de citoyen était jalousement gardée et si d'aventure elle était imprudemment concédée, elle pouvait être brusquement retirée. Les citoyens avaient seuls le « *jus civitatis, jus connubii, jus honorum*, etc... ». Seuls ils pouvaient se servir de la procédure des actions de la loi, seuls ils pouvaient entrer dans les légions. Etant données les conditions d'infériorité dans lesquelles étaient tenus les étrangers, il peut paraître étonnant que les citoyens n'aient pas eu à leur disposition un moyen, une procédure spéciale leur per-

(14) Filius civitatem ex qua pater ejus naturalem originem ducit, non domicilium sequitur ». (Ulpien Reg. L 6, § 1.)

(15) WEISS, DE LAPRADELLE, op. cit. — GIRARD: Droit romain, p. 117 et suiv. — DELAUNEUIL: Rome et l'organisation du droit, 1921, p. 39 et s.

(16) FUSTEL DE COULANGES: La Cité Antique, p. 42 et 143.

(17) FENET: Travaux préparatoires du Code civil, tome 1, p. 507 et s.

mettant de prouver leur qualité et par là d'exercer les droits qui leur étaient réservés.

On pourrait être tenté de voir dans les différents « album » tant dans les cités de la Grèce et que l'on appelait les registres du dème », qu'à Rome, où on les qualifiait de « registres du cens », un instrument permettant de démontrer la citoyenneté — nous n'osons pas dire la nationalité — d'un individu.

Ceux qui, dans les cités de la Grèce Antique étaient inscrits sur le registre civique devenaient une personne civile. Ils acquéraient tous les droits civils ainsi que tous les droits politiques. Comme l'a si bien fait remarquer M. HAUSSOULIER : « Ceux-là seuls étaient inscrits sur la liste de l'assemblée du peuple, dont le nom figurait sur le registre civique. Le registre civique est indispensable à l'Etat. Sans lui, comment les stratèges pourraient-ils dresser leurs catalogues ? Il sert de base au service militaire. Sans lui comment établir la liste des contribuables, de ceux qui doivent supporter les services publics, les liturgies ? S'agit-il de désigner les membres du Conseil, les juges et ceux des magistrats que le sort appelle aux fonctions publiques ? Quels noms seront déposés dans l'urne ? Ceux-là seuls qui auront été portés sur le registre civique (18). Ces devoirs incombent aux citoyens (18 bis) seuls. Ces droits étaient leur apanage. De là à soutenir que le registre du dème est une sorte de registre d'état civil et peut dans une certaine mesure servir à prouver l'appartenance à

(18) HAUSSOULIER : La vie municipale en Attique. « Essai sur l'organisation des Dèmes au IV^e siècle », p. 14.

(18 bis) Démosthène dans son discours contre Euboulides déclare, s'adressant aux juges : « Vous venez d'entendre les parents de mon client, les phatriarques, les démotes et les génètes qui ont pour mission de vous renseigner et maintenant il vous est loisible de savoir si celui que je défends est citoyen ou étranger » (Démosthène contre Euboulides, E. Didot, p. 21.

une cité, il n'y a qu'un pas, que l'on peut aisément franchir (19).

A Rome existait un registre analogue dit « registre du cens ». On y inscrivait le nom des citoyens, leur âge, le nombre de personnes dont se composait la famille, et surtout leur fortune. Il était spécialement destiné, semble-t-il, au contrôle de ceux qui jouissaient du droit de cité. Son existence nous est entre autres révélée par Cicéron dans son plaidoyer pour le poète Archias (20). Nous y voyons l'adversaire réclamer la production des registres de la ville d'Héraclée, ainsi que ceux de la ville de Rome. Ils pouvaient être un moyen de preuve, mais Cicéron ne paraît pas y attacher une importance bien grande et voudrait faire prévaloir la preuve testimoniale quand il dit : « Il est ridicule de rien opposer aux preuves que nous avons et d'en demander que nous ne pouvons avoir, de se taire sur le témoignage des hommes et d'exiger des témoignages par écrit et quand on a l'autorité d'un citoyen, du plus grand poids, la foi et le serment d'une ville irréprochable, de rejeter ces preuves qui en aucune manière ne peuvent être falsifiées pour insister sur des registres qui le sont tous les jours ». Est-ce un artifice d'art oratoire ? Quoiqu'il en soit, il est certain que si ces registres avaient été tenus au début d'une façon convenable, ils avaient fini par ne plus avoir une bien grande valeur et ils manquaient des garanties désirables d'authenticité. « Ceux d'Appius

(19) EGGER pense entre autre que les phratriarques étaient appelés à délivrer aux citoyens inscrits sur leurs registres, pour leur servir en cas de besoin une « carte civique » destinée à prouver leur identité. Il croit reconnaître une de ces cartes dans une petite plaque de cuivre pourvue d'un appendice circulaire et provenant des environs de Beyrouth. D'autres pensent que c'est un sauf-conduit, (EGGER *Observations historiques sur l'institution qui correspondait chez les Athéniens à notre état civil.*)

(20) CICÉRON : *Pro Archias* IV. Traduction Lamothe. Voir aussi *Tite Live* IV-8-25.

passaient pour être tenus avec trop de négligence, la légèreté de Gabinius avait ôté aux siens toute espèce d'autorité ». De plus, quelle valeur probante accorder à des livres qui n'étaient mis à jour que tous les cinq ans? Il vaut bien mieux penser que la rumeur publique et la possession d'état suffisaient pour faire connaître, dans les civilisations anciennes, la condition et la situation des individus. En effet, la preuve par témoins était en honneur dans la cité antique; la déposition orale était le mode normal qui permettait d'établir en justice la sincérité des affirmations soutenues.

A l'époque impériale et au Bas Empire, surtout depuis l'Edit de Caracalla, le titre de citoyen romain a perdu presque complètement sa valeur. Il est accordé aux Barbares, à tous ceux qui résident dans les limites de l'Empire, aussi la preuve de la citoyenneté romaine n'a pas de raison d'être.

Durant la période Gallo-Franque, on trouve établies en Gaule des populations dont les degrés de civilisation sont très différents les uns des autres (21). Chacune avait son droit propre et ne consentait pas à abandonner ses usages pour adopter ceux des autres. C'est ainsi que se forme la « personnalité des lois », d'après laquelle chaque individu est régi par sa loi nationale en quelque endroit qu'il se trouve. La diversité des races en Gaule était telle que l'archevêque de Lyon, Agobard (22), disait que cinq hommes pouvaient se trouver dans un même lieu sans être soumis à la même loi. La preuve de la nationalité résultait de la possession d'état, fondée sur le fait qu'on avait

(21) Voir E. PERROT: « Précis d'histoire du Droit français privé et public », 87 et s.

(22) DECLAREUIL: « Histoire générale du Droit français », Paris, 1925, p. 86 et 87.

Voir aussi BRISSAUD: « Histoire du Droit français », t. 1, p. 56 et s.

vécu jusqu'alors sous telle loi ou qu'on était né de parents qui eux-mêmes y étaient soumis. La procédure de la « déclaration de droits » permettait au juge de savoir à quelle loi appartenait chaque individu (23). Une telle procédure peut, de nos jours, sembler loin de donner satisfaction, puisqu'elle consistait à faire jurer à chacun qu'il était soumis à telle loi. C'était un moyen de preuve évidemment bien sommaire et sans moyen de contrôle possible.

Pendant la période féodale, la territorialité des coutumes se substitue à la personnalité des lois. L'homme est l'accessoire de la terre. Le seigneur considère comme un étranger le serf qui n'est pas né dans la seigneurie. Le *jus soli* s'applique dans toute sa rigueur. « Il est naturel, dit M. Weiss, qu'étant l'accessoire de la terre, l'homme en acceptât les lois et qu'il en reçut une patrie ». Sous l'Ancien Régime, après l'unification du territoire par la royauté, le système suivi pour déterminer la nationalité est le même qu'à l'époque précédente. Dans la période intermédiaire, les Constitutions révolutionnaires qui ont régi tour à tour la France, se sont préoccupées de régler la condition des personnes, mais elles sont restées muettes sur la question qui nous occupe. L'explication d'une telle lacune pourrait résider dans la distinction que l'on faisait alors, entre l'état politique que l'on peut encore appeler la qualité de citoyen et l'état civil. La qualité de citoyen appartenait à tout Français majeur qui s'était fait inscrire sur le « registre civique » d'une commune et qui depuis cette inscription avait habité pendant une année sur le territoire de cette commune (24). On a très justement dit qu'en abordant le problème de la nationalité, le droit constitutionnel de la Révolution subordonnait sa solution

(23) COGORDAN: « La nationalité au point de vue des rapports internationaux », année 1879, p. 21.

(24) PLANIOL et RIPERT: « Traité élémentaire de Droit civil », tome 1, p. 163.

à l'idée de citoyenneté (25). Une seule chose compte pour les Constituants révolutionnaires, c'est le droit le vote. Les citoyens seuls ont ce droit et la qualité de citoyen se prouve par le « registre civique ». Mais cette notion s'est vite altérée et aujourd'hui on confond la qualité de citoyen avec la nationalité (26).

Les raisons pour lesquelles les rédacteurs du Code civil avaient omis d'organiser la preuve de la nationalité nous échappent. Peut-être parce que le Premier Consul et le Conseil d'Etat avaient adopté le principe du *jus soli* en rédigeant les articles 9 et 10 du projet? (27) Peu important les raisons qui poussèrent Bonaparte et le Conseil d'Etat à adopter ce système (27 bis). Ce qui nous intéresse ici, uniquement, c'est de constater que dans de telles conditions la non organisation de la preuve se comprenait puisqu'il suffisait pour prouver sa nationalité de démontrer que l'on était né en France, et cela était facile grâce aux registres de l'état civil qui venaient d'être réorganisés et qui étaient rigoureusement tenus. Le Tribunat fit remarquer avec raison qu'adopter le système proposé était adopter le *jus soli* et revenir aux pratiques de l'Ancien Régime. Après bien des discussions, on finit par recourir à un systè-

(25) Voir les Sources constitutionnelles de la Nationalité, par B. Mirkiné Guerzwitich dans « La nationalité dans les sciences sociales et le droit contemporain », p. 69 et s.

(26) PLANIOL et RIPERT, op. cit, p. 163.

(27) Voir LOCRÉ: « Législation civile », t. II, et MALLEVILLE: « Analyse raisonnée de la discussion du Code Civil au Conseil d'Etat », t. 1. (Le projet primitif du Code civil disait: « Tout individu né en France est Français ».)

(27 bis) Le Premier Consul était désireux de multiplier les nationaux, de soumettre à la conscription et aux autres charges publiques le plus grand nombre de personnes. (FENET, VII, p. 4-8-24-42-124, et exposé des motifs de Boulay au Corps législatif. Fenet, p. 193-141.)

(28) Opposition absolue de vue entre le Tribunat et le Conseil d'Etat. Voir FENET, T. VII, p. 241-40-590, et DALLOZ, « Jurisprudence générale », Répertoire V°, Droits civils, p. 16, n° 47 et 48.

me hybride aboutissant à une combinaison du *jus soli* et du *jus sanguinis*, mais avec une forte prédominance de ce dernier, et l'on passa en fin de compte sous silence la preuve de la nationalité. Une telle façon de faire n'est pas unique dans l'histoire de la rédaction de notre Code civil.

Quoiqu'il en soit et sans vouloir discuter les avantages ni les inconvénients du *jus soli* et du *jus sanguinis*, ce qui, d'ailleurs, serait en dehors de notre étude, bornons-nous à constater l'absence dans notre Code de toute organisation de preuve.

Les lois qui ont été votées en 1889 et en 1927 pour régler la nationalité, l'ont été dans des buts éminemment utilitaires, et notamment pour combler les vides faits parmi nos nationaux par les guerres de 1870 et 1914-18.

Cependant, le législateur de 1927 est impardonnable de ne pas avoir traité une telle question, d'autant plus que l'intérêt que l'on a à administrer la preuve croît de jour en jour et que certaines lois étrangères ont ouvert la voie.

Dans cette étude, nous laisserons de côté la preuve de la nationalité que l'on a convenu d'appeler « acquise », pour nous cantonner dans celle que doivent faire les Français de « plein droit », ceux qui sont saisis par la loi sans que leur volonté ait pu se manifester sous quelque forme que ce soit et qui forment l'immense majorité de la nation française. Le législateur a, en effet, favorisé ceux qui ont acquis cette nationalité par un mode dérivé puisqu'il a mis à leur disposition une preuve préconstituée opposable à toute personne.

C'est ainsi que le naturalisé fera la preuve de sa qualité par la production du décret de naturalisation ; le réin-

tégré, du décret de réintégration (29). De plus, ils pourront, l'un et l'autre, utiliser l'extrait du *Journal Officiel* publiant leur naturalisation ou leur réintégration.

Quant à ceux qui sont nés en France de parents étrangers, on sait que la loi leur donne un droit d'option (30). S'ils exercent ce droit en faveur du pays qui les a vus naître, la preuve sera facile à rapporter, il suffira de la déclaration d'option revêtue de la mention d'enregistrement au ministère de la Justice.

La femme étrangère qui épouse un Français aura été invitée par l'officier de l'état civil à produire un « certificat de coutume précisant au regard de sa loi nationale les effets du mariage contracté avec un étranger sur la nationalité de la femme » (31). En outre, elle doit manifester son intention de devenir française en souscrivant dans ce but avant la célébration du mariage une déclaration devant l'officier de l'état civil. Cette déclaration est établie en double exemplaire. L'un est remis à l'intéressé, l'autre est adressé avec une expédition de l'acte de mariage, à la Chancellerie par l'intermédiaire du procureur de la République pour être déposé dans ses archives. Celui qui est remis à la femme sera un excellent instrument de preuve. Mais il est bien certain qu'il verra sa valeur subordonnée à la preuve antérieure de la nationalité française du mari. Aucune difficulté si celui-ci a acquis la nationalité française. Au contraire, la question est infiniment plus délicate s'il est Français d'origine. Et c'est précisément ce qui

(29) Articles 1 et s. du décret du 10 août 1927: « Prévoyant les formalités relatives à l'instruction des demandes de naturalisation, déclaration de nationalité, ainsi que les conditions de forme de l'option effectuée par les femmes pour la nationalité du mari lors de la célébration de leur mariage, etc... »

(30) Article 3 de la loi du 10 août 1927, § 1.

(31) Article 8 de la loi du 10 août 1927 et article 8 du décret du 10 août 1927.

fait l'un des intérêts d'une étude qui, jusqu'ici, a été assez peu traitée. Elle mériterait mieux qu'un exposé à grands traits. Nous n'avons ici aucune prétention, si ce n'est de poser quelques jalons.

De tout ce qui précède se dégage le plan que nous suivrons.

Allant du connu à l'inconnu, nous étudierons dans une première partie les différents moyens qui, dans la pratique, servent à administrer la preuve de la nationalité. Nous essayerons de montrer comment l'on a tenté de combler la lacune des textes.

Une deuxième partie sera consacrée à l'étude des moyens imaginés par les auteurs pour obvier à l'inorganisation de la preuve du lien de droit qu'est la nationalité.

Enfin, cette esquisse ne nous semblerait pas complète si nous n'y adjoignons une rapide étude des systèmes de preuve que certaines législations étrangères mettent à la disposition de leurs nationaux.

PREMIERE PARTIE

ETUDE DES DIFFÉRENTS MOYENS
EMPLOYÉS PAR LA PRATIQUE
POUR PROUVER LA NATIONALITÉ
FRANÇAISE D'ORIGINE
EN L'ABSENCE D'ORGANISATION
PAR LA LOI

Il est certain qu'au moment de la rédaction du Code civil la vie juridique de l'individu était suffisamment connue de ses concitoyens, mais aujourd'hui l'industrie et le commerce, grâce aux voies de communication, sans cesse perfectionnées ont créé des relations non seulement entre membres d'un même pays, mais encore entre personnes de nationalités différentes (1). Les individus de plus en plus nombreux vivent souvent sur un territoire qui n'est pas celui où ils ont vu le jour, des contrats se concluent entre citoyens de pays étrangers. En un siècle

(1) Voir PILLET: « Les principes de Droit international privé », pages 3 et 211.

où la ruse et quelquefois la tromperie ont leur part dans les affaires, les règles édictées par le Code se révèlent de jour en jour insuffisantes et dans certains cas inexistantes. On a souvent grand intérêt à ne pas ignorer la personnalité civile de la personne avec laquelle on contracte (1).

Il en est ainsi, par un piquant paradoxe, lorsque le Français d'origine, soumis à des obligations souvent très lourdes, n'a pas à sa disposition un moyen sûr de prouver sa nationalité. Par contre, l'individu nouvellement admis dans le sein de la nation française a le moyen de rapporter cette preuve. C'est pourquoi sous la pression des faits, les individus ont cherché à se procurer une preuve formelle et inattaquable sous le couvert d'institutions déjà existantes. Il ne saurait être question de se servir, comme l'ont fait certaines législations, d'affinités tant linguistiques que religieuses pour déterminer leur appartenance à une nation donnée, mais au contraire, grâce à des moyens plus positifs, comme l'acte de naissance, ou la consultation demandée au pouvoir exécutif, tel que le bureau du Sceau, ou bien enfin une décision judiciaire ; et c'est à leur étude que nous allons consacrer la première partie de cet ouvrage.

• CHAPITRE PREMIER

LA PREUVE DE LA NATIONALITÉ
PAR L'ACTE DE NAISSANCE

Si l'on examine les dispositions de la loi du 10 août 1927 et notamment celles de l'article premier indiquant les conditions qu'un individu doit remplir pour être Français d'origine, le procédé normal, venant immédiatement à l'esprit pour prouver cette nationalité, semble être la démonstration que les conditions requises par la loi sont réunies.

C'est ainsi que si l'on envisage le paragraphe premier ou le paragraphe troisième (2) par exemple, il suffirait d'apporter la certitude que l'on est enfant légitime, né en France, d'un père ou d'une mère française. Une telle preuve qui peut paraître simple à première vue, ne l'est pas en réalité autant qu'on pourrait le croire. S'il est relative-

(2) On a pris le paragraphe 1 et le paragraphe 3: « Est Français tout enfant légitime né d'un Français en France ou à l'étranger », et « Est Français tout enfant légitime né d'une mère française ». On aurait aussi bien pu utiliser les paragraphes 2 et 4.

ment aisé à une personne de prouver sa légitimité ou bien sa naissance en France, par contre, il est singulièrement plus compliqué pour elle de prouver la qualité de Français de ses parents.

La simple lecture de l'article 319 du Code civil (3), d'une part, et d'autre part la consécration d'une façon générale du principe du *jus sanguinis* par les différentes lois sur la nationalité, avaient fait naître un préjugé dans l'esprit de certaines personnes non initiées ou peu averties qui se référaient pour la preuve du lien de droit qui nous occupe ici, aux moyens employés pour celle de la filiation: l'acte de naissance constituerait un instrument de preuve, facile et sûr des conditions exigées par la loi. Que sont, en fait, les actes de l'état civil, sinon « des actes authentiques destinés à fournir une preuve certaine de l'état des personnes » ? Cette conception rapidement répandue n'a pas manqué d'être érigée en principe et les administrations privées ou publiques ont facilement accepté une telle solution soit par commodité, soit plus simplement par impossibilité d'agir autrement.

Il est certain, en effet, que l'article 45 du Code donne aux actes de l'état civil, actes authentiques par excellence, une grande force probante. « Les copies délivrées conformes aux registres feront foi jusqu'à inscription de faux ». Il faut cependant se garder de considérer toutes énonciations contenues dans l'acte comme jouissant d'une autorité quasi inébranlable. Certaines ont une valeur absolue, mais d'autres ne font foi que jusqu'à preuve du contraire (4). Quoi qu'il en soit, l'idée fondamentale du législateur a été de mettre les actes de l'état civil au-dessus

(3) Art. 319: « La filiation des enfants légitimes se prouve par les actes de naissance inscrits sur les registres de l'état civil ».

(4) L'authenticité ne s'attache qu'à ce que l'officier public déclare avoir vu, entendu, constaté ou accompli conformément à sa mission.

de tout soupçon et l'on comprend fort bien que l'on ait pensé à s'en servir pour rapporter la preuve de la nationalité.

Mais il reste à savoir si l'acte de naissance sera capable de fournir cette preuve. On a souvent dit que les registres de l'état civil étaient incomplets. Rien n'est plus exact. La loi prend actuellement, d'une façon générale, en considération « l'organisation civile de la famille, dont le chef est Français, persuadé que l'enfant subordonnera ses aspirations personnelles, aux traditions, à la hiérarchie familiale ». L'individu n'est investi de la qualité de Français d'origine au jour de sa naissance que si ses auteurs ont eux-mêmes cette qualité, et s'il veut en faire la preuve il sera logiquement amené à produire non seulement son propre acte, mais encore celui de son parent, père ou mère, qui lui a transmis la nationalité. Il devra, de plus, comme en matière de propriété immobilière, remonter de générations en générations, à l'origine, démontrer qu'il descend d'un auteur vivant en France avant la loi des 17-27 ventôse an XI, qui a promulgué le livre 1 du Titre I du Code civil. A cette époque, la naissance sur le sol français suffisait pour conférer la condition de régnicole. Bref, il établira la preuve de sa nationalité d'origine sur une base vraiment solide (5) : la nationalité *jure soli* de ses ancêtres. Ceci n'est que la logique pure, le droit strict. En fait, une telle série de preuves serait bien difficile à rapporter. Il y aurait peu d'individus, faute d'archives de famille en bon ordre (6), qui pourraient remonter si loin dans le passé. Il n'est pas possible que la pratique s'en

(5) Voir « la preuve de la nationalité », par M. Martin, chargé de cours à la faculté de droit de Strasbourg, in « La nationalité dans les Sciences sociales et le droit contemporain ».

(6) Voir l'article de M. PILLANT in « Revue de Droit international privé », 1915-16, p. 14 et s.

tienne à la lettre des principes, c'est pourquoi, en réalité, on n'exige de l'individu que la preuve de sa naissance en France et celle de l'un ou l'autre de ses parents.

Mais pour pouvoir remonter à son auteur immédiat et présenter son acte de naissance, celui qui se prétend Français d'origine doit connaître le lieu et la date de naissance de cet auteur. Or, le plus souvent, il l'ignore. En effet, les actes de naissance sont longtemps restés muets à ce sujet et ils devaient l'être aux termes de l'ancien article 57 du Code civil (7). Mais nombre d'officiers de l'état civil ne se conformaient pas à la loi (8), si bien qu'en présence des heureux effets de cette inobservation on a pu écrire que « s'il était permis de violer la loi pour en combler les lacunes, on ne pouvait qu'applaudir à cette heureuse innovation. » La loi du 30 novembre 1906 sur les actes de naissance des enfants naturels est venue, suivant une expression fort juste, épaissir les ténèbres d'une situation déjà singulièrement obscure. Les tiers ne peuvent obtenir que des extraits incomplets. Et l'enfant lui-même, pour faire connaître les faits dont se dégage la nationalité, dévoilera sa filiation illégitime. Il serait cependant inexact de penser que l'acte de naissance ne pourra, en aucun cas, servir d'instrument de preuve.

L'examen des lois sur la nationalité fait ressortir plusieurs circonstances où elle sera rapportée d'une façon plus ou moins directe. Depuis le formulaire général du mois de janvier 1913 refondu en 1924, le parent qui reconnaît son enfant est indiqué comme né tel jour dans

(7) Le tribunal d'appel d'Ajaccio à l'époque où l'on demandait l'avis des personnes compétentes, avait émis l'idée que mention soit faite sur les actes de naissance des lieux de naissance, des père et mère, pour faciliter les recherches généalogiques. Mais cet avis ne fut pas pris en considération.

(8) Voir l'article de M. Raymond HUBERT : « La preuve de la nationalité en Droit français » in « Les lois nouvelles », 1902, 2^e partie, p. 1 et s.

telle commune. L'acte de reconnaissance est inclus dans l'acte de naissance ; si l'enfant est né depuis janvier 1913 et si le parent qui le reconnaît est lui-même né en France, l'enfant sera nécessairement Français. On se trouve dans l'espèce visée au paragraphe 3 de l'article 8 du Code et au paragraphe 5 de l'article 1 de la loi du 10 août 1927. La preuve de la nationalité se fera par la juxtaposition des deux actes de naissance, celui de l'enfant et celui du parent qui l'a reconnu (9).

Une loi du 28 octobre 1922 est venue modifier l'ancien article 34 du Code et étendre, au profit des enfants légitimes, ce principe qui n'était qu'une exception vis-à-vis des enfants naturels. La teneur de cet article oblige l'officier de l'état-civil à insérer dans tous les actes de cette nature le lieu et la date de naissance des parents. Ceux qui sont nés depuis cette date auront la possibilité, grâce à leur acte de naissance contenant cette mention, de prouver directement leur filiation, de rentrer dans l'un des cas prévus par la loi sur la nationalité.

Mais le problème reste entier pour les Français nés antérieurement à 1922 et pour ceux qui ont vu le jour hors de France.

Un autre cas peut se présenter. Aujourd'hui par suite des bouleversements sociaux qui se sont produits dans différents pays beaucoup d'individus ne savent pas quelle est leur patrie. L'article 1, paragraphe 7 de la loi du 10 août 1927 a sagement reproduit la formule de l'article 8 § 2, du Code en déclarant Français « tout individu né en France de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue ». Que seraient, en effet, devenus sans cette disposition, les enfants des malheureux qui ont perdu leur patrie. Ils auraient sans doute été voués à « l'héimatlo-

(9) Voir l'article de M. Edouard Lévy : « L'état civil et la nationalité » in « Revue politique et parlementaire », 1920, p. 108.

sal », ils seraient sans doute tombés au rang de parias. Une des situations visée par ce paragraphe concerne les enfants trouvés. Le procès-verbal dressé tiendra lieu d'acte de naissance et relatara en détail les circonstances dans lesquelles l'individu aura été trouvé. Mention sera faite qu'il est né de parents inconnus. Il s'en suit, en toute logique, que cette personne sera Française, puisque née en France cette nationalité est la seule qu'on puisse lui attribuer. Mais, qu'on le remarque, c'est là une application du principe du « jus soli ».

Dans les circonstances que nous venons d'indiquer, la preuve de la nationalité ne sera faite pour ainsi dire que d'une façon indirecte. N'y aurait-il pas un moyen d'administrer cette preuve directement ? On pourrait répondre affirmativement si la nationalité de l'individu était indiquée dans son acte de naissance. En réalité, il n'en est pas ainsi. Les articles 34 et 47 du Code, énumérant les mentions que doivent contenir les actes de naissance passent sous silence la nationalité et l'officier de l'état civil maire ou même consul, n'aurait pas la compétence nécessaire (10) pour attribuer une nationalité quelconque, française ou étrangère, à la personne dont il rédige l'acte (11). Si cette incompétence résulte du silence même de la loi, elle se justifie d'autant mieux, d'après M. WEISS que « la détermination de la nationalité nécessite des recherches, des interprétations de textes obscurs et le plus souvent équivoques, une connaissance des lois étrangères que l'on ne saurait raisonnablement exiger d'un agent administratif quel que soit son rang ». Mais ce n'est point à dire qu'il ne doive jamais s'enquérir de la nationalité des

(10) L'officier de l'état civil considéré par Siméon comme un greffier ne peut pas se faire juge de la nationalité des individus. Ceci dépasserait les bornes de ses connaissances surtout lorsqu'il s'agit d'officiers de l'état civil dans les villages.

(11) CLUNET 1917, p. 1028.

individus. On sait par exemple que la capacité des personnes est réglée par leur loi nationale. Si deux étrangers veulent se marier en France, il sera du devoir de l'officier de l'état civil de se renseigner sur leur nationalité afin de savoir à quel âge, par exemple, ils peuvent se passer du consentement de leurs parents ou bien si leur loi nationale les oblige ou non à faire des actes respectueux.

Si mention de la nationalité venait à être faite dans un acte de l'état civil et plus particulièrement dans un acte de naissance, il ne fait aucun doute qu'elle serait sans valeur (12) et l'intéressé pourrait obtenir des dommages-intérêts (13) contre l'officier de l'état civil par application de l'article 1382 du Code. En effet, il lui est interdit « de rien insérer dans les actes qu'il recevra soit par note, soit par énonciation quelconque ; que ce qui doit être déclaré par les comparants ». Bien plus, un tribunal ne pourrait pas ordonner la rectification de l'un de ces actes pour y mentionner la nationalité (14).

Et si l'on suppose que l'acte de naissance prouve d'une façon péremptoire la nationalité on est bien obligé de reconnaître qu'aucune indication dans cet acte ne permet-

(12) Cf. CHAMPCOMMUNAL: « Une réforme législative nécessaire: La preuve de la nationalité à organiser » in « Journal de Droit international privé », p. 237, et NIBOYET: Manuel, n° 66.

(13) L'officier de l'état civil n'est pas un fonctionnaire administratif mais un officiel public responsable dans les mêmes conditions qu'un notaire Voir Poitiers, 26 février 1908. S. 1909-2-17 et sur pourvoi, Req. 15 juin 1909, D. 1911-1-43. S. 1909-1-519. La jurisprudence décide que dans la réception des actes de l'état civil, les maires sont personnellement responsables de toute faute d'où résulte un préjudice pour leurs administrés. Jurisp. générale, v° Actes de l'état civil, n° 92 et s. et v° Responsabilité, n° 436..

(14) Voir tribunal de La Rochelle, 24 juin 1913, sous Poitiers, 14 juin 1914, D. 1916-2-1.

tra de révéler plus tard le changement de nationalité, s'il vient à se produire pour une cause quelconque. Ne serait-il pas révoltant qu'un Français puisse abandonner sa patrie, se faire naturaliser dans un pays étranger, prétendre cependant avoir conservé la nationalité française et le prouver grâce à son acte de naissance ?

CHAPITRE DEUXIEME

LA PREUVE DE LA NATIONALITÉ PAR UNE CONSULTATION DE LA CHANCELLERIE

Puisque les actes de l'état civil et plus particulièrement l'acte de naissance servent seulement dans certains cas de preuve de la nationalité, faut-il par ailleurs en conclure que l'immense majorité des individus demeurant en France, y exerçant leur activité et qui sont de véritables Français de cœur vont être paralysés dans l'exercice de leurs droits de citoyens, par la difficultés qu'ils éprouveront à administrer cette preuve ? Certainement non, car il est inadmissible que la pratique s'en soit désintéressée et n'ait pas suppléé à la carence législative.

L'administration, le plus souvent, va demander aux particuliers de justifier de leur nationalité et c'est elle qui sera amenée à la constater (15). C'est ainsi que nos consuls

(15) Julien PILLAUT: « La preuve de la nationalité française et autorité compétente pour la constater ». *Revue de Droit international privé*, 1917, p. 21.

immatriculent les Français sur les registres spéciaux des Consulats (16), que l'autorité préfectorale demande à l'individu la preuve de sa nationalité française avant de délivrer un passeport (17), etc... Les administrations chargées de ces travaux auront à établir la qualité de national de « centaines, de milliers et même de millions d'individus ». Il est à prévoir que leur tâche se révélerait irréalisable, si elles ne se fiaient aux apparences, si elles ne se contentaient d'indices faisant présumer la nationalité de l'individu, tels le nom ou le domicile. Mais il peut arriver que naissent des soupçons sur la véritable nationalité de celui-ci et le Français qui portera un nom à consonance étrangère par exemple se verra refuser son inscription sur le registre du consulat ou la délivrance du passeport demandé.

Aussi ayant sous les yeux l'exemple donné par l'administration et le pouvoir qu'elle tient de la loi depuis très longtemps (ce fut toujours un apanage du pouvoir exécutif de recevoir un individu dans le sein de la nation), a-t-on pensé qu'il était possible de lui demander de certifier la nationalité française de telle personne déterminée. On lui communiquera les pièces susceptibles de démontrer que l'on est bien « Français né », telles que acte

(16) Aux termes de l'article 1 de l'ordonnance du 28 novembre 1833: « Les Français résidant à l'étranger qui voudraient s'assurer la protection du consul, dans l'arrondissement duquel ils sont établis, ainsi qu'un moyen de justifier leur esprit de retour et la jouissance des droits et privilèges déjà attribués ou qui pourront l'être à l'avenir par les traités, les lois et ordonnances; aux seuls Français immatriculés, devront se faire inscrire *après justification de leur nationalité*, sur un registre matricule tenu à cet effet dans la chancellerie de chaque consulat ». (*Bulletin des Lois*, 1833-2-273.) Une loi récente a rendu obligatoire cette inscription et a relevé les droits.

(17) Voir note 2 dans l'article de M. Marc Ancel sur l'action en reconnaissance de nationalité *in* « Revue de Droit international privé », 1932, p. 432 et s.

de naissance, actes de naissance et de mariage des parents. Elle prendra connaissance de ces pièces, étudiera l'affaire et rédigera une consultation consistant en une lettre très brève émettant son avis. Cette consultation aura un rare mérite : la gratuité.

Mais quelle est cette administration ? C'est le bureau du Sceau au Ministère de la Justice. Existait depuis longtemps, cet organisme a dans ses attributions la collation de titres obtenus du chef de l'État (18). Un décret du 9 juin 1909 a réorganisé et étendu la compétence de l'Administration et lui a confié toutes les questions qui touchent de près ou de loin à la nationalité (19). Les quelques auteurs qui ont parlé de ce bureau du Sceau près la Chancellerie, sont d'accord pour déclarer que l'application quotidienne des règles de la nationalité a fini par le transformer en un « véritable office central de la nationalité » (20). Il est journellement saisi tant de la part des autres administrations que de la part des particuliers d'un nombre impressionnant de demandes d'avis.

(18) Cassation civ. 9 avril 1872, D. 1872-1-299. S. 1872-1-117. COLIN et CAPITANT, t. 1, p. 354.

(19) Décret du 9-11 juin 1909 (*Journal Officiel*, du 11 juin 1909) : Le Président de la République française ; Vu les règlements d'Administration publique en date du 5 juin 1909 portant réorganisation de l'Administration centrale de la Justice ; Sur le rapport du Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Cultes : décrète : Art. 2. — Les attributions des divers services et bureaux de l'Administration centrale sont fixés ainsi : II. Direction des Affaires civiles et du Sceau ; 3^e Bureau : Naturalisation en France, dans les colonies. « Question de nationalité », etc..., etc...

(20) STEMLER : Application pratique de la nouvelle loi sur la nationalité par l'Administration. Clunet, 1890, p. 383 et 561.

GRUFFY : Application des lois françaises sur la nationalité par l'Administration. Clunet 1894, p. 472 et s., 765 et s.

DREYFUS et CROS MEYREVILLE : Conflits de nationalité et leurs solutions par la Jurisprudence de la Chancellerie. Clunet 1914, p. 800 et s.

JORDAN : Examen des pouvoirs de la Chancellerie en matière de naturalisation. *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1918, p. 372 et s.

Quelle est la valeur de tels avis ? Ici une distinction s'impose. Il faut étudier la valeur juridique et la valeur pratique.

Au point de vue juridique, la Chancellerie se base sur le décret du 9 juin 1909. On conviendra qu'un tel décret est très peu explicite, il parle simplement de « questions de nationalité ». La loi du 10 août 1927, ainsi que le décret du même jour n'ont rien dit à ce sujet et l'on peut véritablement se demander si l'Administration a le pouvoir de donner ces avis et, ce faisant, si elle n'excède pas sa compétence. C'est ce que pense M. le Professeur NIBOYET quand il déclare que ni le Ministre de la Justice, ni aucune administration publique n'ont le pouvoir de délivrer des certificats de nationalité (21)

Au point de vue pratique, au contraire, de tels avis paraissent avoir plus de valeur. L'affaire est examinée plusieurs fois par des personnes d'une rare compétence, rompus à la pratique et pour qui les questions de nationalité n'ont plus de secrets. Comme le fait si justement remarquer M. GRUFFY, « ces études offrent plus de garanties que la délibération au sein de certains tribunaux éloignés des frontières, peu habitués à des questions qui semblent difficiles aux non initiés ». Les erreurs de fait y sont rares (22). Celles de droit sont communes à toutes les bureaucraties et c'est là le danger car une fois que l'administration a fait une mauvaise interprétation d'un texte législatif, elle persiste toujours dans son erreur.

Si une question relative à la nationalité d'origine est portée devant les tribunaux judiciaires, le juge aura, semble-t-il, toute latitude à défaut de directives législatives pour accepter ou rejeter les avis du Bureau du Sceau. Bien souvent des divergences d'opinion se sont révélées entre

(21) NIBOYET: Manuel de Droit international privé, p. 66 et s.

(22) Voir *Gazette des Tribunaux* (23 février 1904, p. 1344, note 4, col. 1).

la Chancellerie et les tribunaux civils (23). Mais ces derniers sont-ils vraiment les juges naturels en matière de nationalité ? C'est la question que nous allons nous poser dans le chapitre qui va suivre.

(23) Cassation, 7 décembre 1891. *Clunet* 1892, p. 223 (Affaire Hess.
Cassation Chambres réunies, 9 décembre 1896, *Clunet* 1897, p. 502.
(Affaire Lorent).
Cassation, 26 juillet 1905, p. 1253 (Affaire Waltz) avec le rapport
de M. le Conseiller Feuilloley.

CHAPITRE TROISIEME

LA PREUVE DE LA NATIONALITÉ PAR DÉCISION DE JUSTICE

Les développements antérieurs ont suffisamment démontré l'inefficacité des moyens de preuve que l'on a essayé d'utiliser pour qu'il soit permis aux intéressés d'orienter leurs recherches dans un autre sens. Ils se sont adressés aux tribunaux, ils leur ont demandé de statuer sur leur nationalité et ont attendu des juges une décision, présentant par ailleurs de nombreuses garanties.

On conçoit aisément que la preuve de la nationalité, pour pouvoir être victorieusement administrée, doit avoir pour point de départ, pour base, un titre ayant une grande valeur, bref un acte authentique. Or, les études précédentes nous ont montré que ni l'acte de naissance auquel on avait d'abord songé, ni les consultations de la Chancellerie ne peuvent, dans tous les cas, servir de titre. Le premier est loin d'avoir le caractère d'universalité, en ce sens qu'il laisse de côté, malgré la valeur que la loi lui

reconnaît, un certain nombre de personnes intéressées au plus haut point à rapporter la preuve de leur nationalité. L'autre, en admettant qu'il puisse jouer en faveur de tout le monde n'a pas le caractère d'authenticité.

La preuve absolue, formelle n'est qu'un mythe aussi bien dans le domaine du droit qui nous occupe ici, que dans les autres, mais il est possible d'essayer de s'en rapprocher. C'est pourquoi on a pensé que les décisions judiciaires pourraient être d'un grand secours dans l'administration de la preuve de la nationalité. En dehors de tout autre système, un jugement, comme l'écrivait M. PILLET, pourra acquérir une singulière importance (24). Il aura d'autant plus de valeur qu'il est considéré comme l'expression de la vérité, suivant l'adage : « Res judicata pro veritate habetur ». Cette preuve ne sera sans doute pas idéale, elle corrigera en fait certains inconvénients, mais cependant, n'en sera pas dépourvue. L'étude de cette matière soulève des problèmes assez complexes et c'est à leur examen que nous allons nous consacrer.

Section I. — QUELLE EST LA JURIDICTION COMPÉTENTE POUR STATUER SUR LA NATIONALITÉ ?

Il serait vain de chercher un texte législatif réglant d'une façon formelle et générale la question. Il est un fait bien connu, c'est que nulle loi n'a organisé de contentieux de la nationalité. On est en droit de le regretter, car le législateur s'est souvent astreint à indiquer comment devaient être résolues des situations quelquefois hypothétiques.

Lorsque des litiges concernant la nationalité se sont élevés, on a discuté pour savoir notamment quelle juridic-

(24) PILLET : Note sous Besançon, 9 janvier 1895, Sirey 1897-2-17.

tion devra en connaître. Est-ce la juridiction civile ? Est-ce la juridiction administrative ? L'embarras, en cette matière vient, semble-t-il, de la nature juridique que l'on attribue à la nationalité. Ce n'est plus un droit où la volonté de l'individu joue un rôle prépondérant comme dans les institutions de droit privé, mais un rapport entre un individu d'une part et l'Etat d'autre part d'où une nature juridique se rapprochant du droit public, « alors même, suivant M. DE LAPRADELLE, que ses conséquences dans les relations privées seraient plus nombreuses que dans ses relations avec l'Etat ».

On avait dès l'abord considéré que la nationalité faisait partie de l'état des personnes. Des auteurs de droit civil (25) et de droit international pensent encore ainsi et citent au premier rang des différents états de l'individu la qualité de Français. A ce titre, ils attribuent aux tribunaux civils le droit de connaître des litiges que fait naître la nationalité par application de l'article 326 du Code civil d'après lequel les juridictions de cet ordre sont compétentes pour statuer sur les réclamations d'état (26). Qu'est-ce, en effet, que l'état d'une personne ? C'est, dit-on, l'ensemble des qualités que la loi prend en considération pour y attacher des effets juridiques. On ne saurait raisonnablement nier que la nationalité a des effets juridiques très importants pour la condition des personnes. De plus, la nationalité d'origine qui, seule, nous intéresse ici, résul-

(25) PLANIOL et RIPERT: *Traité élémentaire de droit civil*, tome 1, p. 162.
BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES FOURCADE, p. 368. *Nouveau Code de procédure civile* annoté. Art. 59, n° 503.

(26) La compétence des tribunaux civils s'exerce-t-elle uniquement en matière de filiation ou bien s'étend-elle à toutes les questions d'état et notamment à la nationalité ? Voir sur ce point affaire *Simmonds*, S. 1867-1-341. L'extension donnée par cet arrêt aux dispositions de l'article 326 du Code civil a fait de la part de l'avocat général Desjardins l'objet de certaines réserves.

tera très souvent, pour ne pas dire presque toujours, de l'examen d'une question d'état : la filiation.

Cette argumentation a paru pertinente aux auteurs qui ont écrit sur ce sujet, puisque la plupart ont admis sans discussion cette solution. C'est ainsi que WEISS (27) déclarait que « la nationalité est un des éléments, le plus important peut-être, dont se compose l'état des personnes, les contestations qui s'y rattachent rentrent donc naturellement dans le domaine de l'autorité judiciaire, comme celles qui sont relatives aux rapports de famille, au régime des biens, aux contrats » et on ajoutait qu'il ne fallait pas négliger les effets civils que produit la nationalité au regard de l'individu. De la nationalité qu'on lui accordera dépendra la capacité qu'il doit avoir pour faire un acte juridique ou le sort de la succession qu'il laissera à sa mort. M. le doyen VALÉRY (28) accepte cette façon de voir et en fait justement l'application à la preuve de la nationalité.

Ce lien de droit est, d'après M. AUDINET, un « des éléments constitutifs de l'état des personnes. Les seules juridictions compétentes pour en connaître seront donc les tribunaux judiciaires à l'exclusion des autorités administratives, et plus précisément les tribunaux civils ; en ce sens du moins que seuls ils peuvent être saisis d'une action tendant d'une façon directe et immédiate à faire reconnaître la nationalité d'un individu, et que les tribunaux incompétents pour juger, même incidemment, les questions d'état, le sont aussi pour les questions de nationalité » (29).

(27) WEISS: *Traité pratique de Droit international privé*, tome 1, Chap. IV, p. 802 et s.

(28) VALÉRY: *Bulletin de la Jurisprudence italienne. Journal de Droit international privé de Clunet*, 1918, p. 309 et s.

(29) AUDINET: « Du contentieux et de la compétence en matière de nationalité ». *Journal de Droit international privé de Clunet*, 1917, p. 1241 et s.

Cet auteur, après avoir pris nettement parti sur ce point, ne change point d'opinion et considère cette compétence judiciaire comme certaine dans une note qu'il a publié dans le Recueil SIREY sous un arrêt des Chambres Réunies de la Cour de Cassation (30). En effet, après avoir considéré la nationalité comme une question d'état des personnes, une théorie qui, dit-il, semble aujourd'hui prendre faveur dans la doctrine, la définit une institution de droit public. Les partisans (31) d'une telle opinion, soutiennent que l'Etat collection d'individus, a seul intérêt à la détermination de la nationalité. C'est au droit public seul qu'il appartient de dire quelles personnes en font partie. Les principales conséquences de la nationalité au point de vue des droits dont elle est la source et des obligations qu'elle impose se produisent dans la sphère du droit public. Si aujourd'hui, ajoute-t-on, les Français diffèrent des étrangers c'est surtout parce qu'ils sont investis de droits politiques. Et la jurisprudence est venue consacrer à plusieurs reprises, et notamment par un arrêt des Chambres Réunies dont nous parlions tout à l'heure, ce principe.

On pourrait penser que cette théorie pouvait avoir pour conséquence d'enlever aux tribunaux de l'ordre judiciaire les questions touchant la nationalité, pour les transférer aux juridictions administratives car, enfin, un des principaux arguments que les partisans de la théorie inverse avaient mis en avant était justement cette compétence judiciaire. Mais il n'en est rien. Il est permis, en effet, de ne pas considérer cet argument comme pertinent, puisque

(30) *Id.* Chambres réunies de la Cour de Cassation. Affaires Colom et Kroll. Sirey 1921-1-113 et note Audinet.

(31) Voir DESPAGNET et de BÈCK: Précis de Droit international privé, n° 109. — PILLAUT: Du caractère politique de la notion de nationalité. *Revue de Droit international privé*, 1916, p. 191. — JORDAN: De la juridiction compétente en France pour statuer sur les questions de nationalité. *Bulletin de la Société de Législation comparée*, 1919, p. 355.

nos tribunaux civils connaissent des matières qui sont du pur droit public, tels que le contentieux des douanes ou de l'enregistrement ou du timbre.

Quoi qu'il en soit, les auteurs qui soutiennent que la nationalité ressortit au droit public admettent très bien que les tribunaux de l'ordre judiciaire connaissent des litiges la concernant. Mais, comme dans tous les domaines, il existe une opinion en sens contraire (32). Elle est isolée. Certains expliquent cette compétence judiciaire « par le fait même que les lois régissant la perte et l'acquisition de la qualité de Français font partie intégrante du Code civil c'est au pouvoir judiciaire qu'il appartient de les interpréter » (33). Mais cette argumentation n'a plus aujourd'hui aucune valeur, depuis que la loi de 1927 a créé un « Code de la Nationalité ».

D'autres auteurs, notamment M. Camille JORDAN, n'admettent pas comme cause de cette compétence « la nature de la matière » mais « des raisons d'ordre historique et traditionnel ». La France monarchique, dit-il, n'avait pas abandonné la distinction entre régnicoles et étrangers. Les premiers bénéficiaient de prérogatives refusées aux autres et l'intérêt de cette distinction apparaissait en droit civil uniquement. Les régnicoles n'exerçaient pas les droits politiques pour la raison bien simple qu'ils n'existaient pas. Il n'y avait pas de service militaire obligatoire (34). Le droit d'aubaine, qui n'était autre que la confiscation

(32) Julien PILLAUT: Preuve de la nationalité française et autorité compétente pour la constater. *Revue de Droit international privé*, 1917, p. 21.

(33) COGORDAN: La nationalité.

(34) Camille JORDAN: Op. cit., 1919, p. 355 déclare: « L'armée royale à l'exception des grenadiers royaux, militaires appelés par voie de tirage au sort parmi les habitants des campagnes et de la population des cités, assujettis depuis Colbert au régime des classes pour le service de la flotte se recrutait par voie d'engagements volontaires avec l'appoint des troupes étrangères mercenaires, Allemands, Suisses, Irlandais »

de la succession ou du legs échéant à un aubain, et du patrimoine laissé par lui à son décès en territoire français, pesait lourdement et seulement sur les étrangers. C'était déjà la base d'une distinction nécessaire et importante. Dans la rédaction du Code civil, les légistes ont suivi la tradition et n'ont pas manqué d'insérer les règles concernant la nationalité au Titre I du Livre I du Code civil sous la rubrique « de la jouissance et de la privation des droits civils ». Les nationaux possédaient seuls les droits civils et les difficultés d'application de ces prérogatives devaient, conformément aux anciennes règles, être portées devant les Tribunaux civils. Sans méconnaître la valeur de tels arguments, nous préférons dire avec la jurisprudence des tribunaux dans les cas où la question de nationalité s'est posée devant eux : « que le Tribunal civil ayant plénitude de juridiction est compétent pour trancher une question de nationalité » (35). De plus, s'il n'existe pas de texte général sur la question, on trouve dans la loi de 1927 un article (36) qui, pour respecter ce principe, reconnaît aux juridictions civiles le droit de connaître des actions en retrait de naturalisation. Rien n'empêche que l'on étende ce texte à toutes les questions de nationalité. Quoi qu'il en soit, il est certain aujourd'hui que seuls les tribunaux civils peuvent connaître de ces questions. Rien n'est plus juste, disait M. COGORDAN : « En effet, les formalités dont sont entourées les décisions judiciaires, l'instruction préalable, la publicité des audiences sont des garanties que l'on chercherait en vain, si l'affaire pouvait

(35) Voir Tribunal civil des Sables-d'Olonnes, 30 mai 1916 Affaire Coutarel, *Clunet* 1917, p. 193. — Tribunal civil de la Seine, 24 août 1916, affaire Mentuy, *Clunet* 1917, p. 642. Tribunal civil de La Rochelle, affaire Meyer, *Clunet* 1917, p. 1028 et s.

(36) C'est l'art. 10 de la loi du 10 août 1927. On peut trouver un autre texte : c'est l'art. 5, § 4. Il permet à celui qui opte pour la nationalité française ou étrangère et qui voit son option repoussée par la Chancellerie, se pourvoir devant le Tribunal civil.

être tranchée sommairement dans les bureaux d'une administration publique ». Enfin, il ajoutait : « Il est naturel qu'une des parties de notre législation qui offre le plus de difficultés soit interprétée par des hommes à qui l'étude du droit est particulièrement familière » (37).

Etant dès lors fixés sur la compétence des tribunaux civils, une autre question doit maintenant être résolue. Les tribunaux judiciaires ont-ils une compétence exclusive ?

On peut se demander, en effet, si certains tribunaux, ou mieux, certaines juridictions émanant du Tribunal civil, n'ont pas la possibilité de connaître des questions touchant la nationalité des individus.

On sait que le droit de prendre part aux élections pour les assemblées communales, départementales ou départementales est un des avantages de la qualité de Français, aussi n'est-il pas rare de voir le juge de paix se prononcer sur l'inscription ou la radiation de la liste électorale d'un individu dont la nationalité est pour le moins douteuse. S'il s'agit d'un Français qui a acquis cette nationalité, il n'y aura aucune difficulté et le juge de paix pourra trancher le conflit en tout état de cause. Mais que doit-il faire lorsqu'il s'agit — et c'est le cas le plus fréquent — d'un Français d'origine ? A ce sujet, la jurisprudence est constante et conforme à la loi. Le magistrat unique est compétent en dernier ressort, sauf pourvoi en Cassation, à moins qu'il ne s'agisse d'une question d'état. Dans ce cas, il devra surseoir à statuer au prononcé de son jugement et renvoyer le litige comme question préjudicielle devant les tribunaux civils (38). Cependant, la loi lui laisse une

(37) COGORDAN: « La nationalité d'origine », *in fine*.

(38) Camille JORDAN: « Juridictions compétentes en France pour statuer sur les questions de nationalité » in *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1919, p. 355. — Cassation 3 juin 1890, Clunet 1891, p. 537. — Cassation 29 mars 1893, S. 1894-1-95. — Cassation 19 avril 1893, Clunet 1893, p. 883. — Cassation, 25 oct. 1911, S. 1911-1-592.

certaine latitude. Il pourra « rendre sa sentence si la cause est évidente » (39).

Le juge des référés, le juge d'instruction (40), non plus que les Tribunaux de Commerce n'ont la possibilité de connaître des questions de nationalité et ils doivent renvoyer l'affaire devant les tribunaux civils seuls compétents. Les juridictions administratives reconnaissent le pouvoir de juger aux tribunaux judiciaires. Le Conseil d'Etat, quand il a eu à connaître de ces questions, a su imposer aux conseils de révision de surseoir à statuer (41).

Si la question préjudicielle de nationalité vient à être posée devant les tribunaux répressifs de droit commun, Cours d'Assises ou Tribunaux correctionnels, il est maintenant admis par la doctrine et la jurisprudence qu'ils peuvent statuer en vertu de la règle « Le juge de l'action est juge de l'exception » (42).

La situation que nous venons d'examiner d'après laquelle la question de nationalité est posée pour ainsi dire d'une façon incidente est-elle la seule ? Ne pourrait-on pas con-

(39) Justice de paix de Nice, 19 février 1897, *Clunet* 1899, p. 568. Cassation, 22 avril 1896, S. 1898-1-143. Cassation 14 juin 1900, S. 1904-1-94.

(40) WEISS, tome 1, p. 695. — COGORDAN, op. cit., p. 405. — ROUARD DE CARD: « La nationalité d'origine », p. 276. — Cassation Civ. 12 avril 1892. S. 1893-1-151. Pour l'incompétence du juge des référés, voir *Clunet*, 1917, p. 222, et voir aussi Audinet « Contentieux et compétence en matière de nationalité », *Clunet* 1917, p. 1241 et s.

(41) Le Conseil de révision statuait jadis sans renvoyer l'affaire aux Tribunaux civils mais sa décision n'avait pas l'autorité de la chose jugée sur le fond de la question (Cassation 5, déc. 1885. D. 1887-1-93). La loi militaire du 21 mars 1905, article 28, lui ordonne de surseoir ou de ne rendre qu'une décision conditionnelle. *Clunet*, 1901, p. 566 et 1919, p. 293. — Conseil d'Etat, 14 mars 1884, S. 1886-3-2, et conclusions de M. Vassar de Précourt. *LEBON*, 1884, p. 215.

(42) HUC, tome 1, n° 266 bis *in fine*. ROUARD DE CARD, p. 277. VINCENT, Dictionnaire de Droit, n° 215. WEISS, Traité pratique de Droit international privé, t. 1, p. 698. — Cassation Crim., 7 déc. 1883. D. 1884-1-209. — Lyon, 2 avril 1890. D. 1890-2-262.

cevoir la position de cette question d'une façon principale, autrement dit une personne peut-elle en l'absence de tout litige, saisir le Tribunal civil pour lui demander de statuer « in abstracto » sur sa nationalité ?

Section 2. — L'ACTION EN RECONNAISSANCE DE NATIONALITÉ

L'état des personnes fait naître des questions litigieuses assez fréquentes et toujours graves à raison de leurs conséquences juridiques. Une personne qui ne possède pas son état doit l'établir si elle veut en tirer les avantages dont il est susceptible et, pour cela, elle exercera en justice une action dite « action en réclamation d'état ». C'est ainsi qu'un enfant recherchant son père naturel proposera au tribunal tous les moyens propres à démontrer qu'il est bien l'enfant de cette personne et lui demandera de le reconnaître pour tel.

Ne serait-il pas possible de transposer ce principe du domaine du droit civil dans le domaine du droit international, d'assimiler celui qui n'est pas sûr de sa nationalité à un enfant recherchant ses parents, et de lui donner une action en reconnaissance de nationalité (43) comme il existe une action en reconnaissance ou en réclamation d'état ?

§ 1. — Recevabilité de l'action

Lorsqu'on examine les discussions qui se sont élevées sur des questions de droit, il n'est pas rare de voir la doctrine et la jurisprudence, un instant flottantes, adopter des solutions diamétralement opposées. Se basant sur les

(43) Voir notamment « L'action en reconnaissance de nationalité », de Marc Ancel dans *Revue de Droit international privé*, 1932, p. 432 et s.

purs principes généraux du droit, la doctrine n'hésite pas à combattre et à condamner les solutions qui ont la prétention d'aller à leur rencontre. A l'opposé, la jurisprudence, plus utilitaire, est plus proche de la réalité et des difficultés pratiques. Elle essaye de concilier l'intérêt du droit avec celui des plaideurs ; elle met, comme on l'a si bien dit « le droit à la portée des justiciables ». Elle tente de les faire bénéficier d'institutions déjà existantes et corrige par là les lacunes et les imperfections de la législation.

Un exemple typique de cette antinomie nous est offert par la controverse qui s'est manifestée au sujet de l'existence de l'action en reconnaissance de nationalité. Il y a quelques années, la quasi-unanimité de la doctrine ne concevait pas qu'une action de cette sorte puisse exister. Elle pensait que le problème de la nationalité pouvait se poser et être résolu uniquement lorsqu'un litige opposait deux individus ou un individu et l'Etat. C'est ce que nous avons appelé la « nationalité incidente ». Mais les besoins de la pratique au sujet de la preuve de la nationalité ont été tels qu'on en est arrivé à imaginer cette action. C'est ce qu'a pensé fort justement M. PILLET. En effet, il a abordé cette question dans une note du recueil Sirey (44). « Trop souvent, dit-il, les preuves de la nationalité s'altèrent ou se perdent et l'on est obligé de recourir à des preuves indirectes ». Il trouve étonnant et déplore à la fois que la loi française n'ait pas songé à donner aux Français d'origine le moyen de se procurer une attestation officielle de la nationalité, alors que très souvent elle réclame des étrangers de semblables attestations (45). Cette contradiction

(44) PILLET: Note sous un arrêt de la Cour de Besançon, 9 février 1895. S. 1897-2-17.

(45) La loi française du 10 août 1927 parle à plusieurs reprises de certificats de nationalité. Elle exige par exemple un certificat de cette nature de ceux qui veulent répudier la nationalité française. Ce certifi-

évidente, choquante, mettant cet individu en état d'infériorité vis-à-vis des étrangers naturalisés, ne suffit pas, d'après M. PILLET, pour légitimer une action qui bien qu'utile, n'est pas conforme au système général de notre législation. Il faut observer, ajoute-t-il, que le législateur n'a jamais organisé chez nous l'action pure et simple en déclaration de nationalité. Et M. le professeur NIBOYET (46) fait remarquer que l'autorité judiciaire n'est pas faite pour donner des consultations en l'absence d'un procès. A ces deux arguments vient s'en ajouter un autre. On invoque la fameuse maxime: « Pas d'intérêt, pas d'action ». A ce sujet, M. PILLET est formel: « Tant que notre droit restera ce qu'il est, les débats sur la nationalité seront limités au cas où une personne aura un intérêt à faire reconnaître la nationalité à laquelle elle appartient » (47). Cette personne revendique un droit que nul ne lui conteste. Elle ne justifie pas d'un intérêt né et actuel.

Mais tout dernièrement, un auteur (48)) a repris ces arguments un à un et bien qu'à première vue, ils aient un certain poids, il ne les considère pas comme convaincants et essaye de les refuter.

C'est un principe traditionnel et fondamental que l'intérêt est la mesure des actions. La doctrine et la jurisprudence sont d'accord sur ce point. Mais la question est de savoir quand il y a intérêt et quand cet intérêt est, suivant la formule, né et actuel. Si l'on ouvre les ouvrages d'auteurs considérables (49)) de procédure civile, on s'aperçoit

cat doit prouver que l'individu a bien la nationalité du pays dont il prétend être le ressortissant. La loi en agissant ainsi, évite de faire des « apatrides ».

(46) NIBOYET: Manuel de Droit international privé, n° 66 et s.

(47) PILLET: loc. cit.

(48) Marc ANCEL: op. cit.

(49) GLASSON, TISSIER, MOREL: t. 1, n° 177, et Cassation 16 février 1892. D. 93-1-347, et Besançon, 29 juin 1892, D. 93-2-285.

que ce principe doit être largement entendu. On peut avoir un grand intérêt à se prémunir contre un préjudice éventuel ou futur. Une personne n'a-t-elle pas intérêt à ce que sa nationalité soit certaine et l'incertitude dans laquelle elle se trouve, au moment où elle intente l'action, n'est-elle pas capable de lui causer un préjudice? On ne peut répondre qu'affirmativement puisque dans un grand nombre de cas la nationalité est considérée par le législateur comme une condition indispensable pour jouir de certains droits. Et même si l'on considère que cette personne n'a pas un intérêt suffisant ne faut-il pas admettre avec la Cour de Cassation (50) « que l'ordre public exige que son état ne demeure pas incertain, à défaut d'intérêt individuel ». Toute personne a un intérêt sinon pécuniaire du moins moral, à faire reconnaître sa nationalité. C'est pourquoi nous dirons avec M. Maury « que la nationalité doit pouvoir être établie, en elle-même, indépendamment de tout intérêt, particulier, immédiat » (51).

Les tribunaux civils, dit-on, ont été institués uniquement pour trancher des litiges et non pour donner des consultations. C'est exact, aussi pense-t-on qu'il s'agit d'un litige. L'individu prétend avoir une nationalité française, il soumet aux juges toutes les pièces nécessaires à éclairer leur religion, et il leur demande de statuer. Refuser de juger sous un prétexte quelconque serait un déni de justice (52). Il ne nous faut pas oublier qu'en matière de nationalité l'ordre public est intéressé. De plus, on peut s'appuyer sur un texte qui légitime l'action. C'est le célèbre article 46 de la loi du 20 août 1810, à l'étude de laquelle nous nous con-

(50) Cassation, 9 janvier 1924. *Revue de Droit international privé*, 1925, p. 231.

(51) MAURY: Répertoire de Droit international privé de MM. Niboyet et de Lapradelle, v^o Nationalité.

(52) Aff. MEYER: Clunet, 1917, p. 1028 et s.

sacrerons dans le paragraphe suivant. Cet argument ne semble pas avoir une valeur aussi grande que celle qu'on lui attribue. Il s'agit des actions que peut intenter le ministère public et non l'intéressé. Quant à l'argument qui se base sur l'absence de procédure spéciale, on répond que notre droit moderne n'est en rien comparable aux droits anciens et notamment au droit Romain où les actions étaient classées et limitativement énumérées. Celui qui se prétend Français invoque un droit envers l'Etat: « Le droit d'action implique l'existence d'un droit qu'on demande aux juges de faire reconnaître ou respecter » (53).

Quelle est l'attitude de la jurisprudence sur ce point ? Il semble que dès le début, lorsque les tribunaux virent que des affaires de ce genre étaient portées devant eux, ils admirent sans la discuter la recevabilité de l'action (54). Puis quelques doutes surgirent dans l'esprit des juges. Les tribunaux s'ingénierent à trouver des textes leur donnant une compétence exclusive. C'est ainsi que le Tribunal civil de La Rochelle (55), après avoir rappelé que « le tribunal civil ayant plénitude de juridiction est d'une façon générale compétent pour examiner une question de nationalité », ajoute « attendu que sa compétence résulte d'un texte spécial puisque, s'il est dit dans l'article 8 du Code civil sous le numéro 4 que l'individu né en France d'un étranger prouvera qu'il a conservé la nationalité de ses parents par une déclaration de son gouvernement, il est dit sous le numéro 1 que pour l'enfant naturel qui a fait preuve de sa filiation par jugement, la preuve de la nationalité peut résulter de ce même jugement ». D'autres

(53) GLASSON, TISSIER, MOREL, t. 1, n° 173.

(54) En ce sens, Tribunal de la Seine, 22 février 1888. *Clunet* 1888, p. 391.

(55) Tribunal Civil de La Rochelle. Affaire Meyer 1917. *Clunet* 1917, p. 1028 et s. D. P. 1916-2-1 (sous Poitiers).

se basent sur la loi du 20 août 1810 (56). Enfin, pour bien marquer leur compétence à ce sujet, certaines juridictions n'hésitent pas à faire trancher par deux arrêts différents une question abstraite et des conséquences pratiques. C'est ainsi que la première Chambre de la Cour d'Appel de Paris a employé cette singulière procédure et dit dans son deuxième arrêt (57) : « Considérant que par arrêt en date de ce jour cette Cour requise de statuer *in abstracto* sur la nationalité de l'appelante... ». Quelques années auparavant, cette même Cour rendait un arrêt confirmant un jugement du Tribunal de la Seine, et employait ce même procédé (58). Mais si les tribunaux se déclarent compétents pour statuer *in abstracto* sur la nationalité d'une personne, ils se refusent, jusqu'à présent, à lui reconnaître une nationalité étrangère.

§ 2. — *Quelle est la procédure et contre qui l'action doit-elle être dirigée ?*

Le problème que nous avons essayé de résoudre dans le paragraphe précédent est loin d'être le seul. Du fait que le législateur n'a pas organisé le contentieux de la nationalité, ce lien de droit est particulièrement fécond en controverses. Des discussions naissent à chaque pas.

Il est certain d'une part que la juridiction civile est compétente pour statuer sur les questions de nationalité, d'autre part, on reconnaît aujourd'hui l'existence de l'action en déclaration de nationalité, il faut maintenant se demander comment le tribunal sera saisi et contre qui l'action sera dirigée.

(56) Tribunal de la Seine, 14 février 1918, *Clunet* 1918, p. 703 et 18 déc. 1918, *Clunet* 1919, p. 689.

(57) Cour d'appel de Paris, 20 mars 1925, *Clunet* 1926, p. 91.

(58) Cour d'appel de Paris, 10 août 1904, *Clunet* 1905, p. 180.

Lorsque pour une raison quelconque la nationalité vient à être débattue entre deux individus ou bien entre un individu et l'Etat, soit que l'on réclame cette qualité, soit qu'on la dénie, aucun doute n'est possible : le différend devra être porté devant le tribunal suivant le mode normal, c'est-à-dire, au moyen d'une assignation. Que doit-on décider en revanche lorsqu'on se trouve en présence d'une personne demandant au tribunal de statuer *in abstracto* sur sa nationalité? Il existe, en effet, dans notre législation deux procédés possibles pour saisir la juridiction de droit commun. L'instance peut ou bien être engagée au moyen d'une assignation et le tribunal jugé contradictoirement et rend un jugement dans le véritable sens du mot, ou bien celui-ci peut être saisi par voie de requête et il statue alors en chambre du conseil. C'est la célèbre distinction entre juridiction gracieuse et juridiction contentieuse.

Que faut-il entendre par ces expressions? La juridiction contentieuse est, dit-on, le pouvoir donné aux tribunaux de statuer, en appliquant les règles du droit sur les contestations qui leur sont soumises. Au contraire, ils peuvent être chargés de constater certains actes, de donner des autorisations, d'ordonner certaines mesures. Il ne s'agit plus de procès à instruire ou à juger, mais de tutelle, de contrôle, de protection, de surveillance, d'administration. C'est ce que l'on appelle la juridiction gracieuse (59). Quel sera le critère permettant de distinguer ces deux notions? Elles sont si vagues, nous dit M. GLASSON, que toutes les opinions peuvent trouver crédit. D'après une première théorie, il y a juridiction contentieuse quand il y a litige, contestation réelle ou apparente et quand il s'agit, dans un conflit qui s'est élevé entre deux ou plusieurs per-

(59) GLASSON, TISSIER, MOREL: Traité de Procédure civile, tome 1, p. 15 et s.

sonnes, de reconnaître des droits et obligations de chacune, ou de prendre des mesures en vue de la solution d'un procès. Le juge ne pourra statuer que dans les limites fixées par les demandes respectives des deux parties et la décision qui interviendra aura le caractère et l'autorité de la chose jugée (60).

La juridiction gracieuse et que l'on nomme encore volontaire s'exerce entre des parties qui sont d'accord, ou dont rien ne révèle ou ne fait prévoir le désaccord. Il n'y a pas de parties adverses, mais seulement un ou plusieurs requérants.

D'autres voudraient retenir un critérium purement formel, le caractère contradictoire ou non de la procédure (61), et non pas l'existence ou l'absence de litige, ni la nature des fonctions à exercer. D'après eux, la juridiction contentieuse suppose que l'adversaire a été entendu ou au moins appelé. Nous n'avons pas dans cet ouvrage à prendre partie dans une discussion qui date du droit Romain, mais nous pouvons dire cependant, suivant en cela l'expression de M. MOREL (12) que l'acte de juridiction gracieuse est un acte de caractère administratif. Le juge est le témoin solennel ou le collaborateur plus ou moins actif d'un acte juridique. Au contraire, lorsqu'il statue au contentieux, il est véritablement un juge; il doit dire le droit, rester étranger à toute considération d'opportunité, se décider, suivant les règles légales, les moyens de preuve organisés par la loi. Mais dans la matière qui nous intéresse, il n'existe aucun mode de preuve, et après avoir indiqué brièvement les caractéristiques principales

(60) L'autorité de la chose jugée est une des caractéristiques, sinon la principale de la juridiction contentieuse.

(61) GARSONNET et CÉZAR BRU Tomes I et VIII, § 2960, p. 226. *Id.* note au DALLOZ, 1875-2-73. PLANIOL, note au Dalloz, 1906-1-337.

(62) MOREL: Traité de Procédure civile, tome I, p. 25 et s.

de la juridiction gracieuse et de la juridiction contentieuse, on doit se demander dans quelle catégorie il faut ranger les questions de nationalité.

Si l'on examine la législation à ce sujet, il faut reconnaître que l'on est peu secouru par elle. Aucun texte formel et général ne vient consacrer l'une ou l'autre des deux juridictions, ou plutôt on trouve des articles disséminés dans quelques lois, donnant tantôt compétence à la Chambre du conseil, tantôt au Tribunal statuant en audience ordinaire. Cette différence aggrave la perplexité et ne permet pas de généraliser. Lorsque la Chancellerie refuse l'enregistrement d'une déclaration faite soit en vue d'acquérir, soit en vue de répudier la nationalité française, l'intéressé, dit l'article 5 de la loi du 10 août 1927, a le droit de se pourvoir devant les tribunaux civils, conformément aux articles 855 et suivants du Code de Procédure civile, relatifs à la rectification des actes de l'Etat civil, c'est-à-dire par voie de requête. De même, le juge de paix est saisi par une requête lorsqu'il s'agit d'une demande d'inscription ou de radiation des listes électorales et lorsque se pose une question de nationalité en vertu du décret du 2 février 1852, encore en vigueur. Mais les partisans de l'autre système ne manquent pas d'invoquer à l'appui de leur thèse la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée. Cette loi déclare, en effet, que toutes les contestations s'élevant au cours des opérations d'un conseil de révision sont jugées contradictoirement et sur assignation par le tribunal civil. Remarquons que la loi du 31 mars 1928 reprend dans son article 28 les termes de la loi de 1905 (62 *bis*). Mais en dehors de ces hypothèses, que déci-

(62 *bis*) Ce texte est exceptionnel. La Cour de Cassation en a ainsi décidé. Affaire Parenté, 15 janvier 1912, *Clunet* 1912, p. 863. Il ne peut être utilisé que par les jeunes gens portés sur le tableau de recensement, qui ont protesté devant le Conseil de révision et se sont fait donner acte de cette protestation.

der ? La jurisprudence des tribunaux, comme il fallait s'y attendre, n'est pas homogène. Il est regrettable que la Cour de Cassation n'ait pas eu à notre connaissance à trancher le problème. Le 24 août 1916, le sieur Mentuy avait présenté requête à la Chambre du Conseil du tribunal de la Seine pour faire décider qu'il n'avait pas la qualité de Français. Cette juridiction repoussa sa demande par les motifs suivants : « Attendu que les questions de nationalité sont des questions d'état; qu'à défaut de texte sur ce point, la Chambre du Conseil est incompétente pour en connaître. Attendu qu'il appartient à l'exposant de se pourvoir par la voie contentieuse. Par ces motifs, se déclare incompétente pour statuer, par voie de requête. Rejette la requête. » Le tribunal de la Seine a une jurisprudence constante en ce sens (64). En effet, d'après M. VALÉRY, c'est une erreur de soumettre l'instance dans laquelle la nationalité est en jeu aux formes prescrites par la loi pour la rectification des actes de l'état civil. Il ne s'agit pas, dit-il, « de faire rectifier un acte, mais de faire rendre une décision qui influera sur l'état de la personne. Cependant, à peu près à la même époque, deux décisions ont admis que la demande relative à la nationalité, lorsqu'elle ne soulève pas de contradiction, rentre dans le cadre de la juridiction gracieuse. Le Tribunal de La Rochelle (65), le 24 juin 1915, déclare : « En ce qui concerne la compétence. Attendu qu'une demande de cette

(63) Tribunal de la Seine (Chambre du Conseil), 24 août 1916, *Clunet* 1917, p. 642.

(64) Tribunal de la Seine (Ch. du Cons.), 44 fév. 1918, *Clunet* 1918, p. 703. — 18 déc. 1918, *Clunet* 1918, p. 687. — 6 février 1919, *Clunet* 1919, p. 756. — Arrêt de la Cour d'appel de Paris, 20 mars 1925, *Clunet* 1926, p. 91, qui a admis le caractère litigieux de la question de nationalité posée *in abstracto*.

(65) Tribunal civil de La Rochelle, 24 juin 1915, *Aff. MEYER*, *Clunet* 1917, p. 1028.

nature, quand elle ne soulève pas de contradiction, rentre dans le domaine de la juridiction gracieuse et doit être jugée en Chambre du Conseil ». Reprenant cette théorie, le Tribunal des Sables-d'Olonnes (66), le 30 mai 1916, pense « que le caractère de la juridiction gracieuse se reconnaît dans le fait qu'elle s'exerce sur des demandes qui ne paraissent pas devoir soulever de contradiction et rencontrer d'adversaire, que l'affaire dans laquelle il ne se présente pas de contradiction relève de la juridiction gracieuse et doit être jugée en Chambre du Conseil ». Le tribunal prend de plus comme exemple, et pour étayer sa thèse le cas réglé par l'article 9, § 2, du Code et que nous avons examiné tout à l'heure. La Cour de Poitiers, par un arrêt du 16 octobre 1916, adopte les motifs des premiers juges. Ces décisions attirent la critique et l'on ne saurait les considérer comme exactes. Le dernier argument invoqué par le tribunal des Sables-d'Olonnes n'est pas admissible. Il tend à donner une application extensive à un texte exceptionnel. Dans l'hypothèse de l'article 9 du Code civil, il semble que l'instance aurait dû être contentieuse puisqu'il existe un contradicteur, c'est la Chancellerie, ou du moins son représentant. M. BINET (67) est de cet avis; il explique cependant l'emploi de la procédure gracieuse par le désir de rendre le recours à l'autorité judiciaire plus rapide et moins onéreux. Mais, ajoute-t-il, « cette décision de faveur ne peut pas être étendue par voie d'analogie, à un cas différent de celui qu'elle prévoit ». M. AUDINET (68), à son tour, critique ces décisions de jurisprudence, car « si un litige,

(66) Tribunal civil des Sables-d'Olonnes, 30 mai 1916. Aff. Coutarel, Clunet 1917, p. 1917, p. 193. et Cour de Poitiers, Clunet 1917, p. 643.

(67) Voir Cour d'appel de Poitiers, 14 janvier 1914. D. 1916-2-1 et note Binet.

(68) « Du contentieux et de la compétence en matière de nationalité », par Audinet, Clunet 1917, p. 1241 et s.

dit-il, existe de façon manifeste lorsqu'il se présente un contradicteur, il peut cependant exister à l'état latent, bien que la demande ne soit pas actuellement contredite. En raison de la nature même de la question qui lui est soumise, le juge doit supposer la contradiction, envisager les deux solutions opposées, examiner et peser les arguments pour et contre chacune d'elles, afin de donner en définitive la préférence à l'une sur l'autre ». La jurisprudence admet cette façon de voir lorsque la décision qui interviendra est susceptible de porter préjudice aux droits des tiers. La nationalité est un rapport entre un individu et un Etat, c'est vis-à-vis de l'Etat que l'individu réclamera les droits et acquittera les obligations qui en dérivent. La décision qui interviendra intéressera aussi bien, sinon plus, l'Etat que l'individu; c'est pourquoi elle doit avoir l'autorité de la chose jugée vis-à-vis de lui, ce qui ne peut découler que de la juridiction contentieuse. On estimera donc, en conséquence, que l'action en reconnaissance de nationalité ne relève pas de la juridiction gracieuse (69)).

L'instance va être engagée par voie d'assignation. Mais se pose tout naturellement la question de savoir qui l'on va assigner. La réponse ne fait aucun doute: c'est l'Etat. Mais quel est le représentant normal de l'Etat ? A ce sujet, les textes font complètement défaut si l'on met à part la loi sur le recrutement de l'armée donnant compétence au préfet, soit comme demandeur, soit comme défendeur (70). Ce système a été étendu à tous les cas par cer-

(69) CHAMPCOMMUNAL: « Une réforme législative nécessaire. La preuve de la nationalité à organiser ». *Revue de Droit international privé*. Année 1919, p. 241 et s. — MAURY: Répertoire de Droit international privé, v^o Nationalité, n^o 577. — VALÉRY: Manuel, n^o 258. — MARC ANCEL: « L'action en reconnaissance de nationalité. *Revue de Droit international privé*, 1933, p. 558.

(70) Cassation civ., 15 janvier 1912-1-317.

tains auteurs. On disait, en effet, que le signe le plus ostensible de la qualité de Français était l'incorporation dans l'armée. M. PILLET ne pensait pas autrement dans sa note au Sirey (71). Mais aujourd'hui doctrine et jurisprudence reconnaissent le droit de contredire non plus au préfet, mais au Ministère Public (72). A ce sujet, les plaideurs ne sachant contre qui l'action devait être dirigée, assignaient plusieurs représentants de l'Etat à la fois. Un jugement du Tribunal civil de la Seine illustre d'une façon saisissante cette perplexité. Il s'agissait d'un naturalisé français qui demandait au tribunal de le déclarer français par droit de naissance sans que l'on ait à tenir compte dudit acte de naturalisation. Il avait assigné à la fois le Procureur de la République, le Préfet de la Seine, le Ministre de la Justice. Et les juges de dire dans leurs attendus « qu'aucune prétention préjudiciable à ses droits n'ayant été émise par aucune administration de l'Etat et notamment par la Chancellerie, que le Ministre de la Justice n'a point qualité pour défendre, que l'on ne voit pas pourquoi le sieur Bocquet a cru devoir l'assigner. Que l'on ne voit pas davantage pourquoi il a donné ajournement à M. le Préfet de la Seine, que les préfets ne sont appelés à contredire aux actions en matière de nationalité qu'autant qu'elles se rattachent au recrutement de l'armée. Qu'il lui suffisait de prendre pour contradicteur M. le Procureur de la République » (73). Le Ministère public tire sa com-

(71) Note PILLET au Sirey, sous Besançon, S. 1897-2-17.

(72) Voir auteurs précédents. Bourges, 15 déc. 1896, Clunet 1897, p. 811. — Seine, 17 juillet 1894, Clunet 1894, p. 1028. — Besançon, 9 et 15 février 1914, Clunet 1916, p. 1620. — Seine, 18 déc. 1917, Clunet 1918, p. 687. — Cassation Civ., 28 déc. 1920, S. 1922-1-30. — Grenoble, 19 nov. 1924, Clunet 1925, p. 1000.

(73) Tribunal civil de la Seine. Affaire Bocquet, 14 février 1918, Clunet 1918, p. 703, et jug. trib. de Grenoble précité. Voir aussi au sujet d'assignations multiples Trib. Civil de la Seine, 18 déc. 1917. Affaire Eugenio Dumas, Clunet, 1918, p. 687.

pétence de l'article 46 de la loi du 20 avril 1810 (74). Ce texte est pour ainsi dire la charte du Parquet. C'est lui qui donne au ministère public le droit d'attaquer ou de défendre dans les différentes instances civiles, mais il a été diversement interprété. En effet, les deux paragraphes que contient cet article se contredisent, si bien que l'on s'est demandé s'il fallait faire prédominer le premier sur le deuxième ou bien inversement le deuxième sur le premier. Autrement dit ce texte doit-il être entendu d'une façon restrictive ou extensive ? La jurisprudence et la doctrine ont été, durant de longues années, partagées, mais il semble qu'actuellement la prédominance revienne à l'interprétation extensive. Quoi qu'il en soit la Cour de Cassation (75) a très nettement admis le principe de ce texte pour reconnaître le droit d'action au Ministère Public.

§ 3. — *A qui incombe la preuve et quels sont les moyens de preuve*

Aïors que la nationalité acquise par un acte postérieur à la naissance, tel que la naturalisation ou la réintégration dans la nationalité française est constatée par un titre éma-

(74) « En matière civile le Ministère public agit d'office dans les cas spécifiés par la loi. Il surveille l'exécution des lois, des arrêts des jugements. Il poursuit d'office cette exécution dans les dispositions qui intéressent l'ordre public ».

(75) Cassation 15 déc. 1924. D.P. 1926, p. 159 et s., 8^e et 9^e espèce. Dans la 8^e espèce, la Cour suprême déclare que « les règles relatives à l'acquisition ou à la perte de la nationalité intéressant la souveraineté nationale et relevant du droit public, le Ministère public est en cette matière, le représentant de l'Etat français ». Et dans l'espèce suivante : « Attendu que l'Etat français a la mission de veiller à la stricte application de ces mesures de sûreté et que son représentant légal devant les tribunaux chargés de statuer sur les contestations qu'elles font naître est le ministère public qui prend part à ces débats comme partie principale... »

nant du pouvoir exécutif et sert d'instrument de preuve, il serait vain d'en chercher un d'une nature identique pour la nationalité d'origine. En effet, celle-ci résulte de la naissance. C'est pourquoi on peut se demander quels vont être les modes de preuve que le plaideur intentant une action en reconnaissance de nationalité, devant un tribunal, devra employer.

D'après M. le doyen VALÉRY, en l'absence de toute réglementation spéciale relative à la preuve de la nationalité, il convient d'appliquer à cette matière, en les y adaptant, les principes généraux du droit français (76). Quels sont donc ces principes généraux en matière de charge de la preuve et en matière de moyen de preuve ?

Lorsqu'une personne exerce une action devant un tribunal pour obtenir quelque chose qu'elle n'a pas, elle est tenue d'établir la véracité de ses dires. C'est ce qu'exprime le vieil adage « *Onus probandi incumbit actori* » (77). On se fonde sur l'article 1315 du Code : « Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver ». Ce texte, il est vrai, est inséré dans le titre du Code civil ayant trait aux obligations, mais tout le monde est d'accord pour l'étendre à toutes les parties du droit. On ne voit pas pourquoi il en serait autrement pour la preuve de la nationalité française. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que l'Etat a un intérêt primordial à connaître la nationalité des individus. Il pourra se trouver amené à prendre l'initiative d'une action devant les juridictions civiles. Les principes généraux du droit sembleraient mettre la preuve de la nationalité à sa charge. Mais on doit remarquer ici bien que la nationalité d'un individu soit en jeu qu'il ne s'agit nullement de l'action en reconnaissance de nationalité que

(76) J. VALÉRY: Manuel de Droit international privé, n° 265 et s.

(77) Cass. Req., 7 avril 1872. D. 1872-1-392. Cass. Civ., 5 août 1883-1-195.

AUBRY et RAU, t. XII, § 749. 3°.

nous étudions puisque le demandeur est l'Etat au lieu d'être l'individu.

En matière pénale, le droit commun veut que le ministère public fasse la preuve de la réunion de tous les éléments constitutifs du délit ou du crime. C'est pourquoi, lorsque la nationalité sera un de ces éléments (78), aucun doute n'est possible, la preuve de la nationalité française ou de l'extranéité de la personne poursuivie sera à sa charge. Quoi qu'il en soit, d'après M. MAURY, en matière de nationalité, le principe est l'adage que nous avons indiqué et les dérogations à cette règle seront excessivement rares.

Mais de quelle façon le Français va-t-il prouver l'ensemble des faits qui sont à la base de sa nationalité d'origine ? Car il s'agit bien de faits purs et simples et non de faits juridiques. En matière de preuve, on distingue entre ces deux catégories. Le fait juridique, dit-on, « ce n'est pas tout fait susceptible de produire des effets juridiques sinon il n'existerait que des faits de ce genre, la plupart des phénomènes matériels ou moraux pouvant avoir une répercussion dans le domaine du droit. Et à l'inverse le fait pur et simple n'est pas celui qui n'engendre aucun effet juridique sans quoi la science du droit n'aurait pas à s'en occuper. Ce qui caractérise le premier, ajoute-t-on, c'est qu'il produit nécessairement et par nature des effets juridiques, tandis que le deuxième engendrant naturellement des résultats matériels n'entraîne qu'accidentellement des conséquences de droit » (79).

La loi impose pour les faits juridiques un autre mode

(78) Il s'agira par exemple d'une personne qui aura été accusée de porter les armes contre sa patrie ou d'un individu qui aura contrevenu à un arrêté d'expulsion.

(79) Voir note signée A.B. sous Cassation Civ. 2 déc. 1907. D.P. 1908-1-201.

de preuve que pour les faits purs et simples. C'est la preuve littérale. Et cela se justifie parfaitement. Les premiers engendrent un effet de droit et les parties « ont pu prévoir la nécessité où elles seraient un jour de les invoquer, et ont dû prendre leurs précautions en vue de cette éventualité ». Les deuxièmes, dont on n'aperçoit, dès l'abord, que les conséquences matérielles, et dont les effets juridiques sont incertains et imprévus, ne peuvent obliger les intéressés à s'en ménager une preuve.

La nationalité d'origine, à l'encontre de la nationalité acquise, qui elle, est un fait juridique, rentre dans la catégorie des faits purs et simples. Elle ne figure pas, pour reprendre l'expression du Tribunal de La Rochelle, parmi les choses dont l'article 1341 ordonne qu'il soit passé acte, on peut donc la prouver par tous les moyens et, notamment, par présomptions.

Il est indéniable que la nationalité d'origine résulte d'un certain nombre de faits indépendants de la volonté tels que la filiation, le lieu de naissance, etc...

Les divers modes de preuve du droit commun sont-ils applicables à cette matière ? Il est évident que lorsque la preuve de la nationalité se résoudra en une preuve de filiation, on devra suivre les règles spéciales imposées par la loi. En dehors de ces cas, que décider ? A première vue, on pourrait s'autoriser d'une non organisation d'une preuve spéciale pour les accepter toutes, mais cependant, à notre avis, rien n'est plus douteux. En effet, une chose ne doit pas être perdue de vue : c'est l'ordre public. On peut d'ores et déjà considérer comme certain que l'aveu et le serment doivent être écartés (80). Ils sont trop fragiles et on pourrait même dire trop suspects pour être pris en considération. On ne peut pas se donner un titre à soi-même. Quant à la preuve testimoniale rien n'empê-

(80) VALÉRY: Manuel de Droit international privé, n° 266, p. 330.

che, en théorie, que l'on puisse s'en servir. La prohibition apportée par l'article 1341 ne semble pas applicable à notre matière mais une distinction s'impose au point de vue de l'utilisation pratique de ce mode probatoire. Si une personne proposait à un tribunal de lui démontrer le lien de droit qui l'unit à son pays uniquement au moyen de témoins, il ne fait aucun doute à nos yeux que sa proposition serait immédiatement rejetée. Le reproche que l'on a de tout temps adressé à ce genre de preuve et qui semble avoir été le cauchemar du législateur de 1804 : la corruption et la subornation de témoins en seraient une raison plus que suffisante. Si la loi se défie du témoignage lorsqu'il s'agit de prouver un acte quelconque, entre particuliers, à plus forte raison faut-il s'en défier dans une matière où les intérêts en jeu sont immenses et d'un autre ordre et où l'Etat joue un rôle sinon primordial du moins considérable (81).

Mais si ce mode de preuve vient corroborer un autre mode de preuve, pourquoi ne pas admettre sa suffisance ? Dans certains cas le législateur a admis le témoignage à suppléer la preuve par titre pourvu qu'il soit complété par un commencement de preuve, c'est-à-dire, suivant l'expression de M. PLANIOL, « par quelque chose qui vient à l'appui de la demande mais n'est pourtant pas de nature à lever tous les doutes et à entraîner la conviction des juges ». A dire vrai, il s'agit de prouver ici un lien de droit un peu diffus et qu'aucun écrit ne vient constater. En effet, nous l'avons vu, on est « national d'origine » en dehors de toute intervention d'un représentant de l'Etat. C'est pourquoi dénier à un individu le droit de se servir de la preuve par témoins serait le mettre dans un cruel

(81) Voir *infra*, affaire Messaoud Giami.

embarras et le priver d'un des rares modes de preuve admis par le législateur (82).

Comme nous venons de l'indiquer, un Français d'origine n'a jamais entre ses mains un titre qui lui permette d'établir d'une façon nette, précise et péremptoire cette qualité. Le but de l'action qu'il intente est justement de s'en procurer un. Il ne reste donc plus dans l'arsenal des moyens de preuve mis à la disposition des individus par la loi que la possession d'état. C'est, dit-on, la jouissance en fait du titre et des avantages qui sont attachés à l'état et le support des charges. Les anciens auteurs ont résumé dans une formule commode tous les faits qui constituent la possession d'état. « *Nomen, tractatus, fama* ». Il s'agira du nom français que la personne porte, de ses origines, de sa manière de vivre, de son attitude à l'égard de la France, enfin de la réputation publique. Elle dispense l'individu, nous dit M. DE LAPRADELLE « de prouver la nationalité de ses ascendants de génération en génération, jusqu'au jour où la naissance de l'un d'eux se place dans la nation sous le régime du *jus soli* ». On est d'accord pour lui reconnaître certains effets pourvu qu'elle soit suffisamment caractérisée. On assimile la nationalité dans une certaine mesure à une question d'état et l'on tire argument des articles du Code civil qui permettent d'utiliser la possession d'état, comme preuve de la filiation légitime, à défaut d'acte de naissance (83).

Mais de qui faudra-t-il démontrer la possession d'état ? C'est ici que la doctrine se divise. Certains (84) voudraient que l'on tienne compte uniquement de celle des auteurs de l'individu. La sienne propre ne pourra servir que très

(82) Nous n'avons trouvé aucune décision jurisprudentielle à ce sujet.

(83) Art. 197-320-321 du Code civil.

(84) AUBRY et RAN, t. 1, p. 351 et s. De LAPRADELLE note dans *Revue de Droit internat. privé*, 1928, p. 122-123. — CLUZEL, dans *Clunet* 1908, p. 402.

exceptionnellement au cas où il serait impossible d'agir autrement. Admettre, disent-ils, la preuve de la nationalité par la possession d'état de l'intéressé lui-même, ce serait admettre une sorte de naturalisation par « commune renommée », puisque le seul fait d'avoir vécu comme Français et d'être considéré comme tel par l'opinion publique, suffirait à faire la preuve de cette qualité. A l'inverse, d'autres auteurs (85) estiment qu'en l'absence de tout indice contraire, la possession d'état de l'intéressé est suffisante pour démontrer sa qualité de Français. Mais pour si bien établie qu'elle soit, elle n'engendre qu'une présomption qui peut être détruite par la preuve contraire. D'ailleurs la jurisprudence admet — dans des arrêts un peu anciens, il est vrai — que tout individu né en France doit être présumé Français jusqu'à preuve du contraire. C'est ainsi que la Cour suprême en a décidé par un arrêt en date du 15 mars 1870 (86). Un certain Diot avait demandé au juge de paix du canton de Mouy de reconnaître sa qualité de Français et, par conséquent, de l'inscrire sur les listes électorales. Celui-ci, par une sentence du 21 février 1870 refuse en alléguant que Diot ne produit aucun document permettant de penser qu'il jouit de ses droits civils et politiques. Cette sentence est déférée à la Cour de Cassation qui, entre autres arguments, déclare « attendu que la naissance en France, fait présumer sauf preuve contraire la qualité de Français et la jouissance des droits

(85) CHAMPCOMMUNAL: « Une réforme législative nécessaire. La preuve de la nationalité à organiser ». *Revue de Droit int. privé*, 1919, p. 245. — VALÉRY: « Manuel de Droit int. privé », n° 268, et le même auteur dans le *Bulletin de la Jurisprudence italienne*, dans *Clunet* 1918, p. 309 et s.

(86) Cass. 15 mars 1870-1-173. Voir aussi Cass. 16 mars 1863, D. 1863-1-136 et 137, et Cass. 26 avril 1875, S. 1875-1-375. Tribunal correctionnel de Nice, 6 janvier 1893, *Clunet* 1893, p. 571 et s. — Cassation, 14 janvier 1887, *Clunet* 1887, p. 523 et la note.

civils et politiques ». M. Raymond HUBERT (87) nous dit que cette présomption trouve son point d'appui dans l'esprit du Code. « Il est évident, déclare-t-il, que les rédacteurs du Code n'ont pas entendu édicter une législation qui, au bout de plusieurs générations, n'eût plus permis qu'aux seuls naturalisés, d'établir leur nationalité et eût voué à l'heimatlosat, la majorité de nos concitoyens, par l'impossibilité où ils se fussent trouvés d'établir un arbre généalogique qui les rattachât à un ascendant né en France avant la promulgation du Code. L'inéluctable nécessité d'une présomption en cette matière, une raison de force majeure, voilà, suivant cet auteur, le meilleur argument à opposer à ceux qui objecteraient qu'il n'y a pas de présomption légale en absence d'un article formel de la loi » (88). A ce sujet, il est permis de faire certaines réserves, mais on doit constater que la jurisprudence moderne apprécie librement et souverainement les éléments de fait qui permettent de compter la possession d'état comme un mode de preuve de la nationalité. Certains tribunaux n'admettent pas, comme preuve suffisante, l'inscription sur un registre consulaire (89), non plus que l'attestation d'un maire, d'un commissaire de police, d'un agent consulaire ou bien un acte de notoriété (90). L'espèce suivante vient nous en fournir une preuve (91). Nous avons vu qu'en

(87) RAYMOND HUBERT: « La preuve de la nationalité en Droit français », in *Lois nouvelles*, 1902, p. 1 et s. de la 2^e partie.

(88) Voir de plus WEISS: « Traité théorique et pratique de Droit international privé », tome I, p. 211 et 212. — CAMPISTRON: « La nationalité », p. 26. — LESUEUR et DREYFUS: « Manuel de Droit international privé », p. 20.

(89) Clunet, 27 juillet 1916, année 1918, p. 218. — Tunis, 3 avril 1916, Clunet 1917, p. 632. — Aix, 28 janvier 1920, précité. — Alger, 12 février 1926, Clunet 1928, p. 163.

(90) Tribunal supérieur de Colmar, *Revue de Droit int. privé*, 1921, p. 530.

(91) Cassation Ch. civ., 12 avril 1892, Clunet 1892, p. 1171, et Justice de paix de Lille, même date, 2^e espèce.

matière d'inscription sur les listes électorales, l'appel de la décision de la commission municipale devait être fait devant le juge de paix. Celui-ci ne doit statuer que lorsque les preuves de la nationalité, apportées par l'intéressé lui paraissent sincères et formelles. C'est ainsi qu'un nommé Sartini demandait l'inscription sur la liste électorale de Sartène de trente-quatre électeurs. La question se posait de savoir s'ils étaient Français et investis de leurs droits politiques. Le juge de paix trancha le différend et ordonna leur inscription. La seule preuve qui fut présentée était un certificat du maire de Sartène, en date du 29 février 1892, attestant que les électeurs contestés étaient nés en France de mères qui y étaient nées. Mais cette sentence fut déférée à la Cour de Cassation, qui la cassa pour la raison suivante : « Qu'il n'était pas possible de tirer d'une semblable déclaration dans un simple certificat de maire, la preuve de la nationalité ». Cependant, il faut retenir que les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire et ne sont jamais liés par les actes ou les certificats qu'on peut leur présenter.

Dans un arrêt du 15 avril 1926, la Cour de Cassation a nettement défini sa position sur ce point (92). Le 17 février 1913, le nommé Messaoud Giami décède à Tunis, laissant une assez grosse fortune. Conformément à la loi hébraïque, il avait fait un testament par lequel il exhérédait ses filles au profit de ses descendants mâles. Mais les filles du de cujus, Cohen Giami et Hassid Giami, ne voulurent pas perdre leur part dans la succession de leur père. Elles considérèrent cette exhérédation comme illécite et attaquèrent le testament devant le Tribunal de Tunis. La question de la nationalité de leur père vint leur

(92) Cassation civ., 15 avril 1926, *Clunet* 1928, p. 161. — Voir de plus : Amiens, 26 nov. 1891, *Clunet* 1895, p. 412; Bordeaux (1^{re} Ch. de la Cour) 13 juillet 1892, *Clunet*, 1892, p. 1168; Montpellier, 28 janvier 1895, *Clunet*, 1895; Aix, 9 juillet 1903, *Clunet*, 1904, p. 150.

fournir un sérieux argument. En effet, elles prétendaient que Messaoud Giami était de nationalité française et que, par conséquent, il lui était interdit de tester dans la forme hébraïque, il aurait dû, au contraire, se conformer aux règles prescrites par la loi française. Les demanderesses s'offrirent à prouver la nationalité française de leur père. Elles affirmaient entre autres que Messaoud Giami avait été immatriculé le 10 juillet 1871 au Consulat de France à Tunis comme né dans cette ville vers l'année 1845 de parents algériens. De plus, elles se basaient sur la preuve testimoniale. Mais le tribunal de cette ville déclara dans ses motifs, notamment, que s'il était exact que Messaoud Giami avait été immatriculé au Consulat de France, à Tunis, cette inscription avait été faite sur la seule production d'un passeport qui lui avait été délivré à Bône, le 5 juin 1871. Celui-ci ne saurait par lui-même consacrer définitivement sur la tête du dit la qualité de Français. Et cette juridiction ajoute : « Un passeport n'est en définitive que l'attestation par l'autorité administrative de l'identité d'un individu et l'autorise à voyager librement. Les mentions et spécialement celles relatives à la nationalité du porteur demeurent toujours contestables et soumises au contrôle des tribunaux ». Cette question une fois tranchée, le tribunal fait montre d'un sage scepticisme au sujet de la preuve testimoniale lorsqu'il déclare : « la révision qui a entraîné l'inscription de Messaoud Giami comme simple protégé français a été faite à la suite de l'établissement du protectorat et avec le plus grand soin, après des enquêtes dans lesquelles les intéressés ont été appelés à produire toute justification utile et nécessaire ; que rien n'est plus facile que de trouver des témoins complaisants pour attester la nationalité française d'un individu ». Les dames Cohen et Hassid Giami frappèrent ce jugement d'appel, mais la Cour d'Appel de Tunis confirma purement et simplement la décision des premiers ju-

ges. Les demanderesses voulant épuiser toutes les voies de recours, déférèrent cet arrêt à la Cour de Cassation qui rejeta le pourvoi en disant « que les déclarations fondées exclusivement sur les circonstances de la cause et sur des documents dont les juges du fait ont souverainement apprécié la force probante, n'impliquent aucune contradiction, qu'elles échappent au contrôle de la Cour de Cassation et qu'elles justifient légalement la décision par laquelle la Cour d'Appel a refusé de reconnaître à Messaoud Giami la nationalité française ».

§ 4. — *Quels sont les effets du jugement rendu par le Tribunal ?*

Dans toute instance, lorsqu'une décision est rendue par une juridiction et lorsque cette décision est devenue définitive, c'est-à-dire lorsque les voies de recours ont été épuisées, ou bien lorsque les délais qui permettent de saisir les juridictions supérieures se sont écoulés, la question que l'on doit se poser est celle de savoir quelle est la portée de cette décision.

Les principes généraux du droit nous apprennent que l'on peut classer les jugements en deux catégories, les jugements constitutifs d'un droit nouveau, ne rétroagissant pas et les jugements déclaratifs d'une situation préexistante ayant un effet rétro-actif. D'autre part, l'ordre public est intéressé à ce que une question, une fois tranchée par le tribunal ne puisse pas être remise en cause. C'est le principe de l'autorité de la chose jugée. Mais cette vérité de la chose jugée est purement relative, en ce sens que l'exception de chose jugée ne peut être opposée qu'à ceux qui ont été partie au premier procès. Il faut, en plus de l'identité de personnes, une identité d'objet et une identité de cause. Quels sont, à ces deux points de vue,

les effets du jugement qui reconnaît à une personne déterminée la nationalité française ?

Lorsque la question de nationalité est portée devant un tribunal, les juges ne font que constater la qualité de Français ou de non Français de telle personne. Ils contrôlent uniquement si les conditions requises par la loi pour se prévaloir de cette qualité sont remplies. Ils n'ont pas le pouvoir nécessaire pour lui attribuer une nationalité. C'est ce que pense M. NIBOYET quand il déclare « qu'il n'existe pas, dans notre droit, de jugement faisant acquérir la qualité de Français et qui, par suite, soit constitutif d'un état » (93). Le jugement rendu aura donc un effet déclaratif, c'est-à-dire qu'il rétroagira au jour où l'individu auquel il s'applique a été Français d'origine.

Mais à qui ce jugement va-t-il être opposable ? A toutes personnes ou bien seulement à celle qui est partie au procès : le procureur de la République ? Aura-t-il un effet « erga omnes » ou bien un effet « inter partes » ? On voit l'intérêt de la question qui est immense. Non seulement chaque personne a besoin d'être fixée sur sa véritable situation de national ou d'étranger, mais encore et surtout les tiers — et nous entendons ce mot dans un sens très large — qui contractent ou pourront contracter plus tard avec elle. Si l'on peut opposer le jugement intervenu à tout le monde, bref, s'il a un effet absolu, la preuve de la nationalité par décision de justice se révélera comme extrêmement précieuse et rachètera en quelque sorte ses défauts : longueur et coût de l'instance. Si par contre on ne peut l'opposer qu'à la personne partie au procès, la valeur d'une telle décision au point de vue de la preuve sera à peu près nulle, car n'importe qui pourra la méconnaître.

Le législateur a négligé de résoudre à propos de chacune des actions cette importante question de l'effet des

(93) NIBOYET : Manuel de Droit international, p. 65 et s.

jugements qui les terminent. Ceux qui intéressent les droits patrimoniaux, c'est-à-dire ceux qui portent sur des intérêts appréciables en argent ont un effet relatif. Cette solution ne fait aucun doute puisque l'article 1351 du Code civil se prononce expressément en ce sens. Il n'existe aucun inconvénient à reconnaître un tel effet aux jugements statuant sur ces questions. Il est juste et logique à la fois qu'il s'applique uniquement à ceux qui ont contracté une obligation quelconque, puisqu'ils sont seuls à en profiter. Mais doit-il en être de même pour tous les jugements et notamment pour ceux touchant à la nationalité ?

Une question analogue s'était jadis posée. On s'était demandé si l'effet relatif s'appliquait aux jugements rendus sur l'état des personnes (94). D'aucuns pourront penser qu'il s'agit non d'une question analogue, mais de la même, puisque d'après eux la nationalité est une question d'état. Le principe de la relativité de la chose jugée produit des complications et des inconvénients considérables qui n'avaient pas échappé à nos anciens auteurs. On disait qu'il paraissait convenable d'organiser une doctrine spéciale afin de les prévenir, c'est pourquoi on a assisté au cours des siècles derniers à l'éclosion de toute une série de systèmes, d'artifices se proposant de concilier les principes avec les intérêts de la pratique.

Ce fut d'abord la théorie du contradicteur légitime. Relativement ancienne puisqu'elle a été ébauchée par Cujas et ses disciples qui prétendirent la tirer des textes romains, comme les post-glossateurs avaient déjà fait pour forger la théorie des statuts, elle a été reprise par Bertrand d'ARGENTRÉ (95) qui lui a donné une forme définitive. Il déclare que « la commune et arrêtée résolution est qu'un juge-

(94) Voir *Traité pratique de Droit civil*, par PLANIOL, RIPERT et SAVA-
TIER, t. 1, et BUENOIR: *Autorité de la chose jugée en matière d'état des*
personnes. Thèse Paris, 1893.

(95) *Advis sur le partage des nobles*. Question 29, n° 7 et 8.

ment donné sur la qualité de l'état de la personne fait droit et conséquence contre tous », et il ajoute « pourvu qu'il ait été donné avec contradicteur légitime ». Qu'est-ce donc que le contradicteur légitime ? C'est, dit-on, celui qui a le premier et principal intérêt. Cette théorie aurait en somme à sa base l'idée de représentation. Si à première vue cette idée est claire, elle manque de précision quand on l'examine de plus près et ses détracteurs n'eurent pas de peine pour la combattre et la réduire à néant, car ses auteurs ne purent jamais s'entendre sur la personne qui constituerait le légitime contradicteur. Le Code civil, a-t-on affirmé, l'avait admise implicitement, mais rien n'est moins certain, si bien qu'aujourd'hui elle est abandonnée et a fait place au système de l'indivisibilité de l'état. Celui-ci voit une impossibilité matérielle à ce que l'état d'un même individu diffère suivant les personnes qui le considèrent. Un enfant est légitime ou il ne l'est pas, une personne est Française ou étrangère. Donc, la première décision intervenue, soit sur la nationalité soit sur la filiation, doit faire foi pour tout le monde, sinon un second jugement pourrait intervenir, qui serait incompatible avec le premier, ce qui serait absurde. Cependant, cette théorie, pas plus que la précédente, n'a résisté aux critiques car on répond qu'il ne s'agit pas de diviser l'état mais de distinguer à l'égard de quelle personne on a réussi à l'établir. On admet aujourd'hui que l'article 1351, bien que placé dans le titre des contrats et des obligations conventionnelles, s'applique à tous les jugements. Un certain nombre d'auteurs de droit international privé, tout en constatant cet effet, se bornent à le déplorer. D'autres, au contraire, comme M. le doyen VALÉRY (96), penchent pour la solution opposée et essayent de la justifier. Il existe, dit-il, à l'encontre de ce qui est affirmé par les partisans de l'ef-

(96) VALÉRY : « Manuel de Droit international privé », 1914, n° 269

fet relatif, de nombreux cas où la question de nationalité peut être posée d'une manière principale. La nationalité, suivant cet auteur, constitue l'un des éléments de l'état civil et toute personne est intéressée à ce que son état civil soit déterminé d'une manière certaine. Cet intérêt suffit pour justifier l'existence de ce droit. Il ne faut pas oublier, ajoute-t-il, « que la question de savoir si tel individu est ou non Français, revient à décider si cette personne fait ou non partie de l'Etat français. La décision est rendue à la suite d'un débat entre l'individu lui-même et un représentant de l'Etat. Comment revenir dans une autre instance sur ce qui aura été jugé. Forcément, il y aura identité de parties puisque toujours se retrouveront en présence l'individu et l'Etat ». M. VALÉRY préfère se voir reprocher de soutenir la théorie du contradicteur légitime plutôt que d'être acculé suivant son expression aux « conséquences absurdes qu'entraîne le système que l'on combat ».

M. MAURY (97) soutient aussi que l'effet absolu est souhaitable et il tire argument d'un article de la loi du 10 août 1927. C'est l'article 14 b qui règle la situation de ceux qui ont pris du service militaire à l'étranger. Cette prise de service ne peut entraîner la déchéance de la qualité des Français, à moins que cette déchéance n'ait été constatée par une décision de justice passée en force de chose jugée. Cette disposition n'est que transitoire, comme l'indique le titre et il semble bien difficile que l'on puisse, grâce à elle, aller à l'encontre d'un principe fondamental. D'autres (98) enfin, considèrent que la nationalité est une matière de droit public et par conséquent

(97) MAURY: « Répertoire de Droit international privé », v° Contentieux de la nationalité, tome X, n° 595 et s.

(98) Marc ANCEL: « Action en reconnaissance de nationalité », in *Revue de Droit international privé*, 1932, p. 432 et s.

l'article 1351 est totalement étranger aux « actions en reconnaissance de nationalité ». De plus, on fait remarquer que l'effet absolu de la chose jugée au criminel n'est inscrit nulle part dans nos lois mais est cependant admise par tout le monde.

Quelle est l'attitude de la jurisprudence à ce sujet. Il faut dire qu'elle n'a pas eu souvent l'occasion de se prononcer et lorsqu'elle l'a fait, elle est loin d'admettre l'effet absolu. On cite comme exemple un jugement du Tribunal de Mont-de-Marsan réformé par un arrêt de la Cour de Pau (99). Cet arrêt est, suivant M. VALÉRY, d'une révoltante partialité. Le sieur Régis, rédacteur au « Patriote Landais », électeur et conseiller municipal à Mont-de-Marsan, avait été pour la première fois, en 1885, à l'âge de 39 ans, inscrit sur les listes électorales. Mais un autre électeur, le sieur Beyne, avocat, inscrit sur les mêmes listes que Régis, demanda la radiation de celui-ci. La commission municipale accepta cette demande et le raya comme étant étranger. Régis fit appel devant le juge de paix et souleva une question d'état. Il lui fut imparti un délai de 15 jours pour saisir le tribunal civil.

Après avoir retracé sa généalogie, le Tribunal de Mont-de-Marsan déclare: « Attendu que rayé pour cause d'extranéité des listes électorales, Jacques Régis s'est adressé au Tribunal à qui il demande de déclarer qu'il est Français d'origine ». Et plus loin, cette juridiction retient le premier document qui s'offre à ses yeux. C'est le jugement du 30 juillet 1829 qui reconnaît au père de Jacques Régis, Jean Thomas Régis, la qualité d'étranger. Le demandeur soutient que ce jugement n'est pas attributif et qu'il ne lui est pas opposable pour des raisons d'analogie avec l'art. 100 du Code civil. Mais le tribunal considéra que

(99) Tribunal de Mont-de-Marsan, et Cour d'appel de Pau, 25 juillet 1889. D. 1890-2-85.

la chose jugée était opposable à Jacques Régis. « L'enfant naît ce qu'est son père », et le déclara non Français.

Mais ce jugement fut frappé d'appel et l'affaire vint devant la Cour de Pau, toutes Chambres réunies (100). Prenant le contre-pied du Tribunal de Mont-de-Marsan, il se prononce nettement en faveur de l'effet relatif : « Sans doute, Thomas Régis a fait juger en 1829 contre l'Etat français qu'il était étranger, mais ce jugement ne peut être opposé à Jacques Régis parce que, à raison des principes établis par l'article 1351 du Code civil, il n'a pu régler la question de nationalité qu'entre Thomas Régis et l'Etat et que la présomption de vérité qui lui est attribuée ne saurait aller au delà, que l'objet de la contestation n'était pas d'attribuer à Thomas Régis la qualité de Français, mais seulement de déclarer s'il avait ou non cette qualité. Qu'accorder dans ces circonstances au jugement du 30 juillet 1829 l'autorité de la chose jugée à l'égard des descendants de Thomas Régis serait évidemment lui donner la force et la portée d'un acte qui aurait fait perdre au dit Régis la qualité de Français ». Enfin, la Cour, à la fin de l'arrêt, met en parallèle la morale et les principes du droit. Elle aime mieux faire triompher ces derniers : « Attendu que s'il peut être choquant pour la conscience et l'équité de voir revendiquer et obtenir les bénéfices et les droits de la nationalité française par celui qui a réussi à en éluder les charges et les devoirs, une telle situation relève des censures de l'opinion publique et ne saurait affranchir le juge de l'obligation d'appliquer à la cause les dispositions de la loi avec toutes les conséquences juridiques ». C'est l'application de la maxime « *dura lex sed lex* ».

(100) La Cour d'appel avant le décret du 26 novembre 1899 devait se réunir en audience solennelle lorsqu'il s'agissait d'un procès intéressant les questions d'état, la nationalité, etc..., procès qui paraissaient particulièrement graves. Aujourd'hui, ils sont jugés en audience ordinaire.

Il est regrettable dans l'intérêt des individus que les jugements rendus en matière de nationalité n'aient pas un effet absolu. Mais il faut reconnaître que ce serait aller contre un principe fondamental de notre droit et que la doctrine et la jurisprudence n'ont pas la possibilité de modifier. Mais s'il en est ainsi une constatation s'impose, c'est que la décision qui est intervenue a complètement manqué son but, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas être une preuve formelle de la nationalité.

C'est pourquoi certains auteurs se sont ingéniés à créer de toutes pièces une preuve de la nationalité et c'est l'étude de cette preuve que nous allons aborder dans la partie suivante.

DEUXIEME PARTIE

PROJETS D'ORGANISATION DE LA PREUVE DE LA NATIONALITÉ

Les diverses procédures de preuve que la pratique a essayé d'utiliser n'ont pas manqué d'apparaître avec les inconvénients et les dangers qu'elles présentaient. La carence du législateur de 1889 et de 1927 augmentait encore les fâcheuses conséquences d'une telle situation et rien ne laissait prévoir la réalisation de l'unité. On devait se contenter pour l'instant d'améliorations successives, d'amendements progressifs et attendre des auteurs les projets dont la mise en œuvre simplifierait le problème.

La doctrine n'a pas déçu les espérances et divers procédés ont vu le jour sur les propositions de plusieurs auteurs. Ces derniers n'ont peut-être pas innové mais ont eu le mérite d'adapter, de formuler, de combiner les moyens déjà employés. Ils n'ont peut-être pas donné l'œuvre définitive qu'ils rêvaient, mais leur travail solide et dont les idées fondamentales ont créé « un mouvement d'opinion » mérite de retenir notre attention.

CHAPITRE PREMIER

LA PREUVE DE LA NATIONALITÉ D'APRES M. GRUFFY

Dans un article du *Journal du Droit international privé*, M. GRUFFY (1) s'est efforcé d'atténuer les inconvénients précédemment signalés. Cet auteur voit dans l'acte de naissance l'instrument de preuve de la nationalité d'origine et sans méconnaître les insuffisances de cet acte, il se propose de le compléter et donner ainsi à la preuve un caractère d'irréfragabilité. Son but est « d'édifier de nouvelles institutions plus en correspondance avec les idées du jour et les besoins de l'avenir ». Il voudrait voir transposer dans ce domaine certaines règles que nous offre le droit maritime. Par de nombreux côtés, le droit maritime est, comme le disait M. le professeur BECQUÉ à son cours, un droit d'avant-garde. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner nombre d'institutions qu'après plusieurs

(1) GRUFFY: « Naturalisation et francisation », *Journal de droit international privé*, année 1916, p. 1526 et s.

années d'application, le droit terrestre a adoptées : hypothèques, assurances, etc...

Après avoir constaté la facilité de la preuve pour les naturalisés, les réintégrés, bref pour tous ceux au bénéfice de qui intervient un décret, M. GRUFFY déplore que les tiers avec qui l'individu contracte ne puissent pas avoir une preuve formelle de la nationalité de celui-ci, surtout lorsqu'il s'agit d'un Français d'origine. Tous ses efforts vont donc consister à créer une véritable publicité, et l'on voit apparaître ici, une fois de plus, le lien qui unit de façon très étroite les questions de nationalité et celles de publicité.

On compare en général le navire à une personne; comme elle, il a une individualité propre, un nom, un domicile, une nationalité. A l'inverse, cet auteur va assimiler la personne au navire et il émet l'avis de transposer dans l'étude présente les règles relatives à la francisation des navires. M. GRUFFY estime qu'une égalité complète doit exister entre les deux catégories de nationaux. Les Français d'origine, comme les Français naturalisés ou réintégrés, jouiront des avantages accordés par la loi à ceux qui possèdent la qualité de Français à la condition de « lever au greffe du tribunal, ou à la mairie de leur lieu de naissance, un acte de naissance francisé, plus simplement un acte de francisation ». Cependant l'auteur rend cette formalité obligatoire pour le naturalisé et seulement facultative pour le Français d'origine.

Mais la question se pose maintenant de savoir comment la francisation de l'acte de naissance de l'individu va s'accomplir. « Sauf une question de mots, dit-il, l'assimilation peut être suivie pas à pas, le port d'attache deviendra le domicile, le jaugeage le signalement ». L'acte de francisation pourrait prendre la forme d'un livret correspondant dans une certaine mesure à la carte d'identité prévue

par l'article 6 de la loi du 23 mars 1882 régissant les indigènes musulmans.

Pour franciser un acte de naissance, il est de toute nécessité qu'une autorité soit compétente pour l'ordonner. Deux voies sont théoriquement concevables, l'une d'ordre judiciaire, l'autre d'ordre administratif. M. GRUFFY n'hésite pas, il écarte résolument la première et veut donner « un lustre nouveau au bureau du Sceau ». Il ne voit aucun inconvénient à déposséder les tribunaux judiciaires des questions relatives à la nationalité. Mais il veut respecter le principe du double degré de juridiction en permettant de faire appel devant le Conseil d'Etat de la décision du bureau du Sceau. Ce dernier serait érigé en un véritable tribunal dont les sentences auraient l'autorité de la chose jugée. Elles se différencieraient de celles des tribunaux de l'ordre judiciaire en ayant un effet absolu au lieu d'un effet relatif. Pour compléter l'organisation du bureau du Sceau, M. GRUFFY verrait avec plaisir la création d'un poste de ministère public, qui pourrait être occupé par un fonctionnaire du ministre des Affaires étrangères ou de l'Office de Législation étrangère.

Entrant dans les détails, l'auteur règle la procédure de la façon suivante. Les propositions de francisation des actes de naissance seraient sans retard, publiées au *Journal Officiel*, comme pour la procédure des changements de nom. Si aucune contestation ne s'élève dans un délai à fixer, une inscription aura lieu sur les registres du Bureau du Sceau. Elle sera rédigée en termes concis et discrets. La mention de la nationalité pour le Français d'origine sera déclarative ; autrement dit, elle aura un effet rétroactif tandis que pour le naturalisé elle sera attributive. La preuve prendra un caractère d'irréfragabilité et toute personne pourra se procurer un acte de francisation, comme cela existe déjà pour les extraits d'actes de naissance.

Mais une difficulté surgit. Comment franciser l'acte de naissance d'un étranger né à l'étranger ou du Français né à l'étranger ? Le législateur a donné, il est vrai, des facilités à ces derniers dont l'état civil est uniquement constaté par des registres étrangers. En effet, l'article 47 (2) du Code décide que l'acte étranger pourra être transmis au ministère des Affaires étrangères et il pourra « en être délivré expédition ». De plus, la coutume implicitement consacrée par la loi du 20 novembre 1919 autorise l'intéressé à faire transcrire les actes d'état civil le concernant au lieu de son dernier domicile et si ce lieu est inconnu, à la mairie du 1^{er} arrondissement à Paris. Mais pour les premiers, c'est-à-dire pour les étrangers nés à l'étranger et qui se font naturaliser en France, il n'existe aucune faculté de ce genre, aussi M. GRUFFY propose-t-il de créer un lieu de naissance fictif (3). Ce projet est, sans aucun doute, ingénieux, mais n'est pas à l'abri de la critique. Il présente des inconvénients à un double point de vue : pratique et juridique.

Au point de vue pratique, il faut, certes, louer M. GRUFFY d'avoir cherché les moyens de mettre fin aux inconvénients résultant de la non organisation de la preuve. Son système a le défaut de ne pas obliger tous les Français sans distinction à faire franciser leur acte de naissance. Nous l'avons vu, cette mesure est facultative pour le « Français-né » et les tiers qu'il veut protéger ne le sont nullement. Si au contraire, tous les Français sont soumis

(2) Le paragraphe second de cet article a été ajouté par une loi du 8 juin 1893

(3) La détermination de ce lieu de naissance fictif est longuement étudié par l'auteur. Après avoir écarté plusieurs villes de France trop proches de la frontière, trop souvent menacées par les guerres et les invasions, il estime que « villes bien abritées derrière le Massif Central, bien desservies par les lignes de chemins de fer, chefs-lieux de Cours d'appel », Riom ou Limoges, répondrait à ce but.

à la francisation ne va-t-on pas surcharger le bureau du Sceau et le Conseil d'Etat d'un labeur écrasant ? Les juridictions ne fonctionneraient normalement qu'après un certain nombre d'années d'un travail acharné pendant lequel le problème resterait entier. En somme, pareille proposition ne peut pas faire l'objet d'une application immédiate.

Au point de vue juridique, la francisation va donner à l'acte de naissance une valeur absolue et définitive. Il faut reconnaître que ce caractère est essentiel pour que la preuve soit bonne. Mais on ne peut s'empêcher de constater que cette règle est contraire aux principes généraux du droit. Les énonciations contenues dans l'acte de naissance n'ont pas toutes la même valeur. Certaines fournissent, comme on l'a dit « des éléments, des matériaux, rien de plus ». De plus, vouloir donner un caractère définitif, c'est encore aller à l'encontre des principes. En matière de nationalité, toute personne est libre d'abandonner sa patrie pour en adopter une autre. Son acte de naissance francisé semblerait lui conserver, malgré sa naturalisation étrangère la nationalité française. Il faudrait prévoir une procédure inverse, une sorte de « défrancisation », comme il existe actuellement, dans notre droit, une « dénaturalisation ».

Mais la plus vive critique que l'on puisse adresser à M. GRUFFY est la scission qu'il veut opérer, au point de vue de la compétence de l'autorité qui ordonnera la francisation. Cette question ne laisse pas de présenter des avantages pour l'individu, l'Etat est, d'après lui, intéressé. Mais ce n'est pas, à notre avis, une raison suffisante pour enlever aux tribunaux judiciaires le droit d'en connaître. On pourrait dire, avec M. ZEBELLOS (4), « qu'il serait impolitique et dangereux de confier cette grave décision à des fonctionnaires de l'ordre administratif sur l'impar-

(4) ZEBALLOS : « La nationalité », tome 1, pages 408-409.

tialité desquels il n'y a pas toujours lieu de compter ». Les juridictions civiles sont d'un commun accord, les juges naturels des individus. Les erreurs de droit y sont rares tandis que — et M. GRUFFY lui-même en convient — devant le bureau du Sceau, de nombreuses erreurs de ce genre sont à redouter. Bien plus, il faut reconnaître que le législateur a donné compétence aux tribunaux civils dans des affaires où le caractère public était nettement apparent. Pourquoi ne pas suivre la même ligne de conduite pour la nationalité ?

Quoi qu'il en soit, et malgré les imperfections que nous avons signalées, le système élaboré par M. GRUFFY méritait que l'on s'y arrêtât un instant.

CHAPITRE DEUXIEME

LA PREUVE DE LA NATIONALITÉ D'APRES M. CHAMPCOMMUNAL (5)

Le système la francisation, sans doute fort séduisant, se rapproche beaucoup de la preuve formelle que les jurisconsultes modernes considèrent comme la perfection. Mais ses avantages nombreux ne laissent pas d'être doublés d'inconvénients assez grands et son étude nous a fait entrevoir la place de systèmes que les auteurs et M. CHAMPCOMMUNAL, en particulier, se proposent de rendre surtout pratiques.

M. GRUFFY, nous venons de le voir, base son système sur l'acte de naissance, mais la notion de francisation, à laquelle il fait appel est pour le moins compliquée. Ne pourrait-on pas, tout en gardant les avantages d'un tel principe, en atténuer les inconvénients ? Les efforts de M. CHAMPCOMMUNAL ont tendu à trouver ce moyen. Il se

(5) Voir le texte de son système. Annexe, n° 1.

défend de créer un système parfait et donne à ce dernier un point de départ commun avec celui de M. GRUFFY : l'acte de naissance. Mais l'organisation pratique de sa théorie accentue la différence entre les deux. Le système, si souvent repris, du casier civil, serait étendu à la nationalité. Pourquoi, du moment que des lois, dans les domaines les plus différents, paraissent s'acheminer vers ce système, ne l'étendrait-on pas à la nationalité ? Il faut reconnaître que cette pratique prend une place toujours croissante dans le cadre de nos institutions. L'auteur verrait avec plaisir mention de la nationalité sur les registres de l'état civil, en marge de l'acte de naissance. Non seulement les déclarations d'option reçues par la Chancellerie en vue de l'acceptation ou de la répudiation de la nationalité française, les décrets de naturalisation, de réintégration, y trouveraient place, mais encore et surtout les décisions de justice reconnaissant ou déniaut la qualité de Français à une personne. M. CHAMPCOMMUNAL (6) se montre surpris « que l'action en déclaration de nationalité ne fasse l'objet d'aucun règlement ». C'est, ajoute-t-il, le mâquis de la procédure avec ses embûches. Aussi ne serait-il pas éloigné d'approuver la recevabilité de l'action par la jurisprudence moderne.

Il pense qu'il existe une très grande ressemblance entre les jugements de divorce et les jugements terminant une procédure relative à la nationalité. La transcription à l'état civil est une mesure de publicité utile aux parties et destinée à prévenir les tiers. Or, ce sont les buts que l'on recherche dans la matière qui nous occupe. Rien n'empêche que l'on applique à la transcription de ce jugement les règles contenues dans l'article 252 du Code civil et relatives à la transcription du jugement de divorce.

(6) J. CHAMPCOMMUNAL : « Une réforme législative nécessaire, la preuve de la nationalité à organiser, op cit. »

Mais s'il y a transcription d'un jugement, il faut nécessairement savoir quelle sera l'autorité compétente pour statuer sur la nationalité. L'auteur repousse le système de M. GRUFFY, que nous venons d'examiner, et croit que les tribunaux de l'ordre judiciaire doivent seuls connaître de ces questions. « Un seul point, dit-il, est certain, les litiges relatifs à la nationalité, par le seul fait qu'ils touchent à l'état des personnes ressortissent au tribunal civil ». Les intérêts des individus sont mieux sauvegardés par les tribunaux judiciaires que par les juridictions administratives qui peuvent être tentées de satisfaire les intérêts de l'Etat plutôt que ceux des personnes.

Une telle façon de voir présente de grands avantages, théoriques et pratiques. Il ne porte pas atteinte aux principes généraux du droit qui veulent que la compétence soit judiciaire. De plus, les tiers, intéressés à connaître la situation des personnes avec lesquelles ils contractent, pourront ainsi s'en procurer une attestation formelle. Ils seront protégés. M. CHAMPCOMMUNAL reconnaît cependant que le Bureau du Sceau est qualifié pour étudier pratiquement ces questions. C'est pourquoi il devra être obligatoirement consulté en tant qu'administration, par le tribunal civil et l'institution aura le mérite d'offrir des avantages certains sans le moindre inconvénient. En effet, le Bureau du Sceau aura pour mission d'éclairer le tribunal sans pouvoir, en quelque manière que ce soit, le lier.

Il n'est pas impossible que des faits nouveaux révèlent des erreurs. En effet, elles auraient pu se glisser dans la sentence à l'insu des juges. En ce cas, l'auteur prévoit que la mention de la nationalité, faite dans l'acte de naissance, pourra être rectifiée, sur requête de l'individu lui-même ou sur celle du Procureur de la République, suivant en cela la procédure instituée par le Code de Procédure Civile dans les articles 855 et suivants, relatifs à la rectification des actes de l'état civil. Il faut noter que M. CHAMPCOMMU-

NAL ne donne pas seulement le droit d'agir aux personnes que nous venons d'indiquer, mais aussi aux tiers justifiant d'un intérêt légitime. La loi de 1906 sur les actes de naissance des enfants naturels ne sera pas violée. Les bulletins de naissance qui seront délivrés aux tiers en vertu de cette loi devront porter la mention de la nationalité de l'individu.

Le jugement ainsi transcrit sera opposable à tout le monde et toute personne pourra s'en prévaloir. L'acte de naissance mentionnant la nationalité française suffira à établir cette nationalité d'une façon certaine, à la condition que cet acte n'ait pas été délivré depuis plus de trois mois.

Cependant un tel système n'est pas parfait, deux reproches peuvent lui être adressés. D'abord une critique d'ordre théorique, la plus importante. Il faut reconnaître que l'opposabilité aux tiers du jugement concernant la nationalité fait bon marché des principes du droit qui veulent, comme nous l'avons indiqué dans la partie précédente de cet ouvrage, la relativité. Il semble difficile de rompre avec ces principes, à moins d'un texte spécial.

Une autre critique, d'ordre pratique, peut être faite comme elle l'a été bien souvent, au casier judiciaire. Nous n'en parlerons que pour mémoire, puisqu'elle a été réfutée. Si l'on ajoute la nationalité aux mentions qui doivent être inscrites en marge de l'acte de naissance, ne pourrait-on pas craindre que la marge existant déjà soit insuffisante ? Nous ne le pensons pas, car il est infiniment rare qu'une personne remplisse les conditions nécessaires pour que toutes les mentions rendues obligatoires par les différentes lois soient inscrites sur son acte de naissance.

CHAPITRE TROISIEME

ESSAI DE CONSECRATION LEGISLATIVE PROPOSITION DE LOI SUR LA PREUVE DE LA NATIONALITÉ

Les fâcheuses répercussions de la guerre mondiale, sur la situation des individus, le plus souvent Français mais dans l'impossibilité de rapporter la preuve de cette nationalité, attirèrent l'attention, non seulement des juristes, mais encore donnèrent naissance à une suggestion d'origine parlementaire. MM. André HONNORAT, DESPLATS, Edouard IGNACE, André PAISANT, LANDRY, LUGOL, déposèrent, sur le bureau de la Chambre des Députés, le 23 février 1917, une proposition de loi (7) tendant à organiser « une procédure expéditive en matière de preuve de la nationalité ». Mais une telle proposition devait, comme bon nombre d'autres, hélas ! être renvoyée à la Commission de législation civile de la Chambre, d'où, à notre con-

(7) Voir le texte de cette proposition de loi dans l'Annexe, n° 2.

naissance, elle n'est pas encore sortie (8). C'est pour le moins regrettable, car elle permettait d'atténuer, dans une très large mesure, pour ne pas dire de supprimer, les inconvénients inhérents à la non organisation de ce genre de preuve.

Dans un exposé des motifs, fortement documenté, les auteurs de cette proposition constatent qu'il existe un nombre toujours croissant d'hypothèses dans lesquelles les individus et, notamment, « les modestes travailleurs, surtout depuis le merveilleux essor de la législation ouvrière sous la III^e République », sont dans l'obligation de rapporter une preuve de leur nationalité.

Dans l'état actuel de notre droit, la procédure seule possible est de s'adresser aux tribunaux, comme nous l'avons vu dans notre première partie. Mais M. André HONNORAT et ses collègues pensent qu'elle est trop longue et trop coûteuse, la procédure qui oblige l'intéressé à « passer successivement par le Tribunal civil, la Cour d'Appel, la Chambre des Requêtes et, enfin, la Chambre Civile de la Cour de Cassation ». Doit-on obliger l'individu, même avec l'aide de l'assistance judiciaire, à suivre pareille filière ? Ils ne le croient pas. C'est pourquoi ils ont voulu créer une preuve « expéditive ».

La décision qui intervient dans une instance ordinaire et qui déclare Française ou non Française une personne présente ici un inconvénient majeur : c'est le principe de la relativité des jugements. Les idées misent à la base de

(8) Dans l'exposé des motifs, les auteurs avaient demandé que cette proposition de loi soit discutée et votée avant la conclusion du traité de paix qui mettra fin à la guerre. Ils ont pensé très justement que le traité « pourra dans la métropole et dans les colonies, comporter des rétrocessions de territoires ayant pour conséquence des dénationalisations ». Ils ajoutaient qu'il serait bon « d'avoir tout prêt un corps de magistrats compétents, avec des habitudes de travail rapides et plus généralement un organe administratif meilleur que celui qui a fonctionné au lendemain des traités de Vienne, de Turin ou de Francfort.

cet exposé des motifs ne sont pas, il est vrai, très neuves. Nous avons vu que MM. GRUFFY et CHAMPCOMMUNAL considéraient que les actes de l'état civil, étant à la disposition du public, des intéressés comme des tiers, devaient être le point de départ de leurs constructions. M. André HONNORAT et ses collègues ne pensent pas autrement, mais comme en lui-même, l'acte de naissance ne constitue pas une preuve formelle de la nationalité, ils veulent, comme les auteurs précédents, « l'habiliter à remplir cette fonction ».

Mais comment arriver à ce résultat ? C'est sur ce point que réside l'originalité du système. Il est un fait certain, c'est que « malgré que la nationalité ressortisse au droit public autant qu'au droit privé », les tribunaux administratifs ne sauraient en aucun cas connaître de ces questions, réservées aux tribunaux judiciaires.

Suivant, disent les auteurs de la proposition de loi, « les suggestions d'un journal professionnel aux tendances démocratiques », ils mettent à la base de l'instance une collaboration très étroite entre le Juge de Paix et le Ministère de la Justice. Qu'y a-t-il d'étonnant à donner compétence au juge unique ? N'a-t-il pas, depuis longtemps, été désigné par le législateur pour recevoir les demandes en vue d'acquiescer ou de répudier la nationalité française de la part d'individus qui, suivant l'expression de la Cour de Cassation, n'étaient Français que sous condition suspensive ? Mais, pour tenir la balance égale entre les droits de l'Etat et ceux de l'individu, MM. HONNORAT, LANDRY, etc..., inaugurent le système suivant. On chargerait le Procureur de la République de remplir par écrit, devant le juge de paix le rôle qui lui est dévolu devant le Tribunal civil dans les affaires communicables. Par ces écrits, il « recommandera au juge l'adoption d'une jurisprudence bien mise au point et surtout d'une thèse conforme aux intérêts de l'Etat ». On pare ainsi aux dangers que pourraient

présenter, dans certains cantons, surtout ceux éloignés des frontières, où les questions de nationalité ne sont pas souvent agitées, « l'inexpérience de quelques juges de paix en matière de nationalité ». Mais, dira-t-on, pourquoi le juge de paix et non le Tribunal civil qui est cependant compétent pour toutes les questions qui touchent à l'état des personnes ? Les auteurs répondent en rappelant que ces modestes magistrats sont juges d'appel des décisions émanant des commissions municipales en matière électorale. Il faut, en effet, se souvenir que la jurisprudence leur reconnaît le droit de déclarer Française ou non Française une personne qui est portée sur la liste lorsque la contestation ne semble pas sérieuse. N'est-il pas logique de permettre à ce magistrat de connaître des questions relatives à la nationalité dans tous les cas ?

Si l'on examine à présent la procédure que les auteurs de la proposition de loi ont adoptée, on s'aperçoit que deux idées les ont surtout guidés : la rapidité et la gratuité.

L'action serait introduite par la rédaction, au Greffe de la Justice de paix, d'une déclaration en double exemplaire. L'un restera entre les mains de l'intéressé, l'autre sera transmis « d'urgence » au Parquet. Cette déclaration contiendra l'énumération des actes de l'état civil, ou les articles de loi que l'individu invoque à l'appui de sa nationalité française. De plus, elle pourra être faite par procuration.

Le juge de paix devra statuer dans « la huitaine » du retour de l'exemplaire envoyé au Parquet. La décision de ce magistrat acquerra force de chose jugée un mois après la date du prononcé. Comme tout tribunal ou tout juge est sujet à l'erreur, MM. HONNORAT et ses collègues n'excluent pas les voies de recours. Ils adoptent le délai fixé par l'article 13 de la loi du 25 mai 1838, pour l'appel et qui est de 30 jours. Ils étendent ce même délai de 30 jours pour le pourvoi en Cassation. Ce dernier sera porté di-

rectement devant la Chambre Civile, il n'y aura ni frais, ni amende, il sera dispensé de l'intermédiaire d'un avocat à la Cour de Cassation et sera jugé « d'urgence ».

Suivant les règles générales, la sentence rendue étant devenue définitive, par non appel ou non pourvoi, elle sera transcrite en marge des registres de l'état civil, elle sera concise et discrète pour éviter de révéler aux tiers les secrets de famille en conformité avec la loi de 1906. Afin que ces derniers soient avertis de la nationalité de la personne avec laquelle ils contractent, on ajoutera la nationalité aux énonciations que les dépositaires des registres sont tenus d'insérer dans les extraits de naissance en vertu de l'article 57, dernier alinéa du Code civil, comme pour la mention du mariage. Une telle organisation de la preuve de la nationalité sera, sans contredit, extrêmement utile pour la plupart des Français. Mais elle serait illusoire si tous les individus conservaient cette mention sur les actes de naissance, alors qu'ils ont perdu, pour une des raisons que la loi a énumérées la nationalité française. Ainsi a-t-on été amené dans l'article 10 à habiliter le Procureur de la République à intenter, même par défaut, une action en « dénationalisation » contre tout ressortissant Français. Cette procédure aboutira à une inscription en marge de l'acte de naissance de l'individu.

Quelle sera la valeur du jugement qui interviendra ? Faisant prévaloir les intérêts pratiques sur les purs principes juridiques, les auteurs n'ont pas hésité à lui conférer une valeur absolue, opposable à tout le monde, alors que l'on admet très généralement aujourd'hui que le principe de l'autorité relative s'applique à tous les jugements et spécialement à ceux rendus en matière d'état. En définitive, avec un tel système, la sentence du juge de paix constatant la nationalité de l'individu empêchera la ques-

tion de se rouvrir chaque fois qu'un nouvel intéressé n'aura été ni partie ni représenté au procès.

Nous avons, dans les lignes qui précèdent, essayé d'exposer aussi clairement qu'il nous a été possible, le système des rédacteurs de la proposition de loi du 23 février 1917. Que devons-nous en penser ? Il faut les louer d'avoir essayé de faire passer la solution du problème du plan de la théorie dans celui de la pratique. Cependant, nous ne saurions accepter une telle rédaction, car, à notre sens, elle contient certaines imperfections.

On ne saurait méconnaître les raisons que MM. HONNORAT et ses collègues nous donnent et qui militent en faveur de la compétence du juge de paix en matière de nationalité, mais on peut ne pas les trouver péremptoires. En effet, si l'on met à part le contentieux des élections, ce juge se borne, en matière de nationalité, à n'être qu'un greffier. Il enregistre les options et les déclarations de nationalité et c'est tout. Vouloir étendre de cette façon sa compétence c'est mettre en échec, dans une certaine mesure, celle qui est reconnue par la loi de 1927, au Tribunal Civil. On se trouverait ainsi en présence d'une dualité de compétence, car, enfin, l'action en « dénationalisation » de ces auteurs se rapproche singulièrement de l'action en « déchéance » prévue par l'article 10 de la loi du 10 août 1927.

Mais ce n'est pas tout, à cet inconvénient vient s'en ajouter un autre. On place à côté du juge de paix le représentant du ministère public qui exerce ses fonctions près du Tribunal Civil : le Procureur de la République. On a senti qu'il y avait là quelque chose qui ne cadrerait pas, puisque on a dispensé le Procureur de la République de paraître à l'audience, et qu'on lui a fait l'obligation de déposer des conclusions écrites.

D'autre part, on pourrait craindre que le juge de paix ne soit surchargé d'un travail accablant. En effet, n'a-t-il

pas déjà fort à faire pour trancher les litiges dont des lois de plus en plus nombreuses lui assurent la compétence.

Quoi qu'il en soit, une telle proposition de loi, si elle avait été discutée et votée en temps utile, aurait réalisé un progrès sensible dans l'administration de la preuve de la nationalité française. Les quelques imperfections que nous venons d'énumérer n'auraient pas manqué d'apparaître dans la pratique. Il eût mieux valu avoir une institution imparfaite que d'en manquer complètement.

TROISIEME PARTIE

**LA PREUVE DE LA NATIONALITÉ
EN DROIT COMPARÉ (1)**

Le silence de la loi française au sujet de la nationalité d'origine nous a fait entrevoir, dans les chapitres précédents, la nécessité d'une réforme, à laquelle d'ailleurs, un certain nombre d'auteurs se sont employés. Les différents problèmes qui ont été envisagés dans la présente étude, se sont également posés, sans aucun doute, aux législations étrangères. Il n'est pas sans intérêt de jeter un coup d'œil d'ensemble sur les solutions que ces législations ont adoptées et d'examiner dans quelle voie elles se sont engagées pour résoudre ce problème. Elles peuvent, en effet, nous fournir des enseignements, des indications utiles et ce sont ces enseignements, ces indications, que nous voudrions dégager maintenant.

(1) Lorsque nous avons entrepris cette étude, nous pensions trouver des documents plus nombreux, mais notre espérance a été déçue.

Lorsque l'on étudie le droit étranger, il est de règle de grouper les législations suivant les tendances vers lesquelles la race, les affinités les poussent. Cette discrimination trouve sa cause dans la différence de caractère de chaque peuple. Mais cette distinction ne peut pas être retenue pour la question qui nous occupe ici. En effet, on trouve des législations de race latine qui n'ont organisé aucune preuve de la nationalité, comme la France, alors que la Belgique l'a ébauchée. Par contre, certaines nations de mœurs germaniques ou nordiques s'en sont préoccupé et d'autres sont restées muettes.

On constate dès l'abord lorsqu'on examine les droits des différents Etats que cette question est totalement inconnue d'un certain nombre d'entre eux. Ce sont les pays qui ont adopté pour fondement de leur loi sur la nationalité le principe du *jus soli*. C'est le point de vue admis par la plupart des pays de l'Amérique Latine (2). Ce principe n'est plus « un vestige abhorré de la féodalité », mais une garantie d'indépendance et surtout une garantie de peuplement. C'est le *jus soli* qui, suivant l'expression de M. J. BRAUX SCOTT, a fait la fortune du monde occidental. Dans ces pays sont considérés comme nationaux d'origine ceux qui sont nés sur le territoire. La preuve sera facile à rapporter ; il suffira de faire celle de la naissance, puisque nationalité d'origine et naissance se confondent.

Il est à remarquer que dans certains pays, ce sont des influences d'ordre extérieur, telles que les traités de paix, ou bien la configuration géographique ou ethnique qui ont conduit le législateur à organiser la preuve de la nationalité.

Il serait intéressant d'étudier les règles très strictes auxquelles est subordonnée cette sorte de preuve, surtout lors-

(2) Notamment le Brésil, le Chili, la République Argentine. Sur ces pays, voir l'ouvrage de M. Zeballos.

que la nationalité est elle-même subordonnée à des conditions raciales comme en Allemagne, mais l'absence de documentation à cet égard nous interdit, bien à regret, cette étude.

Quoi qu'il en soit, les différents systèmes de preuve que nous avons examinés dans notre première partie : acte de naissance, déclaration du pouvoir exécutif, se retrouvent dans les législations étrangères. Fidèle à cette classification simple et logique, nous grouperons les quelques pays qui ont consacré un ou plusieurs articles de leur loi sur la nationalité à cette preuve suivant le système adopté par eux. Enfin nous n'aurons garde d'oublier, et ce sera le couronnement de notre ouvrage, les tentatives faites par la Société des Nations dans le but d'unifier le droit international privé et plus particulièrement la preuve de la nationalité.

CHAPITRE PREMIER

PAYS ADMETTANT COMME PREUVE UNE DÉCLARATION DU POUVOIR EXÉCUTIF

Il faut reconnaître que les législations qui adoptent cette façon de voir sont les plus nombreuses et il n'est pas étonnant qu'il en soit ainsi. Dans tous les pays du monde, la législation interne reconnaît au pouvoir exécutif le droit d'accepter ou de refuser discrétionnairement les demandes de naturalisation déposées par les étrangers. Il était donc naturel que l'on s'adressât au même pouvoir et qu'on lui donnât compétence pour affirmer la nationalité des individus. D'autre part nombre d'entre eux ont subi l'influence de la théorie de l'allégeance, théorie anglaise d'après laquelle l'Etat se retrouve dans la personne du souverain.

C'est ce qui se passe, notamment, dans la législation suédoise (3). La loi de 1894, qui régissait les nationaux de

(3) Répertoire de Droit international privé par de La Pradelle et Ni-boyet, tome IX, v^e Nationalité suédoise, et Petersen: « Traits caractéristiques du droit scandinave » in *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1928, p. 143.

ce pays, était, aux dires de certains, à plusieurs points de vue. imparfaite et surannée. Elle faisait une part très importante au jus soli. Aussi fut-elle remplacée, le 23 mai 1924, par une nouvelle loi qui, sans abandonner totalement le jus soli, accepte cependant, pour une large part, le jus sanguinis. On trouve dans la législation suédoise un reste d'allégeance comme nous l'indiquions tout à l'heure. En effet, l'article 10 fait une obligation à tout Suédois qui désire abandonner cette nationalité, de demander l'autorisation au Roi. Dans l'article suivant, il est indiqué que le Suédois ou la Suédoise qui désire prouver sa nationalité d'origine, devra s'adresser au Roi. Après avoir entendu la Cour Administrative Suprême, celui-ci délivrera au demandeur un certificat attestant qu'il est Suédois d'origine.

Nous trouvons un système analogue en Finlande (4). Séparé de la Russie après la défaite des armées rouges, ce pays a été érigé en République. La loi réglant la nationalité est celle du 17 juin 1927. Elle prévoit que le citoyen finlandais pourra obtenir du Président de la République qu'il rende une décision statuant sur sa nationalité.

La législation yougoslave (5) du 21 septembre 1928, est venue unifier les lois sur la nationalité des différents pays qui composent ce royaume. Elle donne compétence non plus au pouvoir exécutif, au chef de l'Etat, mais à l'autorité administrative, pour délivrer des certificats de nationalité aux sujets qui en feront la demande.

En Europe Central, il existe un Etat qui, à la fin des hostilités, a connu, tant au point de vue intérieur qu'au point de vue extérieur, de nombreuses vicissitudes. C'est

(4) Répertoire de Droit international privé, t. IX, V^o Nationalité Finlandaise.

(5) *Id.* V^o Nationalité Yougo-Slave et le Droit international privé yougo-slave, in *Bulletin de l'Institut intermédiaire de Droit international*, 1926, p. 240. ,

l'Autriche (6). L'ancienne monarchie dualiste comprenait un certain nombre de peuples ayant une langue et des institutions propres. Aussi la nationalité de cet Empire était-elle très compliquée et il est, semble-t-il, nécessaire que nous nous y arrêtions un instant. De 1849 à 1867, il n'y avait qu'une seule nationalité, mais, depuis cette date, il en a existé plusieurs. La législation austro-hongroise connaissait et connaît encore, d'ailleurs, une institution spéciale que l'on appelle le « Heimatrecht » ou « indigenat ». C'est le droit individuel d'appartenir d'une manière durable à une commune, droit acquis en vertu de certains faits. Entre 1918, époque à laquelle s'écroule l'Empire et 1920, date de la mise en vigueur du traité de Saint-Germain, on peut dire qu'au point de vue de la nationalité, c'est une période d'anarchie. Le traité de paix basé sur le domicile a pour conséquence de créer de très nombreux cas d' « apatridie » en Europe Centrale. Et l'on en arrive enfin à la loi qui régit actuellement ce pays, Etat fédéral, et qui est la loi du 30 juillet 1925, n° 285. Elle a été complétée par une ordonnance du Chancelier Fédéral du 1^{er} octobre de la même année.

D'après les §§ 19 et 20 de la loi et le § 1 de l'ordonnance, on s'aperçoit que le système employé pour prouver la nationalité se rapproche singulièrement de celui que nous avons étudié précédemment. La loi crée la « Landesburgerschaft », qui constitue la nationalité d'un pays faisant partie de l'Etat fédéral autrichien, et la « Bundesburgerschaft », ou nationalité fédérale. La possession de la première doit être assurée à tout Landesburger sur sa demande par la remise d'un certificat de nationalité appelé « Staatsangeorikeitnachweis ». De même la possession de la deuxième doit être certifiée dans la même forme aux citoyens de la Fédération qui n'ont pas de Heimatrecht

(6) *Id.* V° Nationalité Autrichienne.

et, par conséquent, pas de Landesburgerschaft, et cela sur leur demande.

Quelle va être l'autorité compétente pour délivrer ces certificats ? L'ordonnance du Chancelier Fédéral nous donne la réponse. C'est l'autorité politique de première instance dans le rayon de laquelle est située la commune du Heimatrecht, ou, faute de Heimatrecht, dans le rayon de laquelle est situé le domicile du demandeur. Si le demandeur n'a ni l'un ni l'autre, le certificat de nationalité sera délivré par l'autorité diplomatique d'Autriche dans le rayon de laquelle se trouve le domicile du demandeur.

Au moment de l'écroulement de l'Empire austro-hongrois, les différentes populations qui le composaient sont passées soit sous une domination étrangère comme la Bukovine à la Roumanie, le Tyrol du Sud et Trieste à l'Italie, la Galicie à la Pologne, ou bien ont formé des pays nouveaux, tels que le royaume de Yougoslavie et la République Tchécoslovaque. Il a été décidé à Rome, le 6 avril 1922 (7), que les Etats successeurs de l'ancienne monarchie, délivreraient des certificats de nationalité aux habitants des pays qui passaient sous leur domination. A l'heure actuelle, cette convention n'a été ratifiée, à notre connaissance que par l'Autriche et l'Italie.

(7) L'art. 2: « Dans les rapports entre les hautes parties contractantes la nationalité sera prouvée par un certificat délivré par une autorité compétente. Selon la loi de chaque Etat et visé par l'autorité supérieure dont relève l'autorité susdite. Le certificat indiquera la base légale de la nationalité qu'il atteste. »

CHAPITRE DEUXIEME

LÉGISLATION ADMETTANT COMME PREUVE DE LA NATIONALITÉ UNE DÉCISION JUDICAIRE

LÉGISLATION BELGE (8)

Il est une législation dont on pourrait penser que l'étude n'apportera pas quelques nouveautés en matière de preuve de la nationalité. C'est celle de la Belgique. Pendant un certain nombre d'années, ce pays a connu et appliqué les lois françaises, c'est pourquoi on a pu dire, en effet, et cela avec raison, que le droit belge était une seconde législation française. Et, cependant, rien n'est moins exact sur le sujet qui nous occupe.

Dans son ancien droit, ce pays avait connu le principe du *jus soli*. Lorsque, sous le premier Empire, il fut ratta-

(8) Répertoire de Droit international privé, par DE LA PRADELLE et NIBEYET, tome IX, v^o Nationalité Belge.

ché à la France, on y introduisit, avec le Code civil, le principe du jus sanguinis, tempéré par le jus soli. En 1815, la domination hollandaise rendit à nouveau obligatoire le jus soli. Mais ce dernier devait être aussi éphémère que l'avait été précédemment le principe du Code qui rede-vint à nouveau la règle, lorsque, en 1831, eut lieu l'indépendance belge. La nationalité se transmet par la filiation d'où une grande difficulté pour démontrer la qualité de Belge d'une personne. Heureusement que ce pays avait, quelques années auparavant, connu le jus soli de la législation hollandaise, comme nous venons de l'indiquer, ce qui, en définitive, obligeait l'individu voulant démontrer sa nationalité, à remonter simplement une ou tout au plus deux générations, ce qui était dans les limites du possible. Mais comme on l'a fait remarquer plus tard : « A mesure que cette législation secourable s'éloignait, il devenait de plus en plus difficile aux Belges de prouver « *jure sanguinis* » leur qualité » (9).

Le Code, dans son article 9, accordait la nationalité belge aux individus qui étaient nés en Belgique, mais à condition de la réclamer dans un acte exprès. Or, beaucoup de personnes nées sur le territoire n'avaient pas accompli cet acte, soit par ignorance, soit pour tout autre raison, et ils pouvaient à tout instant se voir dénier leur nationalité. C'était d'autant plus révoltant que ces personnes avaient supporté les charges qui pesaient sur les nationaux et étaient Belges de cœur. Le besoin d'un texte se fit donc sentir. Le 27 février 1904 un représentant d'Anvers, M. Frédéric Delvaux, proposa de déclarer Belges « toute personne né en Belgique d'un auteur qui y serait né lui-même, quelle que soit la nationalité d'origine de cet auteur et sans imposer à l'intéressé une option expresse de nationalité ». On aperçoit tout l'intérêt d'une telle

(9) Voir *Revue de Droit international privé*, année 1909.

proposition au point de vue de la preuve. Il suffira, en somme, à l'individu de démontrer deux naissances sur le territoire, la sienne et celle de son auteur. On pensa alors qu'il serait utile de refondre les textes touffus et compliqués relatifs à l'indigénat et l'on aboutit ainsi à la loi du 8 juin 1909. Avant d'être voté et de devenir la loi, le projet fut élargi par la Commission à qui il avait été envoyé, si bien que l'on pût se demander si le but que son auteur avait eu en vue, n'allait pas passer au second plan. Il voulait « mettre à l'abri de toute contestation la nationalité des familles établies en Belgique depuis plusieurs générations ». Or, un amendement avait été déposé qui ne statuait que pour l'avenir. Mais un sénateur, M. GOBLET D'ALVILLA, demanda « que celui qui est appelé à profiter de ces dispositions soit né d'un père né lui-même en Belgique. Ajoutez à cela, disait-il, les dix années de domicile de l'impétrant et vous aurez la certitude que les individus auxquels ce projet s'applique sont vraiment Belges de cœur et de fait ».

Mais la guerre mondiale a eu pour effet de bouleverser les législations et notamment celles des anciens belligérants. La loi sur la nationalité ne fut pas épargnée et, en 1922, une nouvelle loi remplaça celle de 1909. Obéissant toujours à l'idée louable de permettre l'administration de la preuve de la nationalité, les auteurs ont inséré un article la réglementant. Lorsqu'une personne se prétendra Belge d'origine, il lui suffira, pour en faire la preuve, d'établir que celui de ses auteurs qui lui aura transmis la nationalité exerçait les droits attachés à la qualité de Belge, c'est-à-dire qu'il a payé les impôts, qu'il a servi dans la milice, en un mot qu'il avait la possession d'état de Belge (10). La preuve qui en résulte, ajoute la loi, n'est

(10) Voir AUDINET in *Revue de Droit international privé*, 1924, p. 285, et Clunet 1922, p. 1187. — De plus, les études de « Procès entre particuliers » de M. Xavier JANNÉ, et « Le Droit international privé belge ».

d'ailleurs pas absolue, elle peut être combattue par la preuve contraire.

En définitive, le système en vigueur dans la législation belge ne diffère pas de beaucoup de celui dont on use en France, mais il a l'avantage sur ce dernier, et c'est la seule innovation, d'avoir été prévu par la loi et de tarir ainsi certaines controverses dont nous nous sommes fait l'écho dans notre première partie.

de M. le Vicomte POULLET, in « La vie juridique des peuples », tome I, sous la direction de MM. LÉVY, ULLMANN et MIRKINE GUETZEWITCH, Paris, Delagrave.

CHAPITRE TROISIEME

ESSAI D'UNE RÉGLEMENTATION DE LA PREUVE DE LA NATIONALITÉ PAR LA S. D. N. (10)

Comme tant d'autres, les questions touchant la nationalité n'ont pas manqué d'amener des conflits entre les diverses législations. Il est reconnu unanimement aujourd'hui, à chaque Etat, le droit de légiférer sur sa propre nationalité. Peu nombreuses sont les lois qui ont envisagé toutes les hypothèses pouvant se présenter en pratique. Nous avons vu, au cours de notre étude, que l'on ne pouvait pas ranger la législation française dans cette catégorie puisqu'elle a négligé de régler le contentieux de la nationalité. Mais il ne faudrait pas croire que notre loi soit la seule, car certaines exigent des étrangers des certi-

(11) S.D.N. Conférence pour la codification du Droit international. Bases de discussion, t. 1. Nationalité. Genève 1929, p. 128 et s. Voir aussi Répertoire de Droit international privé, de LA PRADELLE et NIBOYET. tome III, v^o Codification du Droit international privé.

ficats de nationalité, et elles-mêmes ne se sont pas préoccupé de cette question pour leurs propres nationaux. Il est évident que ces exigences sont, la plupart du temps, dictées au législateur dans une intention louable, pour respecter les règles du droit international privé, comme le souci d'éviter l'« heimatlosat » ou une double nationalité. Mais le fait brutal est là, et cette situation est embarrassante dans la vie internationale, tout comme elle l'était dans la vie nationale. C'est pourquoi l'organisme créé à Genève en 1919 pour le rapprochement des peuples, se devait d'inscrire au premier rang de ses préoccupations les difficultés de cette nature et d'essayer de les résoudre.

Le 18 septembre 1924, l'Assemblée de la S. D. N., « ...désireuse d'accentuer la contribution de la Société des Nations à la codification progressive du droit international » invita le Conseil à constituer un comité d'experts qui dresserait la liste provisoire des matières de droit international dont la solution paraîtrait la plus souhaitable et la plus réalisable ». Le comité d'experts fut constitué et comprenait les plus grands noms de la science juridique des principaux pays.

Une première conférence fut décidée le 27 septembre 1927 à l'examen de laquelle furent soumises les questions de nationalité. M. RUNDSTEIN, conseiller juridique du ministère des Affaires Etrangères de Pologne, déposa son rapport sur ce sujet. Il déclara, notamment, « quelques questions formelles ayant trait à la preuve de la nationalité qui est d'une grande importance pratique dans les relations internationales, demandant une solution pour améliorer la situation — souvent précaire — des personnes obligées par un certain nombre de législations, à fournir une preuve de leur nationalité » et il terminait ainsi : « Le système d'enregistrement introduit dans quelques législations pourrait être organisé par voie d'entente inter-

nationale et s'il ne faisait pas disparaître les difficultés, du moins les limiterait ».

La conférence attira l'attention des Etats sur l'utilité d'examiner à une prochaine conférence les questions ayant trait à la preuve de la nationalité. Il fut convenu que l'on demanderait à chaque Gouvernement son opinion à ce sujet. Du 28 janvier au 17 février 1919, on examina les réponses reçues, et quelques mois plus tard, le comité, tout en déclarant qu'il était hautement désirable de déterminer la valeur juridique des certificats de nationalité délivrés par les autorités compétentes et de fixer les conditions de reconnaissance par les autres Etats, constata que « les questions de nationalité relèvent de la souveraineté de chaque Etat ». On invita les Gouvernements intéressés à prendre toutes mesures nécessaires pour faciliter cette preuve. On ne pouvait raisonnablement pas s'attendre à trouver dans les travaux du comité un modèle de preuve de la nationalité. Il est extrêmement difficile d'établir des règles communes à tous les pays, la nationalité étant réglée par chacun d'eux suivant ses intérêts propres et pouvant ainsi être en contradiction avec la législation d'un pays voisin.

CONCLUSION

La preuve de la nationalité, dont les divers aspects viennent d'être examinés au cours de cette étude, reste un problème juridique d'un grand intérêt.

La nationalité d'origine trouve sa source, non pas dans un accord de volontés entre l'Etat, d'une part, et l'individu, d'autre part, comme on a essayé de l'analyser, mais bien dans un fait matériel et involontaire : la naissance, soit sur le territoire du pays, soit à l'étranger. Le lien de sujétion qui en découle vis-à-vis de l'Etat soumet le national à de nombreux devoirs. Il lui reconnaît, par contre, certains droits. Ceux-là pour être remplis, ceux-ci pour être exercés, supposent nécessairement que l'individu qui se prétend national, l'est en réalité. C'est pourquoi, il paraîtrait logique que le législateur lui ait donné les moyens aptes à faire cette preuve. Or, à aucun moment de notre histoire juridique et spécialement dans le Code civil, on ne rencontre de systèmes susceptibles de l'administrer. On a, semble-t-il, sacrifié le véritable Français d'origine, le Français de cœur, né de parents eux-mêmes Français depuis de nombreuses générations, au nouveau Français, à l'étranger admis depuis un certain temps dans le sein

de la nation, et dont on peut suspecter à bon droit la loyauté envers sa nouvelle patrie.

L'actualité grandissante de la nationalité dans les rapports internes aussi bien qu'internationaux, exige l'organisation d'une preuve. En face de la carence législative, la pratique est loin d'être satisfaite.

Obéissant aux principes généraux de notre droit, on a tenté d'user des modes de preuve existant déjà. L'acte de l'état civil constatant la naissance devait, aux dires de certains, constituer une preuve idéale. Mais, après l'examen que nous en avons fait, nous nous sommes aperçus qu'il existait de nombreux inconvénients qu'il était impossible matériellement de faire disparaître. Dès les premiers pas, en effet, on s'est heurté au législateur lui-même. Il fait défense d'insérer dans un acte de naissance d'autres mentions que celles qu'il a énumérées. La nationalité ne figure pas parmi celles-ci et, d'ailleurs, s'il en était autrement, il eut fallu qu'il l'entourât de nombreuses précautions. Quelle valeur aurait cette mention si elle était faite par un simple secrétaire de mairie, de sa propre autorité ou sous la dictée du déclarant ? De plus, l'individu n'est Français que si ses parents l'étaient déjà. C'est déplacer le problème et non pas le résoudre, car pour démontrer la nationalité des parents, il faut prouver celle des aïeux. Il est vrai que la loi déclare Français ceux qui sont issus de parents nés eux-mêmes en France, mais sait-on où sont nés les parents ? L'acte de naissance ne le porte souvent pas.

On a essayé alors de calquer la preuve que doit rapporter le « Français né » sur celle dont se sert le naturalisé infiniment mieux partagé que le précédent, et demander à l'Etat lui-même de se prononcer sur la nationalité des individus. C'est le système employé le plus volontiers par les législations étrangères. Mais il ne faut pas se dissimuler que tant au point de vue pratique qu'au point de vue

juridique, cette façon de faire est une source d'inconvénients. Les décisions de la Chancellerie ne sont pas des actes authentiques et à ce titre peuvent être repoussées.

Les tribunaux ont alors été sollicités à maintes reprises par les particuliers de constater leur nationalité. L'indépendance dont ils jouissent devant être à bon droit une précieuse garantie. De plus, les jugements sont des actes ayant une valeur comparable à celle des actes authentiques. Mais, outre que ces demandes donnent naissance à des discussions que nous nous sommes efforcé, au cours de cet ouvrage, d'analyser, on se heurte au principe fondamental de la relativité de la chose jugée. Il n'appartient pas à la doctrine ou à la jurisprudence de le faire fléchir. Il ne doit céder que devant la volonté formelle du législateur.

Quelques auteurs, tels que MM. CHAMPCOMMUNAL ou GRUFFY, ont mis cette question à l'ordre du jour de leurs travaux. Et ils ont été d'accord, malgré quelques différences, pour donner à l'acte de naissance, considéré par eux comme le meilleur instrument de preuve, la valeur pratique qui lui manquait. M. GRUFFY y arrive par le système de la Francisation. M. CHAMPCOMMUNAL, reprenant la vieille idée du casier civil, n'hésite pas à demander l'inscription de la nationalité en marge de l'acte de naissance. C'est le tribunal qui l'ordonnerait, comme cela se passe déjà pour le divorce. Nous ne dissimulerons pas que c'est à ce dernier moyen que vont nos préférences. Mais il ne peut être rendu possible que par une intervention législative. Il est impossible de dire si les désirs que cet auteur a formulés trouveront bientôt place dans une loi. L'action législative, dont on n'a cependant pas à se plaindre à certaines époques et sur certains sujets, ne semble pas prête à accueillir une organisation pratique de la preuve de la nationalité. Un exemple nous en a été donné lors du dépôt en 1917 de la proposition de loi de M. Honnorat et de ses collègues,

qui fut renvoyée à la Commission de législation civile de la Chambre pour n'en plus sortir. On souhaiterait qu'il en soit autrement. C'est le vœu que nous formulons en terminant. Ainsi serait réparée l'inégalité — nous pourrions même dire l'injustice — qui existe et sépare le Français d'origine du Français naturalisé au point de vue de la preuve de la nationalité.

ANNEXES

LA PREUVE DE LA NATIONALITE SYSTEME ELABORE PAR M. J. CHAMPCOMMUNAL

Art. 1. — Doivent être mentionnés sur les registres de l'état civil, en marge de l'acte de naissance :

- A) Les déclarations d'option, acceptées par la Chancellerie et régulièrement enregistrées pour acquérir ou pour décliner la nationalité française.
- B) Les décrets de naturalisation publiés au Bulletin des Lois, ainsi que les décrets de réintégration.

Art. 2. — Toute décision de justice reconnaissant ou déniaut à un individu la qualité de Français, doit une fois devenue définitive être transcrite et mentionnée dans les conditions prévues à l'article 252 du Code Civil. Toute décision dûment transcrite et mentionnée est opposable aux tiers.

Art. 3. — La production de l'acte de naissance, portant reconnaissance de la nationalité française au profit d'un individu suffit à établir sa nationalité à condition que cet acte n'ait pas été délivré depuis plus de trois mois. Les Bulletins de naissance délivrés aux tiers conformément à la loi du 30 novembre 1906 doivent faire mention de la nationalité au même titre que l'original.

Art. 4. — Tout individu a le droit de faire déterminer par jugement à l'encontre du procureur de la République qu'il possède la nationalité française ou au contraire qu'elle lui a été attribuée indûment. Le même droit appartient au Procureur de la République lorsque l'Etat ou l'ordre public est intéressé à ce que la nationalité d'un individu soit judiciairement constatée. Les tiers qui justifient d'un intérêt légitime et immédiat peuvent saisir la justice d'une action en détermination de nationalité, ils peuvent aussi demander à intervenir dans un procès en cours.

Art. 5. — Le tribunal compétent est dans tous les cas le tribunal civil du domicile de l'individu dont la nationalité est contestée. A défaut du domicile, le tribunal compétent est celui de la résidence.

Art. 6. — Si au cours d'une instance, la nationalité de l'une des parties est contestée, le tribunal dans le cas où la contestation lui paraît sérieuse et de nature à influencer sur la solution du litige renvoie le jugement de cet incident à la juridiction compétente. Le renvoi peut être prononcé, soit à la demande des parties, soit à la requête du Procureur de la République, soit ordonnée d'office.

Art. 7. — L'action en détermination de nationalité doit être introduite par voie d'ajournement.

Art. 8. — L'ajournement doit à peine de nullité de toute la procédure être communiqué pour observation au Ministère de la Justice. Passé le délai de trois mois, à compter de la mise au rôle général du greffe, le tribunal est en droit de passer outre.

Art. 9. — A défaut de titres, la nationalité peut se prouver par témoins, et aussi par présomptions, à condition qu'elles soient graves, précises et concordantes.

Art. 10. — Le jugement ou l'arrêt qui clôture le procès a force de chose jugée absolue.

Art. 11. — Lorsqu'un fait viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque des faits inconnus des premiers juges seront représentés de nature à attribuer à un individu une nationalité autre que celle qui lui est reconnue par jugement ou arrêt antérieur, cet individu est fondé à faire rectifier, selon les formes ci-dessus indiquées, son acte de naissance. Le même droit appartient au Procureur de la République ainsi qu'aux tiers justifiant d'un intérêt légitime et immédiat. Il devra être statué avant dire droit, sur la recevabilité de la demande.

Art. 12. — Le plaideur dont la nationalité est contestée ne doit pas être condamné aux dépens lorsqu'il réussit à faire admettre sa prétention. La charge des dépens incombe au demandeur dans tous les cas lorsqu'il exerce l'action en détermination de nationalité en dehors de toute contestation.

Art. 13. — La procédure ci-dessus indiquée est spéciale à la détermination de la nationalité française. Elle ne s'applique pas aux conflits entre nationalités étrangères.

PROPOSITION DE LOI

déposée le 23 février 1917, à la Chambre, par MM. André Honnorat, Desplats, Edouard Ignace, André Paisant, Landry, Lugol, députés relative à la preuve de la Nationalité française (Renvoyé à la Commission de législation civile.)

ARTICLE PREMIER

La preuve de la nationalité française se fait au moyen de l'acte de naissance francisé. La francisation est obtenue par une décision de justice dont mention est transcrite à la diligence de l'intéressé en marge des registres de l'Etat Civil.

ARTICLE 2

Ces registres sont ceux du lieu de naissance de l'intéressé, si celui-ci est né en France, ou d'une commune désignée par un règlement d'administration publique s'il est né hors de France.

ARTICLE 3

L'action en francisation est introduite par la rédaction au greffe de la Justice de Paix avec l'assistance du greffier d'une déclaration en double exemplaire.

L'un de ces exemplaires reste entre les mains de l'intéressé et vaut comme original de l'exploit introductif d'instance ; l'autre est transmis d'urgence par le magistrat cantonal au Parquet. Cette déclaration, qui peut être faite par procuration, contient notamment :

- 1° L'inventaire des actes de l'état civil versés au dossier ;
- 2° L'indication des articles de lois ou des Conventions Internationales invoquées par le déclarant pour exciper de la qualité de Français ;
- 3° Le cas échéant, le service public par lequel l'intéressé s'est vu contester la qualité de Français ou bien l'instance au cours de laquelle un incident a été soulevé le mettant en demeure de faire la preuve de cette qualité.

ARTICLE 4

Le juge de Paix statue dans la huitaine du retour de l'exemplaire envoyé au Parquet. Les conclusions écrites du Procureur de la République sont insérées dans les qualités du jugement et résumées dans le dispositif dont une expédition est transmise d'urgence par le magistrat cantonal au Parquet.

ARTICLE 5

La décision du Juge de Paix acquiert force de chose jugée un mois après la date du prononcé. Sur certificat de non appel, l'inscription en est requise sur les registres de l'Etat civil, suivant une formule fixée par un règlement d'administration publique ; celle-ci doit s'ajouter aux énonciations insérées dans les extraits en vertu de l'article 57, § 5, du Code Civil.

ARTICLE 6

L'appel sous réserve des dispositions de l'article 449 du Code de Procédure Civile devra être interjeté dans les 30 jours de la date du jugement au moyen d'une nouvelle déclaration en double exemplaire au même greffe dans les mêmes conditions qu'à l'article 3. Le jugement rendu sur appel n'est transcrit que sur certificat de non pourvoi.

ARTICLE 7

Le pourvoi en Cassation est porté directement devant la Chambre Civile.

Il s'introduit par une déclaration en double exemplaire au Greffe du Tribunal de l'arrondissement, il doit être formé dans le mois de la date du jugement.

Il est suspensif.

Il est dispensé de l'intermédiaire d'un avocat à la Cour de Cassation et jugé d'urgence, sans frais, ni consignation d'amende.

Les pièces et mémoires fournis par les parties sont transmis sans frais par le Greffier du Tribunal de l'arrondissement au greffier de la Cour de Cassation.

ARTICLE 8

Si l'intéressé réside hors de France, le délai prévu aux articles 6 et 7 court à partir du jour où notification lui a été faite au moyen d'une lettre recommandée expédiée par le Parquet. En outre, il bénéficie des augmentations de délai prévues par la loi du 2 juin 1862.

ARTICLE 9

Le règlement d'administration publique prévu aux articles 2 et 5 établira à quelles conditions l'acte de francisation pourra servir à indentifier l'intéressé.

Il devra également en ce qui concerne les étrangers naturalisés en vertu des articles 8, § 4, et 8 § 5 du présent Code, et même les Français d'origine par application des articles 8, § 2, et 8, § 3, pourvoir à l'obligation de franciser les prénoms et à la faculté de franciser les noms.

ARTICLE 10

Le Procureur de la République est recevable à poursuivre devant la Justice de Paix du lieu de naissance ou, le cas échéant, de la commune désignée à l'article 2, la preuve de la dénationalisation de tout ressortissant français. Cette procédure qui peut être poursuivie par défaut et qui devra aboutir à une inscription par les soins du parquet en marge des registres de naissance et réglée conformément aux articles 1 et suivants, 19 et suivants du Code de Procédure civile.

Pourra également procéder par voie de citation en Justice de Paix, laquelle sera à peine de nullité visée au Parquet, quiconque aura intérêt à parvenir à la francisation d'un individu.

ARTICLE 11

La chose jugée à l'égard du Procureur de la République en matière de nationalité a une valeur absolue.

ARTICLE 12

Les décisions judiciaires en matière de nationalité précisent quand il y a eu changement depuis la naissance à quelle date ce changement a été réalisé.

En cas de naturalisation par décret, l'effet en est réalisé à la date même de l'acte de francisation.

ARTICLE 13

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suivra sa promulgation.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GENERAUX

1° *Histoire du Droit :*

BACQUET. — Traité des personnes.

BRISSAUD. — Histoire du Droit français.

CUQ. — Les institutions juridiques des Romains.

DECLAREUIL. — Rome et l'organisation du Droit.

— Histoire générale du Droit français.

DONAT. — Droit public.

GIRARD. — Traité élémentaire de Droit Romain.

FENET. — Travaux préparatoire du Code Civil.

FUSTEL DE COULANGES. — La cité antique.

HAUSSOULIER. — La vie municipale en Attique.

LOCRE. — Législation civile.

MALLEVILLE. — Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au
Conseil d'Etat.

MUIRHEAD. — Le droit privé de Rome.

POTHIER. — Traité des personnes.

VIOLLET. — Histoire du Droit civil français.

2° *Droit International privé.*

ARMINJON. — Précis de Droit international privé (3 vol.).

AUDINET. — Précis élémentaire de Droit international privé.

BARTIN. — Etudes de Droit international privé.

— Principes de Droit international privé selon la loi et la jurisprudence française.

BROCHER. — Cours de Droit international privé.

- DESPAGNET et DE BECK. — Précis de Droit international privé.
DURAND. — Droit international privé.
LAINÉ. — Introduction au Droit international privé.
LÉVY ULMANN. — Cours de Droit international privé.
LEREBOURS PIGEONNIÈRE. — Précis de Droit international privé.
NIBOYET. — Manuel de Droit international privé.
PILLET. — Principes de Droit international privé.
— Traité pratique de Droit international privé.
PILLET et NIBOYET. — Manuel de Droit international privé.
SURVILLE. — Cours élémentaire de Droit international privé.
VAREILLE-SOMMIÈRE (De). — Synthèse de Droit international privé.
VALÉRY. — Manuel de Droit international privé.
WEISS. — Manuel de Droit international privé.
— Traité théorique et pratique de Droit international privé.

II. — OUVRAGES PARTICULIERS

(Monographies, Thèses, Articles de Revues)

- ANCEL (Marc). — L'action en reconnaissance de nationalité. *Revue* 1932, p. 432 et s.
ARMINJON. — La preuve en Droit international privé. *Revue* 1929.
AUDINET. — La nationalité française. Commentaire de la loi du 10 août 1927. *Revue* 1928.
BAR. — Observations concernant la preuve de la nationalité et l'expulsion par le Gouvernement romain. *Revue de Droit international et de Législation comparée*, 1907, p. 711.
BAUMANN (Colette). — Evolution du *jus soli* en matière de nationalité d'origine. Thèse 1931.
BOURBOUSSON. — Traité de nationalité dans les cinq parties du monde.
CHAMPCOMMUNAL. — Une réforme législative nécessaire: la preuve de la nationalité à organiser. *Revue* 1919, p. 241 et s.
CLUZEL. — Jurisprudence de la chancellerie en matière de nationalité *Bulletin de la Société de Législation comparée*, 1927.
COGORDAN. — La nationalité d'origine.
— La dénationalisation à titre de peine.
COTXET. — Contentieux et rôle du ministère public en matière de nationalité. Thèse Montpellier, 1932.
COLANERI. — Condition des sans-patrie. Thèse 1932, p. 32.
CUGNIN. — Expulsion des étrangers; 1912.

- DARUT. — Expulsion des étrangers, 1902.
- DREYFUS et CROS MAYREVIELLE. — Les conflits de nationalité et leur solution par la jurisprudence de la Chancellerie. *Clunet* 1914, p. 799.
- GRUFFY. — Naturalisation et francisation. *Clunet* 1916, p. 1206-1526 et s.
- HUBERT (R.). — La nationalité et le droit d'expulsion. *Clunet* 1895.
- La preuve de la nationalité en Droit français. Les lois Nouvelles, 1902, 2^e partie p. 1 et s.
- JAPIOT. — Jurisprudence française en matière de nationalité. *Revue Trimestrielle de Droit civil*, 1912.
- JORDAN (C.). — De la juridiction compétente en France pour statuer sur les questions de nationalité. *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1919, p. 355.
- LEHR. — La Nationalité et les principaux états du globe.
- LÉVY. — Etat civil et nationalité. *Revue politique et parlementaire*, 1920.
- LUCAS (P.-L.). — La nationalité française.
- MARTIN. — La preuve de la Nationalité. La nationalité dans la science sociale et le droit contemporain.
- MARTINI. — Expulsion des étrangers, 1909
- PILLAUT. — Du caractère politique de la notion de nationalité. *Revue* 1015-1916, p. 14 et s.
- ROUSSEAU. — Le *jus soli*, étude critique et de droit comparé. Thèse 1929.
- THIBEAUD. — Histoire des actes de l'état civil. Thèse 1892.
- VALÉRY. — La nationalité française. Commentaire de la loi du 10 août 1927.
- ZEBALLOS. — La nationalité.

III. — REPERTOIRES ET RECUEILS

- Répertoire de Droit international privé*, par MM. de LAPRADELLE, et NIBOYET, t. IX et X.
- Revue de Droit international privé et de Droit pénal international*.
- Journal de Droit international privé de Clunet*.
- Répertoire de Droit international*, de FUZIER Herman.
- Répertoire général alphabétique*.
- Dictionnaire de Droit*.
- Recueil de Jurisprudence de DALLOZ*.
- Nouveau Code civil annoté de DALLOZ*.

Recueil de Jurisprudence de SIREY.

Recueil de la Gazette du Palais.

Bulletin de la Société d'Etudes législatives.

Bulletin de la Société de Législation comparée.

Annuaire de Législation étrangère.

Revue Trimestrielle de Droit civil.

Les Lois nouvelles.

Revue politique et parlementaire.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS.	7
INTRODUCTION.	11

PREMIÈRE PARTIE

ETUDE DES DIFFERENTS MOYENS EMPLOYES PAR LA PRACTIQUE POUR PROUVER LA NATIONALITE FRANÇAISE D'ORIGINE EN L'ABSENCE D'ORGANISATION PAR LA LOI.	29
CHAPITRE PREMIER. — <i>La preuve de la nationalité d'origine par l'acte de naissance</i>	31
CHAPITRE II. — <i>La preuve de la nationalité d'origine par une consultation de la Chancellerie</i>	39
CHAPITRE III. — <i>La preuve de la nationalité d'origine par décision de Justice</i>	44
Section 1. — <i>Quelle est la juridiction compétente pour statuer sur la nationalité</i>	45
Section 2. — <i>L'action en reconnaissance de nationalité</i>	53
§ 1. — <i>Recevabilité de l'action</i>	53
§ 2. — <i>Quelle est la procédure et contre qui l'action doit-elle être dirigée ?</i>	58
§ 3. — <i>A qui incombe la preuve et quels sont les moyens de preuve ?</i>	66
§ 4. — <i>Quels sont les effets du jugement rendu par le tribunal ?</i>	76

DEUXIÈME PARTIE

PROJETS D'ORGANISATION DE LA PREUVE DE LA NATIONALITE.	85
CHAPITRE PREMIER. — <i>La preuve de la nationalité d'après Monsieur Gruffy</i>	86
CHAPITRE II. — <i>La preuve de la nationalité, d'après Monsieur J. Champcommunal</i>	92
CHAPITRE III. — <i>Essai de consécration législative. Proposition de loi déposée le 23 février 1917 par MM. Honorat, Desplats, Edouard Ignace, André Paisant, Landry Lugol, députés.</i>	96

TROISIÈME PARTIE

LA PREUVE DE LA NATIONALITE D'ORIGINE EN DROIT COM- PARE.	103
CHAPITRE PREMIER. — <i>Pays admettant comme preuve de la nationalité une déclaration du pouvoir exécutif</i>	106
CHAPITRE II. — <i>Législation admettant comme preuve de la nationalité une décision judiciaire (législation belge).</i>	110
CHAPITRE III. — <i>Essai d'une réglementation de la preuve de la nationalité par la S.D.N.</i>	114
CONCLUSION.	117

ANNEXES

N° 1. — <i>La preuve de la nationalité. Système élaboré par M. J. Champcommunal</i>	121
N° 2. — <i>Proposition de loi déposée le 23 février 1917 sur le bureau de la Chambre ayant pour objet la preuve de la nationalité française</i>	123
BIBLIOGRAPHIE.	126
TABLE DES MATIÈRES.....	131

Vu :

Montpellier, le 12 mai 1936.

Le Président de la thèse,

A. LEGAL.

Vu :

Montpellier, le 13 mai 1936.

Le Doyen,

MORIN.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 14 mai 1936.

Le Recteur.

TAILLIART.

